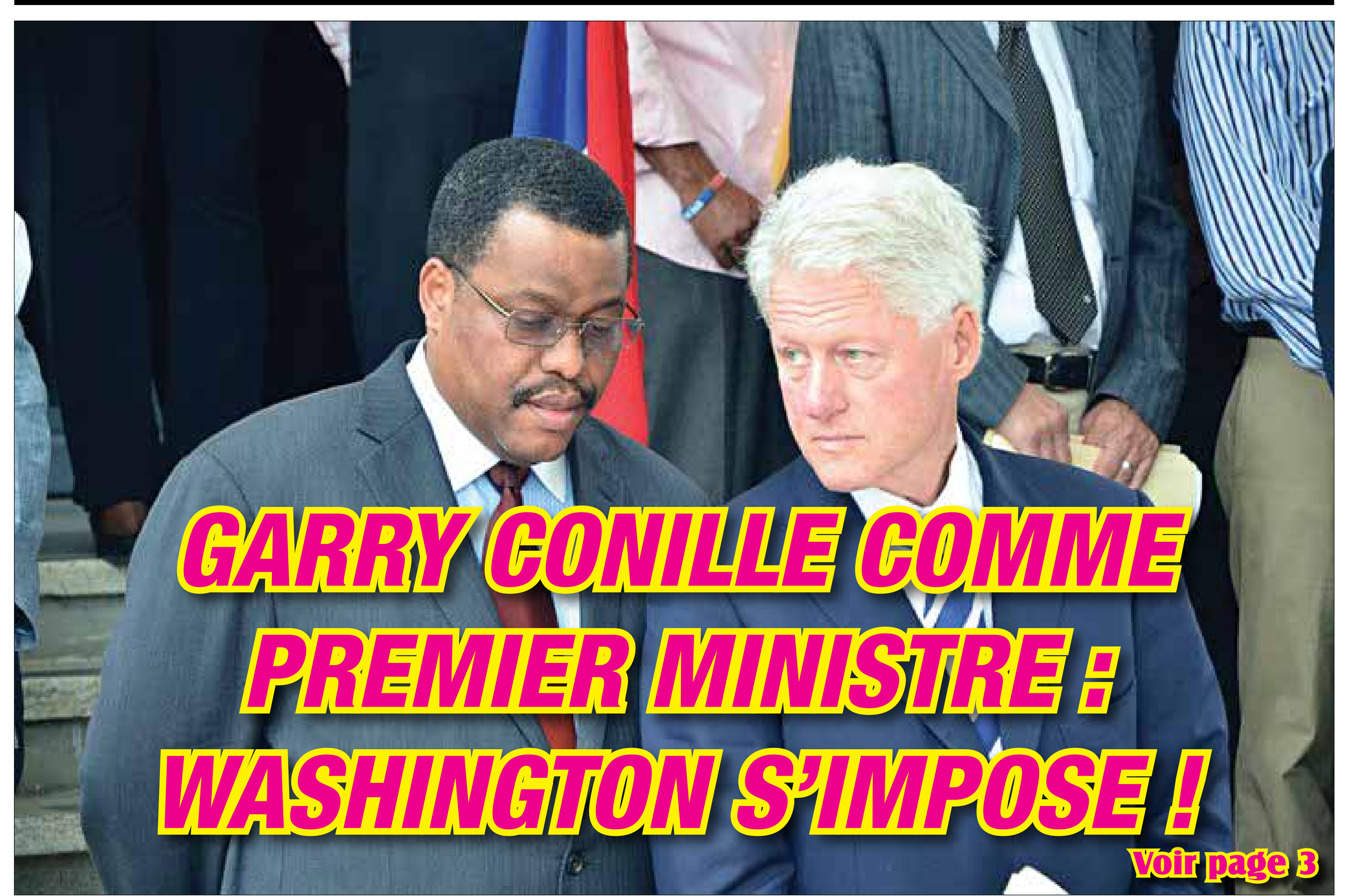
Vol. 5 No. 7 • Du 31 Août au 6 Septembre 2011 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



GARRY CONILLE COMME PREMIER MINISTRE : WASHINGTON S'IMPOSE !

Voir page 3

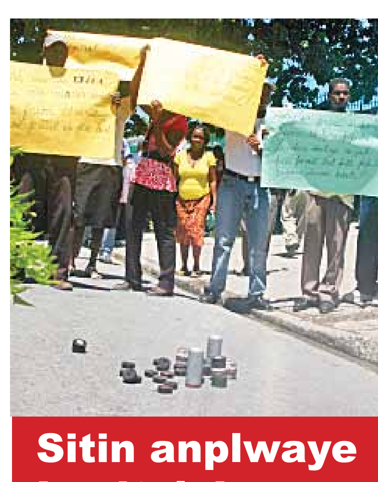
Garry Conille chef de cabinet de Bill Clinton. Selon des sources proches du Parlement, le Président Martelly, à l'issue d'une réunion le lundi 28 août avec les Présidents des deux Chambres, aurait présenté le Dr Garry Conille, comme la personne qu'il souhaiterait désigner comme prochain candidat à la Primature



LES SOURIS ACCOUCHÉES PAR LA MONTAGNE GUY PHILIPPE

Voir page 4

Les mercenaires Guy Philippe et son frère d'armes Louis Jodel Chamblain



Sitin anplwaye Lopital Jeneral yo devan Ministè Sante Piblik

Page 6



« On transite vers quoi? »

Page 8



Pourquoi les jeunes aux Etats-Unis ne se révoltent pas ?

Page 10



Chili : la répression policière laisse un jeune sur le carreau

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Le vrai visage du pouvoir !

Par Berthony Dupont

Il est un fait certain que les grands événements qui peuvent entraîner un pays vers un changement progressiste n'arrivent pas souvent. Pourtant un malheur, du reste qui peut en un clin d'œil tout détruire, n'arrive jamais seul !

Aurait-on jamais cru, justement, qu'après la catastrophe du 12 janvier 2010 qui a terriblement dévasté Haiti, de Pétion-Ville à Jacmel, transformant ces villes en de vastes étendues de désolation, une autre calamité allait en quelques mois plus tard frapper aussi mortellement le peuple haïtien ? Nous faisons allusion à l'épidémie de choléra, amenée par les forces d'occupation sans doute pour continuer à décimer les masses populaires.

Qui aurait pensé qu'après l'épisode politique le plus grave de l'histoire d'Haiti, la honteuse et indéhiscente présidence de René Préval, la Communauté internationale pouvait aller jusqu'à nous imposer un plaisantin du nom de Joseph Michel Martelly pour lui succéder dans la sale et vile besogne de liquidation et de sabotage du pays ?

En vérité, les objectifs de tous ceux qui prétendent aujourd'hui venir au secours du pays sous le couvert des Nations-Unies paraissent de plus en plus clairs. Si le meilleur indicateur de la santé politique d'un pays est la confiance dans les dirigeants et dans les institutions, nous pouvons dire que depuis le coup d'état de 2004, les dirigeants que la Communauté internationale continue de nous imposer sont soit des agents déstabilisateurs, des ivrognes ou des drogués, ou tout simplement des sous-hommes qu'on devrait destituer pour incompétence, corruption, et déséquilibre mental. N'est-ce pas ce qu'avait fait le Parlement équatorien à l'endroit de «el loco», le fou, l'ancien chanteur Abdala Bucaram, l'allié des Etats-Unis que ces derniers avaient œuvré pour en faire un président ? Or, connaissant qu'un empire n'a pas d'allié et qu'il n'a que des vassaux, il se trouve que nos parlementaires, logés à la même enseigne que Martelly, viennent de le démontrer dans cette toute récente déclaration du groupe des 16 sénateurs qui, sans gêne aucune, ne manifestent aucun signe de désaccord à la reconduction éventuelle de la CIRH et à la réorientation du mandat de la Minustah, deux institutions essentielles du programme économique néolibéral.

Dans ce cas, nous n'avons pas alors à nous étonner des échecs accumulés quand la direction des affaires du pays est aux mains de gens pareils. N'est-il pas de notoriété publique que c'est l'ancien président des Etats-Unis, le racketteur Bill Clinton, l'époux de l'actuelle Secrétaire d'Etat de Barack Obama, qui dirige les destinées de notre patrie ? Donc, ce n'est pas sans raison que Clinton, voulant disposer de pions sûrs à Port-au-Prince dans la Commission intérimaire de reconstruction d'Haiti (CIRH), a choisi pour Premier ministre éventuel – à défaut du vassal Bellerive – un autre élément du sérail, expérimenté sans doute, en la personne de son chef de cabinet en Haiti, Garry Conille. A ce stade, il est tout à fait aisé de se faire une claire idée du vrai visage que se fera le régime actuel : une mafia qui ne demande pas mieux que de s'acoquiner aux exigences de l'impérialisme. Des mercenaires, technocrates professionnels animés par un idéal commun : s'assurer du contrôle politique et préserver leurs intérêts économiques.

Un jour, Bill Clinton, si jamais il devait lui rester encore un tantinet d'honnêteté, devrait dire tout comme l'avait fait avant lui le général Smedley Butler *« j'ai passé le plus clair de mon temps comme homme de main de haut niveau au service du grand capital, de Wall Street et des banquiers. Bref, j'ai été un racketteur à la solde du Capitalisme...J'ai contribué à faire d'Haiti un lieu décent pour que les hommes de la National City Bank viennent y faire des affaires »*

De telles opérations menées, hier par le rançonneur Butler, aujourd'hui par le racketteur Clinton, et qui ne correspondent qu'aux impératifs stratégiques des Etats-Unis, sont simplement inacceptables et inadmissibles. Le ménage à trois entre Clinton, Martelly et Conille va être un précédent capable non seulement de déshonorer la démocratie mais certainement aussi nous marquera à coup sûr pour la vie, surtout dans un pays où les enseignants et les professionnels de la santé ne sont pas payés. Le peuple est las d'une corruption enkystée dans le pouvoir politique, bancaire, judiciaire, législatif et qui le maintient dans la pauvreté et la misère. La manifestation de colère des habitants de la commune de l'Estère en est une preuve palpable.

A vouloir crier plus fort que son maître, il est arrivé à Martelly ce qui devait lui arriver : n'être qu'un pantin, une caricature de président, une façade à l'exemple d'un Boniface Alexandre, alors que Conille – pareil à Bellerive – jouera le rôle d'un Gérard Latortue, cet autre vil élément instrumentalisé aux fins de reconquête coloniale et d'asservissement des peuples par un impérialisme de plus en plus brutal et immoral, comme c'est le cas en Libye.

L'impérialisme, en se démasquant une fois de plus, nous a permis de voir dans toute sa hideur le visage du pouvoir en place. Ce sont les Nations unies à la solde des Etats-Unis, par procuration, qui imposent carrément leur choix. En proposant/imposant Conille, elles viennent de confirmer avec cynisme et agressivité leur véritable nature nous permettant ainsi de démasquer leurs réels objectifs.

Leurs basses manœuvres ne sont qu'un expédient pour légaliser l'exploitation et l'oppression des masses. Aucun progressiste ne doit prendre la responsabilité de cautionner ces démarches. Combattre ce gouvernement jumelé dès le départ à la CIRH, est une question de vie ou de mort. Pour restaurer la dignité du peuple haïtien, nous ne pouvons choisir que la vie. L'histoire nous a d'ailleurs appris que tout vrai changement pour les peuples opprimés passe par la violence et que toute liberté a son prix. A nous progressistes de décider !

Autre preuve scientifique de l'origine exogène du vibrio cholerae

Par Jackson Rateau

En dépit des preuves scientifiques confirmant l'origine du vibrion choléra chez les casques bleus népalais en Haïti, la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) continue de réfuter l'accusation. Elle refuse jusqu'à date d'admettre que la souche bactérienne du choléra s'est propagée dans le pays par la faute des militaires népalais stationnés en Haïti.

On se rappelle qu'il y a environ deux mois (1e juillet 2011) les scientistes du Center for Diseases Control (CDC), avaient publié les résultats d'une étude sur l'origine de l'épidémie de choléra en Haïti. Cette étude était basée sur les échantillons prélevés dans la Rivière Meil à Mirebalais et sur les excréments du contingent népalais affecté à la MINUSTAH. Un autre rappel nous permet de faire référence aux études de l'épidémiologiste français, Renaud Pierroux, réalisées en décembre 2010. Elles avaient clairement établi que le choléra est une maladie importée en Haïti.

Même les chercheurs engagés par l'ONU, n'arrivent pas à pouvoir nier la véracité de la souche du vibrion du choléra originaire des matières fécales des casques bleus népalais affectés aux forces d'occupation onusienne en Haïti. La semaine dernière, une autre étude scientifique a en outre confirmé que l'origine du vibrion du choléra en Haïti qui a décimé environ 8 mille compatriotes haïtiens, entre la fin de l'année 2010 et le début de l'année 2011, provient des soldats népalais affectés à la force d'occupation onusienne en Haïti.

En effet, la revue scientifique Science et Avenir, dans son numéro du 24 août 2011, a publié les résultats d'une étude qui a vérifié une autre fois encore les souches du vibrion du choléra par comparaison génétique, puisque, pour confirmer l'origine de la souche bactérienne, la comparaison avec les bactéries présentes au Népal s'avérait nécessaire.

Ainsi, des échantillons de la bactérie, collectés entre juillet et novembre 2010 au Népal par les chercheurs népalais, ont été transmis à l'équipe de Frank Aarestrup, travaillant à l'Université Technique de Danemark (UTD).

L'équipe de chercheurs danois et les chercheurs américains de Trans Génomique Research Institute (TGRI) en Arizona, pour comparer l'ADN des différentes souches du vibrion cholera, ont utilisé des méthodes rapides de séquençage génétique. Les résultats obtenus de la comparaison, ont démontrée une similitude absolue des souches népalaises et haïtiennes, avec quelques petites nuances très négligeables dans certains cas.

Il s'agit en effet, d'une preuve incontestable que le vibrion choléra qui a exterminé près de 8000 compatriotes haïtiens, trouve son origine chez les casques bleus népalais affectés à la MINUSTAH.

Se portant vers une recherche plus exhaustive de façon à pouvoir trouver une vérification plus juste, les équipes TGRI et UTD, utilisant les méthodes séquençages rapides, ont analysé et comparé 23 autres échantillons collectés à travers le monde.

Les opérations de la 2e analyse et comparaison, ont fourni des résultats quasiment opposés, par rapport aux échantillons de bactéries d'Haïti et du Népal qui demeurent, elles, toujours identiques.

D'après les analyses scientifiques, le vibrion du choléra qui sévit en Haïti, est une souche plus virulente que la moyenne, provoquant ainsi des symptômes très sévères et dangereux. Comme éléments de traitement efficace, les scientifiques ont prescrit certains antibiotiques, comme la tétracycline, par exemple.

17ème anniversaire de l'assassinat de Jean-Marie Vincent


Jean-Marie Vincent

La Commission Episcopale Nationale Justice et Paix (JILAP) élève sa voix contre l'impunité qui entoure depuis 17 ans l'assassinat du père Jean Marie Vincent, le 28 Août 1994, et depuis 13 ans celui de Père Ti Jean Pierre-Louis, le 3 Aout 1998. « L'impunité et la violence affectent des gens de toute catégorie sociale et d'orientation politique différente parce que l'intolérance au sein de la société est élevée. S'il fallait nommer tous ceux qui sont et qui attendent d'obtenir justice la liste serait longue», a souligné la Commission.

Selon toutes les informations concordantes qui circulent dans le pays depuis des années, l'assassin du père Jean Marie Vincent est toujours en liberté et occupe de haute fonction dans les appareils de l'Etat. Une autre victime de l'impunité et de la violence organisée, Jean Léopold Dominique disait souvent : « Les assassins sont dans la ville ». Aujourd'hui, les assassins ne sont non seulement dans la ville, mais aussi ils sont au timon des affaires, domestiquent le pouvoir judiciaire et le mettent à leur propre service promettant ainsi à l'impunité de continuer à régner en maître et Seigneur.

Enlèvement et exécution sommaire d'un notaire à Port-au-Prince

Selon le porte parole de la PNH, Frantz Lerebours, le notaire Emile Jordany qui a été enlevé le vendredi 26 août dernier par des inconnus armés, a été trouvé mort le lendemain (samedi 27 août 2011). Le notaire a été kidnappé, alors qu'il venait d'opérer une importante transaction bancaire d'un montant de 80 mille dollars US.

Ses ravisseurs qui n'avaient exigé aucune rançon l'ont tout bonnement exécuté, puis abandonné le corps près de sa voiture dans une rue de la capitale.« Emile Jordany est un notaire très connu à Port-au-Prince. Des malfrats l'ont kidnappé hier après-midi, l'ont torturé, puis déposé son cadavre dans le coffre d'un véhicule, et l'ont déposé ici ce matin. Comme vous pouvez remarquer, le juge de paix a déjà procédé au constat du cadavre. Nous avons entendu les déclarations de ses proches ainsi que de ses collaborateurs. Nous avons fait des prélèvements d'empreinte. Nous allons procéder aux analyses des échantillons prélevés. Accompagnés des experts de la DCPJ, nous allons ouvrir une enquête, nous permettant de faire le jour sur ce crime odieux », a déclaré le commissaire du gouvernement, Sonel Jean François.

Le Brésil cherche à redorer son blason



Ces ambulances seront liés au système national de transport d'Haïti qui n'existe pas encore, mais que le projet tripartite a mis à l'ordre du jour », a déclaré l'ambassadeur brésilien en Haïti, Eduardo Bothelo Barbosa

Dans le cadre de la dynamique de l'éradication de l'épidémie de choléra en Haïti, le Ministère brésilien de la santé a envoyé en Haïti une aide considérable de 360 tonnes de sérum Ringer Lactate et 350 mille équipements pour leurs applications, dont le coût pour les deux parties de l'aide s'élève à 500 mille dollars US. Il a aussi expédié (à titre de vassal sous couverture de l'ONU) 30 ambulances tous terrains pourvues d'équipements de base pour les soins d'urgence, coûtant 2.4 millions de dollars US. Cette dépense du gouvernement brésilien se situe dans le contexte de coopération sud-sud et le projet tripartite lancé au mois de mars 2010 par 3 pays dont Haïti, Brésil et Cuba, pour renforcer le système de santé en Haïti. « Ces ambulances seront liés au système national de transport d'Haïti qui n'existe pas encore, mais que le projet tripartite a mis à l'ordre du jour », a déclaré l'ambassadeur brésilien en Haïti, Eduardo Bothelo Barbosa qui est aussi directeur de l'Office International de la Santé au Brésil. « Le modèle de coopération sud-sud est novateur. A partir de ce modèle, nous amenons en Haïti l'expérience de la construction du système de santé unique au Brésil, un système qui est universel, global, hiérarchisé et participatif, afin de restructurer le système de santé haïtien, tout en respectant la souveraineté d'Haïti », a-t-il ajouté.

Conscient de sa culpabilité dans le cas flagrant d'avoir facilité l'introduction dans le pays de cette épidémie de choléra, en tant qu'ex-pays responsable de cette force d'occupation d'Haïti, le Brésil pour redorer son blason, s'est hâté d'accomplir ce geste, alors que le désastre de l'épidémie de choléra a déjà ravagé la population haïtienne avec un lourd bilan de 8000 décès et plus de 400 mille personnes atteintes.

Huit mille compatriotes haïtiens décédés suite à une maladie importée par une force d'occupation, c'est trop et c'est une honte.

Un citoyen haïtien abattu par un criminel dominicain

Selon ce qu'a rapporté le Groupe d'Appui aux Réfugiés et Rapatriés (GARR), dans la matinée du vendredi 25 août dernier, à Artho Zerro, en République Dominicaine, le citoyen haïtien Espérant Bel, originaire de Thomassique, a été abattu d'une balle au cœur par un criminel dominicain du nom de Bazile, alors qu'il s'apprêtait à retirer d'un entrepôt les 400 sacs de farine qu'il avait acheté la veille au marché de Banica.

Selon les déclarations de Nadine Bel, fille de la victime, il n'y a pas eu de dispute entre les deux hommes. Seulement, le meurtrier avait proféré à son père des menaces verbales de mort. Pendant toute la journée du vendredi, le cadavre gisait encore sur la place du crime.

Garry Conille comme Premier ministre : Washington s'impose !

Par Yves Pierre-Louis

Après le rejet au Parlement de deux Premiers Ministres désignés par le président Michel Joseph Martelly, divers secteurs de la vie nationale et les pays dits « amis d'Haïti» ont exprimé leur préoccupation face à l'embarras du président à désigner un troisième candidat devant succéder à l'actuel Premier ministre démissionnaire, Jean Max Bellerive. Ce dernier, parait-il, serait fatigué de liquider les affaires courantes. Le refus catégorique de Martelly de négocier et de partager les postes de responsabilité avec la plateforme politique majoritaire au Parlement a conduit le pays dans une impasse politique depuis plus de trois mois. Le président Martelly et son équipe n'ont pas encore compris ou refusent de comprendre les principes de cohabitation des deux pouvoirs publics. Et cette situation a ouvert une autre fois la porte à l'ingérence étrangère des grandes puissances impérialistes et néocolonialistes.

C'est dans cet ordre d'idées que, dans la soirée du mercredi 24 Août dernier six (6) sénateurs du groupe des 16 ont répondu à une convocation d'un groupe de diplomates étasuniens, dirigé par l'ambassadeur des Etats-Unis, en Haïti, Kenneth Merten. Après cette rencontre, ils se sont entendus pour

Suite à la page (4)

Garry Conille comme Premier ministre :
Washington s'impose !

Suite de la page (3)

ne pas piper mot à la presse. Donc il fallait garder ce secret d'Etat, la population n'ayant sans doute pas droit à l'information. Cependant, deux sénateurs qui ne participaient pas à cette réunion, Wenceslass Lambert et Jean Hector Anacacis ont fait le point. Selon le sénateur du Sud-Est, les représentants de Washington voulaient exprimer les préoccupations de la Maison Blanche face à la crise politique qui sévit en Haïti depuis des mois. En d'autres termes, ils voulaient savoir où se trouve le blocage du processus de la ratification d'un Premier ministre.

A son tour, Wenceslass Lambert a rappelé que le groupe des sénateurs majoritaires se dit prêt à faire avancer le processus de ratification, une fois réunies toutes les conditions politiques. Dans ce sens, il a invité le président Martelly à désigner une personnalité non conflictuelle, ouverte au dialogue pour diriger son prochain gouvernement : « *Le président se laisse entrainer sur une pente fragile, en croyant pouvoir contourner les parlementaires pour nommer des ministres dans l›actuel gouvernement démissionnaire. Il a ses attributions constitutionnelles et nous avons les nôtres. Il doit respecter ses limites. Et, jamais nous ne le laisserons nommer tout seul les 42 chefs de missions diplomatiques d›Haïti à l›étranger, jamais il ne nommera tout seul les 36 directeurs généraux et les 18 postes ministériels, alors que la plateforme sur laquelle le président a été élu ne dispose que de 3 députés sur 99* », a-t-il indiqué.



Au centre le Président Michel Martelly, Bill Clinton et Garry Conille



Garry Conille et Bill Clinton

A en croire le sénateur de l'Ouest, qui, semblerait-il, ne garde pas la vérité sous le boisseau, le dossier de la ratification du prochain chef du gouvernement était à l'ordre du jour de la discussion. Selon lui, les parlementaires ont fait part de leur volonté d'aider au déblocage de la situation dès que Michel Martelly reconnaîtrait qu'il ne peut pas faire cavalier seul et accepterait le partage des responsabilités.

La situation critique que connaît le pays depuis des mois soulève aussi le mécontentement des organisations de la société civile minoritaire, des partis politiques traditionnels et de bon nombre de citoyens et citoyennes ainsi que des commentaires justes et fondés dans les différents médias de la capitale. Des organisations de la société civile proche du président Martelly expriment leurs vives préoccupations face à la crise politique, économique et sociale qui ronge les institutions républicaines d'Haïti, en raison d'un déficit de leadership et de mauvaise gouvernance de la part des actuels dirigeants du pays.

« [Les]Cent jours après l'installation d'un nouveau Président, les Pouvoirs Exécutif et Législatif n'ont pas su trouver un compromis politique pour mettre en place un Gouvernement et commencer à apporter une solution aux graves problèmes sociaux et économiques auxquels fait face le pays : stagnation des dossiers de la reconstruction et du relogement des personnes vivant sous les tentes, recrudescence de l'insécurité, vulnérabilité de la population face aux menaces de désastres naturels, régression accrue de l'économie, persistance de l'extrême pauvreté, incapacité et incertitude de la grande majorité des parents face aux exigences de la rentrée scolaire. Jusqu'ici, aucun mécanisme clair et transparent n'a été présenté à la population sur les facilités relatives à la scolarisation gratuite et obligatoire.

Le Président de la République, garant du bon fonctionnement des institutions, selon la Constitution, au lieu de se disperser dans des voyages à retombées hypothétiques, devrait se concentrer en priorité sur les négociations avec le Parlement pour choisir un Premier Ministre et sur le dialogue avec les forces économiques et sociales du pays, en vue de promouvoir la croissance, créer la confiance et mettre en œuvre, de façon efficace et harmonieuse, les actions relatives aux grands dossiers de la Nation. Ce que le pays attend en priorité du Chef de l'Etat, c'est la formation d'un Gouvernement, la promulgation de la Constitution amendée, l'installation du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire et du Conseil Electoral Permanent, la nomination des juges manquant à la Cour de Cassation, la tenue des élections en novembre pour le renouvellement du tiers du Sénat et des élus des Collectivités Territoriales. La plupart de ces responsabilités auraient pu être assumées même en l'absence d'un Gouvernement. C'est là-dessus qu'on jugera de sa performance. De ce point de vue, les cent premiers jours sont loin d'être un succès. Le Président doit éviter au pays de s'enliser dans une crise politico-institutionnelle, qui ne manquera pas d'aggraver une situation sociale et économique déjà très précaire »

Les organisations signataires de cette déclaration sont : Initiative de la Société civile : (ISC) ; Organisation des Patriotes pour Haïti (OPA) ; Conseil national des Acteurs Non étatiques (CONHANE) ; Centre Oecuménique des Droits humains (CEDH) ; Centre d›Education, de Recherches et d›Actions en Sciences sociales et pénales (CERESS) ; Mouvman Fanm Kafou (MOFKA ; Grand Front national des Etudiants haïtiens (GRAFNEH) ; Centre haïtien de Promotion sociale (CHAPS) ; Centre d›Analyse et de Recherche en Droits de l›Homme (CARDH) ; HIBC Développement ; Action Citoyenne (AC) ; Haïti Observation électorale (HOE) ; Centre pour la Promotion des Droits humains et le Renforcement de la Démocratie en Haïti. (CEPRODH) et l'Office de Concertation pour le Développement (OCODE).

Les organisations du mouvement social haïtien exigent de leur côté, à travers différentes formes de manifestation et de protestation : le départ des forces d'occupation de l'ONU, pour des raisons bien précises, non seulement elles ont souillé la souveraineté nationale du peuple haïtien, se sont ingérées dans les affaires internes d'Haïti, ont commis de multiples actes immoraux et criminels, mais aussi elles se sont faites des propagateurs de l'épidémie de Choléra qui a déjà tué plus de 6000 Haïtiens. Ces organisation exigent également, entre autres choses, la résolution de la crise qui secoue encore le plus grand centre hospitalier du pays, l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti (HUEH) couramment appelé l'Hôpital Général, la publication de la loi sur les frais scolaires pour soulager les parents à l'occasion de la rentrée des classes, la construction de logements décents pour les victimes du tremblement de terre du 12 Janvier 2010 constamment exposés à des menaces d'expulsion forcée.

L'Organisation du Peuple en Lutte (OPL) alliée du président Martelly, au niveau du Parlement, l'un des membres de la plateforme Alternative, encourage le chef de l'Etat à reconnaître la souveraineté du Parlement et à prendre la direction de la concertation et du compromis. Le 23 Août dernier, le coordonnateur de l'OPL, Edgard Leblanc Fils a indiqué que « *La situation politique actuelle frise la désespérance, la déliquescence de l'Etat et des institutions de la société, ce qui rend impossible de faire une projection sur les plans économiques et financiers.* »

Le vendredi 26 Août 2011, suite à des rencontres entre différents secteurs de la vie nationale, les représentants diplomatiques accrédités en Haïti et le chef de l'Etat, trois (3) sénateurs du groupe des 16, majoritaire au Sénat, Wenceslass Lambert, Evalière Beauplan et Simon Desras ont rencontré la presse pour faire part des recommandations de la majorité agissante. Après avoir dénoncé les dérives du pouvoir de Martelly, ils ont présenté un document de sortie de crise, dans lequel ils ont conditionné la ratification à un ensemble de recommandations, entre autres: la promulgation de la version amendée et corrigée de la Constitution, la formation du Conseil Electoral Permanent (CEP) et du Conseil Constitutionnel, la nomination des juges de la Cour de Cassation, le formation du Conseil Supérieur du pouvoir judiciaire, la reconduction de la Commission Intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH), la révision du mandat de la mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH).

Finalement, face à l'incapacité des acteurs politiques de se mettre d'accord sur le choix d'un Premier ministre – quoique ces acteurs se soient convertis en agents de la communauté internationale – les étrangers ont imposé leur poulain. Ce serait Garry Conille, 45 ans, fils d'un allié de Roger Lafontant, le Dr Serge Conille, ancien ministre d'Etat du dictateur Duvalier. Il est le chef de cabinet de l'ancien président des Etats-Unis, Bill Clinton, l'envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon en Haïti et le co-président de la CIRH.

Garry occupe depuis 2 mois le poste de Coordonnateur résident du Système des Nations Unies et Représentant résident du PNUD au Niger.

Comme on peut le voir, la balle est bien contrôlée par la communauté internationale. Celle-ci est à la veille de marquer un troisième but depuis la précipitation de Jude Célestin au fond des enfers électoraux (premier but) et, après, depuis les magouilles nocturnes Ambassado-Gaillot-Dorsinvilloises qui ont fait de Martelly «l'élu du peuple» (deuxième but).

Brave communauté internationale ! C'est elle qui forme l'équipe, se constitue en juges de touche et arbitre. Et c'est elle aussi qui décide de siffler la fin du jeu. Score prévisible : 3-0 !

Les souris accouchées par la montagne Guy Philippe



Les rebelles de Guy Philippe

Par Fanfan Latour

Durant son émission « Ranmase » du samedi 27 août, l'animateur Jean Monard annonçait l'intervention du sieur Guy Philippe sur les ondes de Radio Caraïbes pour le lundi 30 août. La réception des propos tenus par Philippe était très mauvaise, du moins en diaspora. Ce qui est certain, c'est que l'ancien «rebelle» atteint en quelque sorte de diarrhée verbale n'avait pas facilité la tâche au journaliste qui n'a pas pu poser toutes les questions qu'il aurait voulu poser. A un moment, Jean Monard n'a pas pu s'empêcher de lâcher :«pa fè m sa Guy», reflet d'une insatisfaction certaine. Quand Monard a demandé à Philippe de citer certains noms, notre «rebelle» «dessalinien» s'est soudain métamorphosé en une carpe. En fait Monard a dû écourter l'interview qui l'avait laissé «sur [ma] faim».

Dans l'intervalle, le journal a pris connaissance de deux sources d'information relatives à ce «dessalinien» sans peur : un texte de Roberson Alphonse paru dans le Nouvelliste «Guy Philippe dans le collimateur de la DEA» et une interview accordée à Radio Scoop Haiti (Mardi, 30 Août 2011 13:30), à l'Emission très prisée Haïti-débat animée par l'influent journaliste Garry Pierre-Paul Charles. La transcription de l'interview à laquelle ont participé d'autres journalistes est précédée d'une sorte de résumé de cette même interview. Le moins que l'on puisse se demander, c'est quel feu au cul a pu faire sortir l'animal de sa carapace pestélienne.

Est-ce l'article du Miami Herald Guy Philippe, en date du jeudi 25 août 2011 ? Article rapportant que la «tortue» «rebelle» en cavale malgré les tentatives pour l›appréhender, sera arrêtée tôt ou tard, a déclaré Mark Trouville, un agent spécial de la DEA. Guy Philippe, selon ce responsable de la DEA, fait partie d›une douzaine d›Haïtiens accusés d›avoir expédié de la cocaïne colombienne vers le sud de la Floride au milieu de l›année 2000. Joint au téléphone par le journal Le Nouvelliste en milieu de journée, Guy Philippe n›a pas souhaité faire de commentaires. Pourtant, le bonhomme était animé du « *souci de faire jaillir la vérité* ».

Rappelons que par le passé Philippe a maintes fois prétendu que la DEA a été transformée en un instrument politique pour le nuire. Vérité de tortue ou mensonge de reptile traqué ? Seule le sait la DEA et sans doute aussi «*la classe politique traditionnelle, l'ambassade américaine en Haïti et le Groupe des 184 [qui avaient] décidé de partir avec Jean Bertrand Aristide avant le débarquement des insurgés*», justement *des «membres du secteur privé des affaires qui supportent le mouvement ont débloqué l'importante somme de 600 mille dollars américains pour l'approvisionnement d'armes et de munitions*». Bavarde tortue ! *Tòti pa gen lang, mwen pa konnen kouman l fè pale*. Pour être juste, disons que Philippe a eu le tortuesque courage de ne pas affirmer qu'Aristide avait «signé sa démission», la version macouto-ambassado-GNGiste bien connue.

D'homicidantes et fracassantes déclarations ont été faites par Philippe à savoir «*que son assassinat* [du pasteur Leroy] *a été commandité par l'ex-président René Préval alors que Mireille Durocher Bertin aurait été liquidée par Jean Bertrand. Aristide. Il dit aussi connaitre comme bon nombre de personnes les auteurs des assassinats du pasteur Leroy et du sénateur Yvon Toussaint.*». Assurément une grosse morsure médiatique par Philippe. *Tòti pa gen dan, m pa konnen ki jan l fè mòde*. Des auteurs de ces assassinats, la «tortue» ne dit mot. Sans doute leurs noms doivent se cacher sous sa carapace ou sous celle de «*la classe politique traditionnelle, l'ambassade américaine en Haïti et le Groupe des 184*». En passant, de quoi a-t-il peur l'animal si «*mwen se pitit Desalin, mwen pa rete ak blan*».

Il n'y a pas que les noms sus-cités à être caché sous le blindage du carapaceux. Il y a aussi *Yvon Toussaint, [à l'époque ce parti détenait la majorité au parlement et la présence de ce sénateur était très importante pour maintenir cette majorité fragile],... les journalistes Jean Leopold Dominique et Brignol Lindor, sans oublier d'autres citoyens, des étudiants, professeurs battus et molestés*». Depuis tout ce temps que X a zigouillé Jean Dominique et son chauffeur, et que l'enquête se «poursuive», Philippe gagnerait en crédibilité à mettre la femme de Dominique sur la bonne piste de ce X ou de ces X, les auteurs de ces assassinats en fait. Mais les tortues n'avancent pas vite, et ne parlent pas trop vite non plus. Elles ont peur d'avoir au cul le tison de feu de la DEA ou du...laboratoire. De toute façon, *se menm yo menm yo*.

On est bien heureux d'apprendre que « *La première invasion militaire réalisée le 28 juillet 2000 à l'académie de police à Frères, menée par quelques ex-militaires rentrés directement de la République dominicaine dirigés par le Sergent Ravix avait été commandé* [*commandité* ?] *par Paul Denis* qui tel un lièvre (transfuge) «*a aussitôt rejeté catégoriquement cette information qu'il qualifie de fausse, dans une intervention à cette même émission*»...

Suite à la page (14)

Des défenseurs des droits de la personne dénoncent la situation des prisonniers


Le sénateur Youri Latortue

Par Yves Pierre-Louis

Le mercredi 24 Août 2011, trois avocats : Me. Thevenot Bazelais, Me. Dyliet Jean-Baptiste et Me. Ouvens Jean-Louis travaillant dans le cadre d'assistance légale pour le Bureau des Avocats internationaux (BAI), dans deux départements du pays, l'Artibonite et Plateau Central, respectivement à Saint-Marc, Mirebalais et Hinche, s'étaient entretenus avec des journalistes pour informer l'opinion publique de l'état de la situation de la justice et du fonctionnement du système carcéral dans ces deux juridictions. Œuvrant pour le BAI dans le cadre d'un programme appelé : « Santé et droits humains dans les prisons », les défenseurs des droits de l'homme ont dénoncé des arrestations illégales, des détentions préventives prolongées et les conditions lamentables des détenus.

Me. Thevenot Bazelais de Saint-Marc s'était ainsi exprimé: « Nous les avocats travaillant dans le projet des prisons pour le BAI, constatons de graves violations des traités ratifiés par Haïti sur la protection des droits de l'homme et qui n'ont pas été respectés. La majorité des arrestations ont été effectuées sans mandat et le plus souvent assorties de la charge « association de malfaiteur » même quand il s'agit d'une seule personne. » Il a cité en exemple: le cas d'Annuel Excellent arrêté à Saint-Marc en possession d'un paquet de marijuana ; il avait été accusé d'appartenir à une association de malfaiteurs, jugé et condamné pour passer 15 ans en prison. Marcelus Lazare, arrêté aux Gonaïves, suite à la disparition d'une personne, a été accusé sans aucune forme d'enquête, il a été jugé et condamné à perpétuité. Lors des dernières assises criminelles dans le pays, 45% des cas ont été jugés sous des accusations d'association de malfaiteurs, 35% pour meurtres et assassinats et 20% pour viol a-t-il indiqué.

Me. Dyliet Jean-Baptiste, de son côté avait enchainé avec la question de détention préventive qui est monnaie courante dans le régime pénitentiaire haïtien. Il a clairement évoqué l'article 442 du Code d'instruction criminel et l'article 26 de la constitution haïtienne du 29 mars 1987 en vigueur, qui ne sont pas respectés au niveau de la justice. « Nul ne peut être maintenu en détention s'il n'a comparu dans les quarante-huit (48) heures qui suivent son arrestation, par devant un juge appelé à statuer sur la légalité de l'arrestation et si ce juge n'a confirmé la détention par décision motivée. » C'est ce que stipule l'article 26 de la loi mère.

Et alors est-ce que les autorités judiciaires font ce que dit la loi, a demandé maitre Dyliet : « Mes expériences de travail dans les prisons me font découvrir que la majorité des détenus qui sont en détention préventive soit 80% passent plusieurs mois en prison, sans jamais comparaitre devant un juge. Cette situation n'est pas trop différente dans la prison de Mirebalais. Les mineurs sont incarcérés dans les mêmes cellules que les adultes, alors que la prison des mineurs devrait être séparée de celle des adultes. Les prévenus en détention préventive sont dans les mêmes cellules que les condamnés. Les personnes en garde-à-vue passent plus de 48 heures sans comparaître par devant un juge pour statuer sur la légalité de leur arrestation. Dans ces cas, leur détention devient de la détention préventive prolongée, donc c'est une violation de la liberté individuelle », a-t-il déploré.

Maître Ouvens Jean-Louis, quant à lui, a décrit les conditions des détenus dans la prison de Hinche. Il en a profité pour rappeler que les assaillants-mercenaires des Etats-Unis impérialistes, les Guy Philippe, Louis Jodel Chamblain et consorts, au cours des évènements qui ont suivi le coup d'Etat criminel du 29 février 2004, avaient incendié la prison civile de Hinche pour déstabiliser le pays. Aucun effort n'a été fait jusqu'à date pour la reconstruire. « Depuis que les assaillants ont détruit la prison de Hinche en anticipation du coup d'Etat contre le président Jean Bertrand Aristide en 2004, les prisonniers se tassent dans une vieille maison, qui n'était pas construite à cet effet par les responsables de la prison de Hinche. Il y a plus de 160 détenus qui s'entassent dans 3 petites cellules et une autre pour les femmes. Dans une petite chambre, on trouve 90 personnes. Les malades se trouvent dans la même cellule que des détenus en bonne santé, les condamnés avec les détenus en détention préventive, les mineurs et adultes dans une seule cellule. Les conditions environnementales de la prison de Hinche sont des sources de maladies graves, tels que : Choléra, paludisme, malaria et typhoïde. Deux (2) prisonniers atteints de choléra ont déjà perdu la vie, sans compter d'autres qui l'ont attrapé et qui sont encore en vie », a-t-il fait savoir.

De plus, en ce qui concerne la question de la nourriture et des soins de santé, la situation ne vaut pas mieux. Selon le constat de l'avocat, les prisonniers ne reçoivent pas régulièrement un plat, ce qui de toute façon est tout à fait insuffisant. Il y a une seule infirmière dépourvue de médicaments pour desservir la population carcérale de six (6) communes du Haut Plateau Central. Plusieurs autres raisons expliquent les mauvaises conditions de vie des prisonniers dans la prison Hinche parmi lesquelles, le retard mis par les juges et les commissaires du gouvernement à traiter les dossiers dans le délai requis par la loi.

Les donneurs d'assistance légale de BAI déplorent la situation dans les prisons, pendant que des milliards ont été déjà gaspillés dans le cadre de ladite reconstruction d'Haïti, et que rien n'a été fait pour améliorer les conditions des prisonniers. Ils demandent à l'Etat haïtien, notamment aux autorités du pouvoir judiciaire d'assumer pleinement leurs responsabilités, de façon à n'avoir pas toujours à figurer sur la liste des violateurs des droits humains en Haïti.

Choléra en Haïti : Toutes les études conduisent à l'ONU



L'épidémie est bien partie de la base népalaise de Mirebalais

Par Yves Pierre-Louis

Alors que les soldats des forces d'occupation de l'ONU en Haïti continuent de déverser des excréments dans des rivières d'Haïti, toutes les études scientifiques menées ont conclu à l'origine de la maladie au Népal, amenée en Haïti par les soldats népalais de la mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). Une troisième étude européenne et étasunienne combinée prouve très clairement l'origine népalaise du Vibrio cholerae. C'est ce qui ressort de l'article publié dans la revue scientifique « Science et Avenir », avec pour titre : «Choléra en Haïti : confirmé». La revue a indiqué : « Pour confirmer l'origine de la souche bactérienne, la comparaison avec les bactéries présentes au Népal était cependant nécessaire. C'est enfin chose faite : des chercheurs népalais ont accepté de transmettre des souches collectées en Juillet et Novembre 2010 au Népal à l'équipe de Frank Aarestrup, de l'université technique du Danemark, qui dirige également des laboratoires de référence sur la résistance des microbes pour l'Union européenne et l'OMS.

Les chercheurs danois et leurs collègues américains (Translational Genomics Research Institute, Arizona, USA) ont utilisé des méthodes rapides de séquençage génétique afin de comparer l'ADN des différentes souches de Vibrio Cholerae. Leur conclusion est claire : les souches népalaises et haïtiennes sont extrêmement similaires, identiques dans certains cas, fournissant la preuve définitive de l'origine de l'épidémie en Haïti. L'ONU devra tirer les leçons de cette affaire. »

Bien avant la troisième étude, les chercheurs du Centre de contrôle des maladies d'Atlanta (CDC) aux Etats-Unis, ont comparé 3 échantillons de Vibrio Cholerae prélevés en Haïti ; ils les ont conduits à la même conclusion : les souches sont similaires, comportant l'idée d'une origine unique, népalaise. Les chercheurs ont ensuite analysé et comparé les séquences génétiques avec 23 autres génomes de Vibrio Cholerae collectés dans le monde et stockés dans une banque génétique. La conclusion démontre exactement, que c'est à des souches circulant en Asie du Sud que les Vibrions d'Haïti ressemblent le plus, tout en étant très différents des souches actuellement présentes en Amérique latine.

Parallèlement, les habitants du Plateau Central, le département du Centre du pays, continuent de dénoncer les soldats de l'ONU cantonnés dans le département qui déversent des excréments dans les rivières. Les casques bleus des Nations Unies ont été accusés à deux reprises, les 6 et 21 Août d'avoir déversé des matières fécales près de la rivière Guayamouc et sur une ligne de canalisation dans la localité de Marmont.

Le maire de Hinche, André Renard soutient les accusations de la population contre la Minustah. La population en colère à Hinche a manifesté à plusieurs reprises contre les forces d'occupations de l'ONU, pour leur responsabilité dans les déversements des matières fécales près des rivières. Les habitants exigent le départ des soldats de la Minustah du territoire national. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté le dimanche 21 Aout dernier contre les forces d'occupation. Les manifestants ont bloqué la circulation sur la route nationale #3. « C'est de la méchanceté de la part des forces onusiennes qui veulent à tout prix polluer notre environnement. Ils l'ont fait à Mirebalais, à Sully et aujourd'hui à Marmont », a lancé, un dirigeant de l'organisation paysanne du Mouvement Paysan Papaye (MPP), Cenare Philfrant. Il demande aux autorités du pays, particulièrement, le président, Michel Joseph Martelly de ne pas renouveler le mandat de la Minustah et le départ immédiat du contingent népalais responsable du déversement des matières fécales dans la zone.

En dépit de toutes ces études scientifiques conduites par des spécialistes européens et étasuniens sur l'origine népalaise de l'épidémie de Choléra en Haïti, le porte-parole de la Minustah, Vincenzo Pugliese s'est entêté à dire : « *Il y aura toujours d'autres experts qui vont faire leurs commentaires et qui vont donner d'autres explication, et ils peuvent le faire autant qu'ils veulent* ». Dans la même veine, la porte-parole de la Minustah, Sylvie Van Den Wildenberg, lors d'une conférence de presse hebdomadaire, le 30 juin 2011, avait déclaré, répondant à une question : « *si des preuves scientifiques peuvent établir que l'épidémie est bien partie de la base népalaises de Mirebalais, la Minustah serait prête à faire des*

Suite à la page (14)

Sitin anplwaye Lopital Jeneral yo devan Ministè Sante Piblik

Sendika Lopital Jeneral la ak sipò plizyè lòt òganizasyon nan mouvman sosyal ayisyen an, ki te deja bay pozisyon yo sou kriz k ap travèse lopital la depi plis pase 2 mwa, nan yon moman kote Kolera-Minista a kontinye ap touye Ayisyen san gade dèyè nan peyi a. Lendi 29 Out la, plizyè santèn anplwaye, manm òganizasyon sosyal yo te pike pikèt yo devan Ministè Sante Piblik ak Popilasyon an, nan Ri Saint-Honore a, ki chita dèyè do palè a, akote Lopital la, nan sant kapital la. Manifestan yo ak pankat nan men yo t ap manifeste pou egzije depa administratris Lopital la, Marlaine Thompson ak prezidan konsèy administrasyon Lopital la, Alex Lassègue, kont fèmti pi gwo lopital peyi a, kote pitit mas pèp la konn al pran ti moso lasante.

Sou pankat yo, manifestan yo te ekri : « Nou mande bon swen sante pou malad yo. Nou mande ULCC pou vin mennen ankèt nan administrasyon lopital jeneral. Nou di Minis Sante Pibllik la, pwojè fèmen Lopital la pap pase. Wè pa wè fòk pitit pèp la jwenn swen d santé lè yo malad. ». Tout pandan manifestasyon an Ri Saint-Honore te bloke, machin pa t monte ni desann, tout anplwaye ministè a te antre apye, menm direktè jeneral la Gabriel Thimote te blije kite machin li anlè nan tèt ri Saint-Honore e rantre nan biwo li apye ak anpil difikilte ak konkou sekirite ministè a. Tout lòt machin patikilye, Lapolis, minista te blije kase tèt tounen tèlman foul la te agresif. Yon machin Minista ak yon dizèn sòlda te parèt tèt yo nan ri Saint-Honore a, manifestan yo vire je yo wè yo, sa w tande a, manifestan yo ki te ankòlè t ap vanse sou yo pandan yo t ap chante. « N ap mande Sante, yo voye Minista ! N ap mande sante yo ba nou minista ! Aba Minista-Kolera ! Ministah se Kolera ! Tè Dessalines nan pa pou minista. » Sòlda Minista yo te blije vire ale pandan moun yo t ap bat chalbari dèyè yo ak gwo pawòl piman bouk.

Aprè anviron 2 zèdtan, manifestan yo te mete fen ak mouvman yo e yo te rantre nan baz yo, nan lopital la pandan yo t ap chante: " prezidan Martelly ou trayi lasante, n ap mande lasante ou voye Minustah… » Lè yo te rive nan lakou Lopital la, prezidan sendika STS-HUEH, lopital jeneral la, Felix Levy te anonse travayè lasante lopital la, madan Marlaine Thompson jwenn lèt transfè li jodi a. Donk madan Thompson pa nan Lopital jeneral la ankò. Tout anplwaye yo te bat yon gwo bravo e yo te di priyè a monte gras la desann. Felix Levy te fè anplwaye yo konprann nou genyen, yon batay men nou poko genyen lagè a. Lagè a Jounen Jodi a se goumen pou yo pa fèmen Lopital la jan sa otorite lasante yo ap fè konprann pou rekonstriksyon. E pandan fèmti Lopital la, yo ta tou pwofite pou privatize l menm jan ak Minotri Dayiti, Siman Dayiti, Teleko, Elektrisite Deta Dayiti (EDH) elatriye. Sendika Lopital jeneral la fè konnen y ap rete mobilize pou anpeche pwojè kriminèl sa a ki se fèmti pi gwo lopital peyi a. E òganizasyon sosyal yo fè konnen y ap kontinye akonpaye travayè lasante yo ak sendika a kont fèmti lopital jeneral non sèlman k ap bay mas pèp la ti kras lasante, men se ladan l finisan etidyan fakilte medsin yo ak anpil lòt fakilte prive al fè sèvis sosyal yo gratis ti cheri.

Yves Pierre-Louis



Manif anplwaye Lopital Jeneral yo devan Ministè Sante Piblik ki nan ri Sentonore

Lèt tou louvri kont menas libète reyinyon ak asosyasyon

Pou : Ofis Pwoteksyon Sitwayen ak Organizasyon Dwa moun yo

Nou menm òganizasyon Sosyal sa yo, Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo, MODEP, Bri Kouri Nouvèl Gaye, MOLEGHAF, Batay Ouvriye, AVS, PEVEP, konstate depi kèk tan, gen yon baboukèt k ap enstale sou libète piblik yo. Dwa pou moun fè reyinyon, manifestasyon ak libète lapawòl anba baboukèt.

Lè n konsidere atik 31-2 konstitisyon 1987 la, ki di: « Tout reyinyon k ap fèt sou vwa piblik dwe sijè a yon notifikasyon preyalab a otorite polisye yo." Jounen Jodi a, lè yon òganizasyon notifye otorite lapolis yo pou yon manifestasyon, yon mach pasifik oubyen yon sitin, lapolis egzije òganizasyon sa a pou l ranpli yon papye ki rele "Formulaire d'engagement bilatéral." Lapolis egzije tou se twa (3) manm òganizasyon an ki pou siyen l. Aprèsa, òganizasyon an dwe bay 3 lòt moun kòm referans. 3 lòt moun yo dwe dakò pou yo mete yon sèvis sekirite kanpe pou manifestasyon an. Moun sa yo dwe bay tout enfòmasyon sou nif yo, kote yo abite elatriye ???

Anplis de fòmilè sa yo fè n ranpli a, Lapolis egzije otorizasyon lameri ak atestasyon legal òganizasyon an. Egzijans sa yo pa kadre ak manman lwa peyi a, menm dekrè gwo ponyèt Henry Namphy te pran nan mwa Jiyè 1987 pa t mete tout blokaj sa yo pou te anpeche pèp ayisyen an revandike dwa l. Ki kote ekip Martelly a vle mennen peyi a?

Nou konstate tou li vle mete menm baboukèt sa a nan bouch laprès, lè l te mande jounalis yo pou yo fèmen bouch yo. Pa gen demokrasi san libète laprès ak asosyasyon. E pa gen demokrasi san libète lapawòl.

Pwovèb la di, chemen bouton, se chemen maleng. Jodi a, yo mete yon seri mezi baboukèt sou libète piblik yo, demen yo ka rive jouk nan entèdi yo. Mòd zak sa yo sanble tèt koupe ak sa ki te konn fèt nan tan diktati Divalye yo. N ap raple tout otorite nan Leta a, tan sa a paka tounen ankò. Si prezidan repiblik la menm prevwa posiblite pou l dirije peyi a padekrè, sa vle di, pa gen okenn zak abitrè baboukèt yo paka anvizaje. Si nou pa pran pozisyon aklè kont mòd pawòl ak mezi sa yo, pita ap pi tris.

Nou menm òganizasyon sa yo,nou wè aksyon sa yo kòm yon tantativ pou anpeche pèp ayisyen an fè revandikasyon li yo pase jan lalwa di l. Depi 7 fevriye 1986 baboukèt la te tonbe, jounen jodi a pèp ayisyen pap aksepte okenn rejim neyodivalyeris tèt kale, anpeche l revandike dwa li. Batay pou libète lapawòl, asosyasyon ak manifestasyon, se pat yon kado. Se nan gwo batay mas popilè yo te rache yo, okenn apranti diktatè pap ka wete yo nan men l. Konstitisyon an mande pou nou avèti lapolis chak lè nou pral manifeste, n ap fè li jan konstitisyon an mande a, nou pa deside rantre nan okenn mezi ki depaman ak manman lwa peyi a.

Se pou rezon sa yo, òganizasyon sa yo voye lèt tou louvri sa a ba ou pou mande w, madan Florence Elie, pwotektris sitwayèn, jan atik 207 manman lwa peyi a di l, pou konbat tout fòm abi administrasyon piblik la ap fè sou sitwayen yo. Nou mande òganizasyon dwa moun yo pa rete bouch fèmen devan zak gwo ponyèt sa a, denonse l devan lopinyon piblik nasyonal ak entènasyonal. Jodi a se kou pa òganizasyon yo demen se petèt kou pa w.

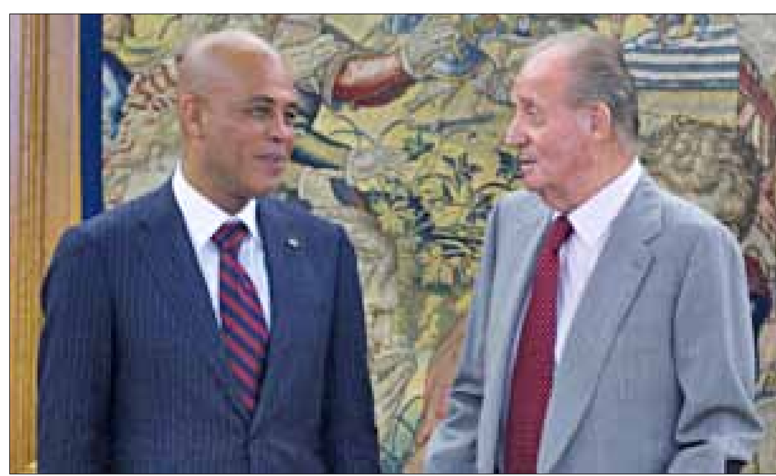
Nou salye w nan non Patri a.

Men moun ki siyen pou òganizasyon yo:

Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo : Yves PIERRE LOUIS ; MODEP : Guy NUMA ; Bri Kouri Nouvèl Gaye : Etant DUPAIN ; MOLEGHAf : Oxygène DAVID ; Batay Ouvriye : Jn Baptiste JN VENIEL ; A.V.S : Handy JEAN LOUIS ; PEVEP : Fritz Gérald CHARLES

Pòtoprens, 29 Out 2011

Une plaisanterie ou une stratégie !



Michel Joseph Martelly et le roi d'Espagne Don Juan Carlos de Borbón

Par Catherine Charlemagne

La semaine dernière, avec un ami, nous faisions une rétrospective des élections ayant conduit à l'arrivée de l'actuelle équipe à la présidence de la République et du blocage politique qui s'en est suivi pour la désignation d'un nouveau Premier ministre. En citant tous les Présidents qui ont eu des difficultés à gérer normalement le pays depuis la chute de Duvalier et la promulgation de la Constitution de 1987, nous citions le cas du nouveau Président de la République, Michel Joseph Martelly. Brusquement, notre interlocuteur, d'un revers de la main a écarté le Président Martelly de la liste par cette phrase sibylline : «*Martelly Président, c'est une plaisanterie cette affaire ! D'ailleurs, c'est plus qu'une blague. C'est une grossière erreur de continuer à parler de Martelly comme Président de la République* ».

On a été stupéfait d'entendre quelqu'un, en Haïti, parler ainsi du chef de l'Etat qui vient de boucler ses cent premiers jours à la tête du pays. Finalement, au fil de la discussion, nous avons compris que notre interlocuteur n'est pas le seul parmi ceux-là qui manifestent une telle désobligeance vis-à-vis du Président Martelly. Loin s'en faut. En fait, l'ancien musicien n'a pas encore convaincu une bonne partie de la population qu'il est bien le Président de tous les Haïtiens. Pourtant, à travers ses multiples déplacements à l'intérieur du pays depuis son investiture, on aurait pu croire que sa cote de popularité irait en s'accroissant. Erreur !

Et si l'on se fie à la dernière visite qu'il a effectuée dans le Plateau central, à Mirebalais en particulier la semaine écoulée, selon son service de presse, ce fut un triomphe. Mais la réalité est toute autre. Dans tous les milieux, la décote du Président est bien réelle. Sa popularité s'effrite de jour en jour. La presse étrangère, particulièrement la presse américaine, n'arrange point ses affaires. Elle le met à nu, et curieusement de façon plus virulente que les médias nationaux. Toutes les critiques s'accordent sur un seul point commun : l'incapacité du Président, plus de cent jours après son investiture, d'avoir un Premier ministre afin de doter le pays d'un nouveau cabinet ministériel. Le Président Michel Joseph Martelly convainc de moins en moins.

Et ce n'est pas la proposition du chef de l'Etat aux Présidents des deux Chambres qui va lui faciliter la tâche devant la presse nationale et internationale. Celle qui consiste à nommer de nouveaux ministres entre autres, éducation nationale et justice, le temps qu'un Premier ministre soit ratifié. De deux choses l'une, soit le Président Martelly n'a nulle intention d'avoir un nouveau chef de gouvernement, soit il fait exprès et cherche donc à se faire ridiculiser par tout le monde. Démontrant ainsi que son arrivée à la présidence de la République demeure une véritable plaisanterie pour la plupart de ses compatriotes.

Sur le plan international, elle l'était déjà depuis le premier jour de sa candidature à la plus haute magistrature de l'Etat haïtien. Cette envie de passer outre le Parlement donc d'aller à l'encontre des prescrits constitutionnels, n'est peut-être pas nouveau dans l'imaginaire de l'actuel Président. Qui sait, s'il n'est pas poussé par certains de ses Conseillers officiels et officieux nationaux, voire internationaux.

On le sait aujourd'hui, le chef de l'Etat poursuit une stratégie qui consiste à gagner du temps et surtout, si possible, pousser la population à bout de patience à se soulever contre les parlementaires. Dans les milieux d'extrême droite américaine de Washington,

Suite à la page (16)

A quand le procès de Jean Claude Duvalier ?

Par Yves Pierre-Louis

Comme à l'accoutumée, le vendredi 26 Aout dernier, la Plate-forme des organisations Haïtiennes des Droits Humains (POHDH), a organisé une conférence-débat autour du thème : « La lutte contre l'impunité en Haïti : un cheminement vers un Etat de Droit. » Le secrétaire exécutif de cette institution de la défense des droits Humains, Antonal Mortimé, dans ses propos de mise en contexte, a inscrit cette conférence-débat dans le cadre des activités mensuelles et habituelles de la Plate-forme, entreprises depuis 2006. En janvier 2011, après le retour du dictateur Jean Claude Duvalier, la Plate-forme a jugé nécessaire d'inaugurer une série de débats sur l'impunité, l'Etat de Droit, la corruption, la réforme de la justice dans la perspective d'un Etat démocratique en Haïti.

Le président Michel Joseph Martelly a récemment inscrit dans la liste de ses priorités un palier d'Etat de Droit, vide de contenu. A travers ces débats, on a essayé de donner une substance à ce concept, évoqué très souvent par les dirigeants haïtiens.

Le conférencier principal, Me. Jaccéus Joseph, en premier lieu a traité de deux autres concepts à côté de l'Etat de Droit, qui ne sont autres que l'impunité et les crimes contre l'humanité dans la perspective d'un procès contre le dictateur Jean Claude Duvalier. Pour lui, l'impunité est d'abord un état de fait dans lequel un groupe de personnes a le droit de vie ou de mort sur l'être humain. L'impunité met en évidence un régime cannibale politique qui engendre la violation des droits humains, la violation du droit à l'égalité de la personne, la violence dans la société, la vengeance, faute de mécanismes pour faire fonctionner correctement le système judiciaire, comme ce fut le cas durant la dictature des Duvalier.

Sous la tyrannie des Duvalier, il n'y avait pas d'Etat de droit, c'était le règne de l'impunité. Les crimes reprochés à Jean Claude Duvalier sont des crimes contre l'humanité. Ils font partie des crimes du droit international, pour lesquels il n'y a pas de prescription.

Selon Me. Jaccéus Joseph quand il y a impossibilité de poursuivre l'auteur d'un crime soit qu'il n'était pas dans le pays d'origine, soit qu'aucun traité d'extradition n'existe entre les deux pays, la prescription ne demeure pas moins dans le droit pénal interne. De plus, Haïti avait participé à la formation du tribunal pénal international de New Amberg, érigé par les Nations Unies pour poursuivre les auteurs de crimes contre l'humanité. En matière de crimes contre l'humanité, c'est la coutume qui prévaut et non les traités. Enfin, il a plaidé contre la position intéressée de certains avocats qui faisaient savoir que la notion de crimes contre l'humanité ne fait pas partie de l'arsenal des lois haïtiennes.

Par ailleurs, dans un document de deux pages remis à la presse, la Plate-forme a indiqué : « Cela fait déjà sept (7) mois depuis que certaines victimes du régime des Duvalier ont déposé des plaintes contre l'ex-président dictateur Jean Claude Duvalier au Parquet près du tribunal de première instance de Port-au-Prince pour demander justice en raison des



L'ex-président dictateur Jean Claude Duvalier

préjudices graves qu'elles ont subies durant la période de la dictature. Jusqu'à présent aucune avancée sérieuse n' a été effectuée dans ce dossier. A maintes reprises, les autorités judiciaires ont fait preuve d'une apparente volonté de le faire avancer, pourtant aucune décision sérieuse n'a encore été prise en vue de rendre justice en faveur des victimes. Est-ce un signe qui montre que le phénomène de l'impunité continue de faire son petit bonhomme de chemin ? Certains promoteurs et bénéficiaires du fléau de l'impunité veulent faire croire à l'opinion publique qu'il y aurait prescription des faits reprochés à l'ex-président dictateur Jean Claude Duvalier. »

D'autres avocats s'opposent à ces arguments et ils ont précisé que: « dans tous les cas de tortures, exécutions sommaires, disparitions, viols, emprisonnements arbitraires, exils, dans tout acte qui porte atteinte à la dignité et au respect de la personne humaine, il n'y a pas de prescription. Les crimes retenus contre Jean Claude Duvalier sont bel et bien qualifiés de crimes contre l'humanité, par conséquent ils sont imprescriptibles. Il est évident que toutes les conditions sont réunies et les provisions légales là pour organiser un procès contre Jean Claude Duvalier. Il revient aux autorités du pouvoir judiciaire de prendre toutes les dispositions nécessaires pour combattre l'impunité et faire triompher la justice. Comme on dit souvent : « La justice élève une Nation. »

« Le manque d'argent, ce n'est rien… » Portrait d'une réfugiée de la région des Palmes

Par Ayiti Kale Je*

« Je n'ai pas les moyens, j'ai tout perdu avec le séisme », déclare Germaine Clercilien, une réfugiée vivant depuis le lendemain du 12 janvier 2010 sous une tente au parc Gérard Christophe, ancien terrain du plus important club de football de la ville de Léogâne.

Avant le séisme, Clercilien, mère de 6 enfants, payait le loyer d'une petite maison. Maintenant, elle vit dans une tente exigüe, un petit espace d'environ 8 m2 encombré des quelques possessions qu'elle a pu rescaper du séisme dont ses habits, son seau et ses 2 matelas. « Comment me sentir à l'aise, alors que je ne suis pas chez moi ? », déclare Clercilien, à peine tirée de son sommeil, sous la tente où elle vit avec trois de ses enfants.

Et ses autres enfants? « La maison est trop petite. Je suis obligée d'envoyer les trois autres chez une amie et chez une sœur », souligne-t-elle.

Comme il n'y a pas des douches, elle se dit obligée de se doucher « quasi nue, en plein air » à côté de sa tente. « La situation dans le camps, c'est qu'on est là… Les latrines sont horribles, les moustiques nous embêtent », se plaint Clercilien. « Les latrines ne sont pas bien entretenues. Les odeurs nauséabondes nous font mourir ».

Au lieu d'utiliser les quelques cabinets encore en service, les réfugiés préfèrent disposer de leurs déjections dans des sacs de plastique qui



Germaine Clercilien, une réfugiée vivant depuis le lendemain du 12 janvier 2010 sous une tente au parc Gérard Christophe de Léogâne au cours d'une interview avec une journaliste de Ayiti kale je

s'amoncèlent aux abords du camp.

Pendant plusieurs mois, les latrines du camp ont été maintenues en état grâce à l'organisation humanitaire américaine « Save The Children ». Mais voilà que les fonds se sont épuisés, la distribution d'eau et l'évacuation des déchets (ce qu'on appelle « desludging » en anglais) ont cessé, et il ne reste plus aujourd'hui de l'organisation, que le logo sur les portes souillées des latrines malodorantes et inutilisables.

En effet, depuis mars le Bureau pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) des Nations-Unies a sonné l'alarme au niveau national.

Dans leur « Bulletin Humanitaire » du 10 au 25 mars, 2011, l'OCHA a averti : « La plupart des fonds de nos partenaires affectés aux systèmes sanitaires, à la livraison d'eau et à la gestion des camps seront épuisés avant juin 2011. »

Toujours selon l'OCHA : « Advenant l'abandon de l'entretien des installations sanitaires, il y aura une hausse de la défécation en plein air, du transport d'excréments aux mauvais endroits, de la propagation du choléra et de l'insécurité, notamment pour les femmes ne trouvant pas d'endroit privé pour se soulager. »

En dépit de ce constat graphique, sombre et potentiellement fatal, les acteurs se sont retirés.

Suite à la page (16)

« On transite vers quoi? »

Par Ayiti kale je

Léogâne, 23 août 2011 – Bleu, rose, blanc ou vert. Plastique, contreplaqué, acier ou deux par quatre. Ce sont les couleurs et les matériaux dont sont construits près de 90 000 petites maisons qui parsèment le flanc des collines dans les bidonvilles et la campagne haïtienne touchés par le séisme.

Mais qui reçoit les « abris transitoires », aussi appelés T-Shelters, d'après le nom anglais « Transitional Shelter »? Et, comme se demandait le directeur d'une agence de l'ONU à propos du terme « transitoire » : « On transite vers quoi? »

Qu'est-ce qu'un abri?

Un T-Shelter c'est une de ces maisonnettes construites par les agences et les organisations humanitaires, qui font partie intégrante de toute boîte à outils d'hébergement après sinistre.

L'abri transitionnel sert à fournir aux familles sinistrées un espace habitable, couvert et sûr, un environnement sain qui protège leur vie privée et leur dignité en période de transition entre une catastrophe naturelle et le retour à une situation plus permanente, selon Safer Homes, Stronger Communities, un manuel financé par la Banque Mondiale, « un manuel sur la reconstruction après une catastrophe naturelle ».

La construction d'abris transitoires pour les réfugiés se déroule dans l'une des deux périodes après une catastrophe, soit la distribution d'abris d'urgence (tentes) et la construction d'urgence de T-Shelter, avant la reconstruction de logements permanents.

En moyenne, un T-Shelter n'a qu'une seule chambre, mesure entre 12 à 18 m2 et dure au moins trois ans. Sa durée de vie dépend de la conception et de la fabrication, car certains sont faits des simples planches de bois, bordées de plastique, parfois sans portes ni fenêtres, tandis que d'autres ont une ossature de bois ou de métal et des murs de bois ou de plastique.

À peu près 100 pour cent d'entre eux sont recouverts de tôle. Certains sont appelés « semi-permanents » parce que leurs fondations et leurs murs pourront éventuellement faire partie d›une maison permanente et plus grande, si – bien étendu –les bénéficiaires ont les moyens économiques pour le faire. Ils sont également différents en termes de coût. Leur prix peut varier de 1200 $, sans la main d'œuvre – comme ceux qui ont une armature d›acier et de plastique, fournis par la « Cooperative Housing Foundation International » – jusqu'à 4300 $ et plus. Les employés du Shelter Cluster – un groupe d'agences humanitaires ouvrant sous l'égide des Nations Unies sur les questions d›abri – ont tenté d'en évaluer le prix lors d'une récente étude, sans toujours y parvenir.

	Habitations unifamiliales ou multifamiliales détruites ou endommagées	T-Shelters construits ou en construction	Maisons déjà réparées ou qui seront réparées par les agences (31-juillet-2011)	Nouvelles maisons déjà construites ou qui seront construites par les agences (31-juillet-2011)	Maisons à réparer ou construire par des projets approuvés par la CIRH	Total des maisons neuves ou réparées (projets d'agences ajoutés aux grands projets)
Haïti	**171 584**	**116 000**	**12 184**	**14 082**	**41 759**	**68 025**
Pour la région des Palmes (Léogâne, Grand Goâve, Petit-Goâve)		40 423	3 402	6 715	0	10 117

Sources: Shelter Cluster - https://sites.google.com/site/shelterhaiti2010/ et CIRH

Selon un courriel de Regan Potangaroa, qui a travaillé dans l'une des études, à Ayiti Kale Je (AKJ), les agences hésitent à partager leurs données sur les coûts.

Jusqu'au commencement d'août, les agences ont construit 89 705 T-Shelters, dont environ 30 000 dans la région des Palmes, la zone côtière à l'ouest de la capitale.

Bien qu'il s'agisse d'une approximation, il est raisonnable d'évaluer à au moins 200 M$ US, et plus probablement à 300 M$ US, les montants qui auront été investis dans les T-Shelters une fois leur construction terminée.

Si certains, comme Marc Roland Justal, le maire de Petit-Goâve, les appellent « cages à poules », des milliers de familles sont heureuses d'être sorties des camps de réfugiés sordides, surpeuplés et dangereux, même si elles sont entassées dans une unique pièce aux murs de plastique.

Cependant, les T-Shelters ne vont généralement pas aux Haïtiens les plus pauvres…

Les T-Shelters ne sont pas donnés à tous ceux qui en ont besoin. Dans la majorité des cas, seuls ceux qui détiennent un titre de propriété sur un terrain peuvent en recevoir.

Et, d'après les derniers chiffres de l'Organisation Internationale pour la Migration (OIM), dans une enquête publiée en août 2011, 62 pourcent des 634 000 personnes déplacées vivant dans les 1001 camps – près de 400,000 personnes – étaient locataires avant le séisme.

Dans une enquête menée par les journalistes de AKJ, dans neuf camps de la région des Palmes, sur 20 personnes interrogées, 18 affirment qu'ils étaient locataires. De plus, la majorité affirme que, dans les camps où ils étaient réfugiés, les agences donnaient des abris aux propriétaires. « Seuls les réfugiés qui sont propriétaires recevront un T-Shelter. Jusqu'à présent, on ne dit rien aux gens qui étaient locataires », confie Sam Brignol, un réfugié au camp du Parc Gérard Christophe, à Léogâne.

Brignol était au courant parce que, à l›heure où cet article a été écrit, il vivait cette réalité. Dans son camp où s'entassent quelque 200 familles, la Fédération Luthérienne Mondiale (FLM) fournit à 100 familles ce qu'elles appellent des abris « semi-permanents » à propriétaires. « Après ces 100 abris, la FLM entrevoit la possibilité de construire d'autres abris, cependant, nous ne faisons pas de promesse. » Tout dépendra de la disponibilité des fonds et des sources de financement pour ce projet », écrivait Jean Denis Hilaire de FLM dans un courriel.

La question foncière

Tous les acteurs humanitaires – des agences de terrain jusqu'aux échelons les plus élevés de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) – s'entendent pour dire que la complexité du régime foncier haïtien constitue l'un des principaux obstacles, sinon le plus grand obstacle.

Selon ce qu'expliquait à AKJ le Dr Louis O. Dorvilier, directeur de la FLM en Haïti, en plus de voir leurs matériaux de construction bloqués aux douanes haïtiennes depuis sept mois, les autorités nationales et locales de Léogâne, n'ont pas réussi à mettre les terres à la disponibilité des campements temporaires où l'on avait prévu reloger les anciens locataires dans les T-Shelters. « La FLM a travaillé dès le début avec les autorités locales et le gouvernement central pour trouver une solution durable pour la population », poursuit M. Dorvilier dans un courriel.

À Gressier, dans la région, où cinq hectares ont été libérés, il ajoute que la FLM construit, avec la participation des habitants, un « village intégré » avec des logements décents, des installations sanitaires, de l'eau, de l'électricité (sous forme d'énergie renouvelable, avec un centre communautaire, une aire de jeu et une petite zone commerciale. La FLM voit le projet comme un exemple du principe « reconstruire mieux et reconstruire dignement ».

« On aurait pu tenter la même chose à Léogâne, mais il n'y a pas de terrain disponible », déplore-t-il.

Pour Jean-Christophe Adrian, directeur d'ONU-Habitat, l'organe de l'ONU responsable des campements et qui coordonne le « Shelter Cluster », ce mécanisme qui devrait coordonner toutes les agences et organisations reliées aux questions d'abri, la question de la terre est un obstacle majeur à chaque phase de reconstruction, du début à la fin. « On ne donne un abri transitoire qu'à ceux qui sont déjà propriétaires de leur terre », observe-t-il.



Une communauté de 56 T-Shelters à Titanyen



Sam Brignol, un réfugié au camp du Parc Gérard Christophe, à Léogâne montrant les latrines sales

Dans plusieurs zones du pays, à l'instar de la FLM, des organisations humanitaires tentent d'obtenir des terrains et de convaincre les autorités d'en faire des zones d'utilité publique pour les mettre à la disposition des victimes du séisme, mais souvent en vain. « On n'a pas réussi », déclare Catherine Lefebvre, ancienne responsable du Shelter Cluster abri pour Petit Goâve et Grand Goâve et pour le Sud-Est. « Les autorités n'ont pas réussi à libérer de terrains pour les victimes du séisme. La communauté humanitaire ne peut agir et c'est aux autorités de décider. Donnez-nous des terres où construire, et l'on construira. C'est toujours les mêmes problèmes fonciers », s'indigne-t-elle.

Mais ce n'est quand même pas impossible. Le « village » à Gressier et d'autres camps planifiés, comme ceux de Tabarre Issa et de Corail Cesselese, qui regroupent près de 6000 foyers, ne sont que quelques exemples de campements où le gouvernement est intervenu pour déclarer la terre « zone d'utilité publique » ou pour la louer de ses propriétaires.

Mais si ce n'est pas fait correctement, la situation peut devenir chaotique.

En 2010, le gouvernement de René Préval a fait zoner 5000 hectares, principalement des terres privées, « utilité publique », de sorte que les acteurs humanitaires peuvent établir le campement de Corail-Cesselesse sur 42 hectares. Bien qu'on n'ait rien annoncé pour les autres terrains, en quelques semaines les réfugiés se sont mis à arriver. Aujourd'hui, quelque 60 000 personnes se sont installées dans des tentes et des cabanes sur les collines arides et rocheuses. « On ne peut exagérer à quel point la question de propriété foncière en Haïti a contribué à l'impact du séisme et à la complexité de la reconstruction » admet Priscillia Phelps, conseillère sénior à l'Appui à la reconstruction des logements et des quartiers de la CIRH, et co-auteure du livre sur le logement après séisme, de la Banque Mondiale.

En effet, le site web de la CIRH exhorte publiquement le gouvernement à adopter une attitude plus active dans le dossier de la propriété terrestre, et propose de « *compléter ou d'abandonner les processus d'appropriation des terres déclarées d'utilité publique, et de mettre en place des procédures garantissant les droits de possession dans les quartiers recensés de manière non officielle.* »

Les responsables devront s'armer d'une grande détermination et de beaucoup de volonté pour trouver une solution durable au problème foncier dans le pays, selon Bernard Ethéard, directeur général de l'Institut National pour la Reforme Agraire (INARA). Dans une interview accordée à AKJ l'année dernière, Ethéard a avancé que la plupart des terres en Haïti sont en réalité propriété de l'Etat, qui ont été volées ou données par les dictateurs et tyrans durant les derniers 200 ans. Consulté par le gouvernement au lendemain du séisme, il a recommandé « *la vérification des titres de propriétés par l'État et, entre temps, l'interdiction de*

Suite à la page (15)

Garry Conille's Nomination as Prime Minister:

Washington puts its foot down!

By Yves Pierre-Louis

After Parliament's rejection of two prime ministers nominated by President Joseph Michel Martelly, various sectors in Haiti and the so-called "friends of Haiti" began to express their concern about the president's inability to appoint a successor to the currently resigned Prime Minister, Jean Max Bellerive. Martelly's outright refusal to negotiate and divvy up government posts with the Parliament's majority political platform led the country into a political stalemate for more than three months. President Martelly and his team apparently did not understand the principles of power-sharing, and this has opened the door yet again to the meddling of imperialist and neo-colonial foreign powers.

So, on the evening of Wednesday, Aug. 24, six senators from the Senate's "*Group of 16,*" controlled by former President René Préval's Inite party, met with U.S. diplomats led by U.S. Ambassador to Haiti, Kenneth Merten. After that meeting, the Senators would not utter a word to the press. They were apparently holding state secrets to which the Haitian people had no right.

However, two senators who did not participate in the meeting, Wenceslass Lambert (South East) and Jean Hector Anacacis (West) made some remarks. According to Senator from the Southeast, the U.S. officials wanted to convey the White House's concerns about the political crisis that has been growing in Haiti for months. In other words, they wanted to know what was blocking the ratification of a Prime Minister.

Lambert said that the Senate's majority was willing to advance the ratification process, once all the political conditions are met. He invited the President to designate a non-confrontational figure, open to dialogue, to lead the next government: "*The president gets trapped on a slippery slope, believing that he can circumvent Parliament,"* Lambert said. *"He has his constitutional powers, and we have ours. He must respect his limits. And we will never allow him to name by himself all the 42 heads of Haiti's diplomatic missions abroad, and he will never appoint alone all the 36 director generals and 18 ministerial posts while the platform on which the president has been elected has only three deputies out of 99."*

According to Anacasis, the ratification of the next head of government was the main topic on the agenda of the discussion with the U.S. Ambassador. He said the parliamentarians expressed their willingness to help to unblock the situation as soon as Michel Martelly recognizes that he cannot go it alone and accepts to share power.

Civil society organizations close to President Martelly have expressed their deep concern about the current political, economic and social crisis eating away at Haiti's republican institutions due to a lack of leadership and poor governance by the country's current leaders.

"*One hundred days after the installation of a new President, the Executive and the Legislature have failed to reach a political compromise to set up a government and begin to provide a solution to serious social and economic problems facing the country: stagnation, reconstruction, resettlement of people living in tents, increased insecurity, the population's vulnerability to threats from natural disasters, enhanced economic decline, persistence of extreme poverty, the inability of the vast majority of parents to cope with the demands of school,"* wrote 14 organizations including Rosny Desroches' Civil Society Initiative (ISC), the late Jean-Claude Bajeux's Ecumenical Center for Human Rights (CEDH), and Citizens Action (AC). "*So far, no clear and transparent mechanism has been presented to the public on how there is going to be free and compulsory schooling. The President of the Republic is supposed to guarantee the proper functioning of institutions under the Constitution, instead of spreading himself thin by traveling to chase hypothetical benefits; he should focus primarily on negotiations with the Parliament to choose a Prime Minister and dialogue with the economic and social forces of the country, to promote growth, create trust and implement effective and harmonious actions on major issues of the nation. What the country expects as a priority from the Head of State is the formation of a government, the promulgation of the amended Constitution, the installation of the High Council of the Judiciary and the Permanent Electoral Council, the appointment of judges missing from the Supreme Court, the elections in November to renew a third of the Senate and to elect local authorities. Most of these tasks could be carried out even in the absence of a government. That's where we judge its performance. From this point of view, the first 100 days are far from being a success. The president must prevent the country from sliding into an institutional and political crisis, which would be sure to aggravate the already precarious social and economic situation."*

Meanwhile, Haitian popular organizations are demanding through the various forms of protest the departure of the UN occupation forces, not only because they have defiled the Haitian people's national sovereignty, but because they have interfered in Haiti's internal affairs, they have committed multiple criminal and immoral actions, and they are the true propagators of the cholera epidemic that has already killed more than 6,000 Haitians. These organizations also demand resolution of the crisis at the largest hospital in the country, the State University Hospital of Haiti (HUEH), commonly known as the General Hospital, the publication of the law on school fees to help parents during the school year, the construction of decent housing for victims of the January 12, 2010 earthquake who are threatened with forced evictions and more.

The political party, the Organization of Struggling People (OPL), which is a member of the Alternative platform and an ally of President Martelly, encourages him to recognize Parliament's sovereignty and to take the lead in dialogue and compromise. On Aug. 23, the OPL's coordinator Edgard Leblanc Fils said: "*The current political situation is bordering on despair, with the decay of the state and society's institutions, making it impossible to make economic and financial plans.* "

On Friday, Aug. 26, 2011, following meetings with different Haitian sectors and with diplomats, three of the "Group of 16" senators – Wenceslass Lambert, Evalière Beauplan, and Simon Desras – met with the press to share the recommendations of the Senate's majority. After denouncing Martelly's abuses of power, they presented a plan to end the crisis, in which they have predicated ratification on a set of recommendations, including: the enactment of the amended and corrected by the Constitution, formation of the Permanent Electoral Council (CEP), the Constitutional Council, the appointment of judges of the Supreme Court, the formation of the Supreme Council of the judiciary, the continuation of the Interim Commission for Haiti's Recovery (IHRC), and the revision of the mandate of the UN Mission for Stabilization in Haiti (MINUSTAH).

Finally, faced with the failure of Haiti's political actors, they became agents of the international community by agreeing on the choice of a prime minister, whom the foreigners are imposing. It is Garry Conille, the son of Serge Conille, a former Minister under the Duvalier dictatorship and a confederate of Tonton Macoute chief Roger Lafontant. It seems that Garry Conille is a perfect technocrat who is versed in working as a servant of the empire through the bureaucracies of the United Nations. He is currently the chief of staff to Bill Clinton, the UN Special Envoy of the Secretary-General Ban Ki-Moon, co-chair of the IHRC, and the former president of the United States. That is an item in Garry Conille's curriculum vitae that does not bode well.

Garry Conille:

The Neo-Liberal Pedigree of Haiti's Latest Prime Minister Nominee

At Washington's behest, a liberal technocrat appears poised to take over Haiti's most powerful executive post



Prime Minister nominee Garry Conille (front right) on Aug. 18 with President Michel Martelly and UN Special Envoy Bill Clinton, for whom he is currently chief of staff

By Kim Ives

It is a common misconception, both in Haiti and abroad, that the country's president holds executive power. In fact, his main power is to nominate the man or woman who does: the Prime Minister.

President Michel Martelly, after shunning consultations with the heads of Parliament's two chambers (as the Constitution demands), saw his first two hard-line nominees – Daniel Gérard Rouzier and Bernard Gousse – rejected by the Parliament, which must ratify the candidate. This stand-off set off alarms in Washington, which saw the President it had shoe-horned into office still floundering without a government over three months after his May 14 inauguration.

But now, following interventions by the U.S. Embassy (see accompanying article by Yves Pierre-Louis) and UN Special Envoy Bill Clinton with Martelly and Parliamentary leaders, a "*compromise*" nominee has emerged: Garry Conille, Clinton's chief of staff in Haiti. Barring any surprises in the all-important background documents, Conille's ratification is all but assured.

Garry Conille, 45, is the son of a Serge Conille, who was a government minister under the Duvalier dictatorship. He graduated from the Canado high-school in 1984 and trained as a doctor in Haiti's State University Medical School. He then went on to earn a Master's degree in Health Policy and Health Administration at the University of North Carolina at Chapel Hill.

He then became a protégé of economist Jeffrey Sachs, who runs the liberal Earth Institute at Columbia University in New York. Sachs is often credited as the father of the "*economic shock therapy*" that was applied to formerly Communist countries in Eastern Europe after 1989. The "*therapy*" involved privatizing publicly owned industries, slashing state payrolls, dismantling trade, price and currency controls, in short, the same neoliberal "death plan" policies which Washington and Paris have sought to apply in Haiti over the past 25 years.

Sachs apparently had second-thoughts about the policies he spawned after their disastrous effects on working people and began to propose poverty alleviation, particularly through the Millennium Development Goals (MDG) which were put forth in a September 2000 United Nations summit of 191 nations. The eight goals, to be achieve by 2015, included targets to "*reduce extreme poverty and hunger by half,*" "*achieve universal primary education,*" and "*reduce infant mortality by two-thirds and maternal mortality by three-fourths*" and "*stop the spread of pandemic diseases.*" To report on how to achieve these goals, Sachs directed ten "*Task Forces*" of the UN's Millennium Project, which according to its website included "*researchers and scientists, policymakers, representatives of NGOs, UN agencies, the World Bank, IMF and the private sector.*"

It is in this MDG work that Conille became one of Sachs' collaborators (he is an adjunct research scientist at the Center for Global Health and Economic Development of Sachs' Earth Institute). In May 2006, Conille co-authored with Sachs a set of recommendations to the incoming administration of President René Préval that called on the Haitian government to "*establish a clear and consensual path out of poverty, that builds upon outreach to the business community,*" the same "*business community*" which had responded to democratically-elected President Jean-Bertrand Aristide's proposed "*path out of poverty*" with a bloody 2004 coup. (In fairness, Sachs and, according to sources who have spoken to him, Conille opposed that coup.) They also called on Haiti "*to reach agreements with the IMF and World Bank on a new three year development program,*" the same international banks whose "*development programs*" have been underdeveloping Haiti for decades.

Principally, and not surprisingly, the prescription of Conille and Sachs was for "*Haiti to establish a development strategy and implementation plan consistent with achieving the Millennium Development Goals.*"

African economist Samir Amin submits the Millennium Development Goal strategy to a withering analysis in the March 2006 issue of *Monthly Review*. "*A critical examination of the formulation of the goals as well as the definition of the means that would be required to implement them can only lead to the conclusion that the MDGs cannot be taken seriously,*" Amin writes. "*A litany of pious hopes commits no one. And when the expression of these pious hopes is accompanied by conditions that essentially eliminate the possibility of their becoming reality, the question must be asked: are not the authors of the document actually pursuing other priorities that have nothing to do with 'poverty reduction' and all the rest? In this case, should the exercise not be described as pure hypocrisy, as pulling the wool over the eyes of those who are being forced to accept the dictates of liberalism in the service of the quite particular and exclusive interests of dominant globalized capital?*"

Amin takes special aim at MDG # 8: "*Develop a global partnership for development.*"

He responds: "*The writers straightaway establish an equivalence between this 'partnership' and the principles of liberalism by declaring that the objective is to establish an open, multilateral commercial and financial system! The partnership thus becomes synonymous with submission to the demands of the imperialist powers.*"

Writer Naomi Klein, the author of the best-selling book "*The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism*" also points to the contradiction of Conille's mentor in a 2007 interview with Oscar Reyes in "*Red Pepper Magazine.*"

"*A lot of people are under the impression that Jeffrey Sachs has renounced his past as a shock therapist and is doing penance now,*" Klein explained. "*But if you read [Sachs' book] 'The End of Poverty' more closely he continues to defend these policies, but simply says there should be a greater cushion for the people at the bottom.*" In fact, "*This is really just a charity model,*" Klein concludes. "*Let us be clear that we're talking here about noblesse oblige, that's all.*"

So this is what Conille represents: the liberal wing of the U.S. bourgeoisie as represented by Sachs and Clinton.

When Dr. Paul Farmer, now acting as Clinton's deputy UN Special Envoy, embarked on his new role in 2009, he had to put together a team. "*Jeff Sachs helped me try to recruit Garry Conille, a Haitian physician schooled in the ways of the UN, to head the team,*" Farmer writes in his just published book, "*Haiti After the Earthquake.*" "*But Conille was otherwise occupied, the UN told us.*" At that time, Conille was the UN Development Program's Resident Representative in Niger. But then, two months ago, he became Clinton's chief of staff with the title "*Resident Coordinator of the UN System in Haiti.*"

As Samir Amin points out in his MDG analysis: "*The United States and its European and Japanese allies are now able to exert hegemony over a domesticated UN.*" It appears likely that they will also be controlling a thoroughly domesticated Haitian prime minister.

POURQUOI LES JEUNES AUX ETA



Pensez-vous que le système de Sécurité Sociale pourra vous verser une pension quand vous partirez à la retraite?





La télévision isole les gens de façon à ce qu'ils ne se rassemblent pas pour organiser la résistance contre les autorités

Par Bruce E. Levine

Huit raisons pour lesquelles les jeunes aux Etats-Unis ne se révoltent pas: comment les Etats-Unis ont annihilé tout esprit de résistance.

Ce sont les jeunes qui ont toujours dynamisé les mouvements démocratiques. Et donc, c'est un sacré exploit qu'ont réalisé les classes dirigeantes en créant des structures sociétales qui ont assujetti les jeunes en Amérique et brisé leur esprit de résistance à la domination.

Les jeunes aux Etats-Unis – plus encore que les autres générations - semblent avoir intégré l'idée que la «corporatocratie» peut les arnaquer complètement et qu'ils sont impuissants à réagir, face à cela. Un sondage Gallup réalisé en 2010 demandait: «pensez-vous que le système de Sécurité Sociale pourra vous verser une pension quand vous partirez à la retraite? Parmi les 18-34 ans, 76 % ont répondu non. Pourtant, bien qu'ils pensent qu'ils n'auront pas accès à la Sécurité Sociale, peu d'entre eux ont manifesté pour que cette institution soit renflouée en imposant les riches plus équitablement; la plupart semblent résignés à se voir prélever davantage de cotisations sociales, même s'ils pensent qu'ils n'en bénéficieront pas.

Comment donc la société a-t-elle réduit la jeunesse américaine au silence?

1. Les remboursements des prêts étudiants.

Un énorme endettement – et l'angoisse qu'il engendre – est un «facteur de paix».

Il n'y avait pas de frais de scolarité à payer à l'Université publique de New York quand je faisais mes études dans les années 1970, une époque où les frais de scolarité étaient si abordables dans de nombreuses universités publiques américaines qu'il était facile d'obtenir une licence, et même des grades universitaires plus élevés, sans avoir à accumuler les dettes pour rembourser des prêts-étudiants.

Alors que cette époque est révolue aux Etats-Unis, les universités publiques sont toujours gratuites dans le monde arabe, et sont soit gratuites, soit demandent une participation minime dans de nombreux pays du monde entier.

Les millions de jeunes Iraniens qui risquaient de se faire tirer dessus en manifestant contre les résultats des élections présidentielles de 2009, les millions de jeunes Égyptiens qui risquaient leur vie pour exiger le départ de Moubarak, et les millions de jeunes Américains qui manifestaient contre la guerre du Vietnam ont tous en commun qu'ils n'avaient pas à rembourser de prêt étudiant.

Actuellement, aux Etats-Unis, deux tiers des étudiants en dernière année de licence (quatrième année, NDT) ont un crédit à rembourser. Alors que l'endettement des étudiants s'élève à près de 25000 dollars en moyenne, de plus en plus d'étudiants licenciés me disent qu'ils auront à rembourser près de 100.000 dollars.

A une époque de la vie où il serait plus facile de contester l'autorité parce qu'on n'a pas de charge de famille, beaucoup de jeunes gens ne s'inquiètent que du coût que représenterait le fait de s'en prendre au pouvoir, de perdre son emploi et de se retrouver dans l'incapacité de rembourser une dette en constante augmentation.



2. Traiter la rébellion comme une psychopathologie

En 1955, Erich Fromm, psychanalyste de gauche très respecté à l'époque, et qui militait contre l'autoritarisme, écrivait: « Aujourd›hui, la fonction de la psychiatrie, de la psychologie et de la psychanalyse menace de devenir l›instrument de la manipulation des êtres humains »

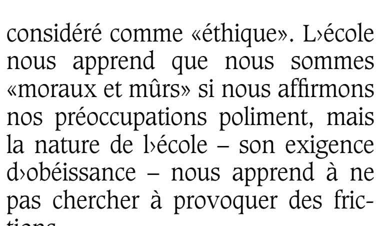
Fromm est mort en 1980, l›année même où une Amérique de plus en plus autoritaire élisait Ronald Reagan à la tête de l›Etat, et où une «Association Américaine de Psychiatrie» de plus en plus autoritaire ajoutait à sa bible de classifications des diagnostics (appelée alors le DSM-III) les troubles graves du comportement chez l›enfant et l›adolescent, comme le «trouble oppositionnel avec provocation» de plus en plus en vogue.

Parmi les symptômes officiels du «trouble oppositionnel avec provocation» on trouve: «souvent contestataire ou refuse d›obéir aux ordres ou aux règles donnés par des adultes», «souvent en conflit avec les adultes» et «agit souvent dans l›intention d›exaspérer les autres».

De nombreux contestataires connus en Amérique, parmi lesquels Saul Alinsky (1909–1972), l››organizer» légendaire, auteur de «Reveille for Radicals» et «Rules for Radicals», seraient sans aucun doute diagnostiqués comme étant atteints de trouble oppositionnel avec provocation et d›autres troubles du comportement.

Evoquant son enfance, Alinsky raconte: « Il ne m›était jamais venu à l›idée de marcher sur une pelouse, jusqu›à ce qu›un jour, je tombe sur un panneau: ‹pelouse interdite›. Par la suite, quand j›en voyais un, je piétinais la pelouse de long en large ».

Des puissants neuroleptiques (comme le Zyprexa et le Risperdal) sont actuellement les médicaments qui réalisent le plus de bénéfices aux Etats-Unis (16 milliards de dollars en 2010). Une des raisons principales, selon le «Journal of the American Medical Association» en 2010, c›est que beaucoup d›enfants qui prennent ces neuroleptiques ne souffrent pas de trouble oppositionnel avec provocation ou d›autres troubles du comportement (ce qui est particulièrement vrai pour les patients en pédiatrie assurés par Medicaid).



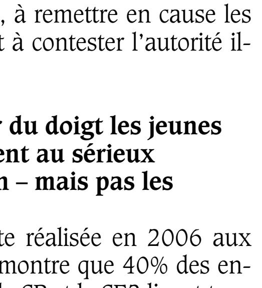
3. Des écoles qui apprennent l'obéissance, pas la démocratie

Lors de la remise du prix du Professeur de l'Année décerné par la ville de New York le 31 janvier 1990, John Taylor Gatto choquait une grande partie de l'assistance en déclarant: « La vérité, c›est que les écoles n›enseignent pas grand chose en réalité, si ce n›est à obéir aux ordres. C›est un grand mystère pour moi parce que des milliers de personnes dévouées et attentionnées travaillent dans les écoles en tant qu›enseignants, assistants et administrateurs mais la logique abstraite de l›institution neutralise leurs contributions individuelles ».

Il y a une génération de ça, la question de l›éducation obligatoire en tant qu›instrument servant à créer une société autoritaire faisait l›objet de nombreux débats, mais, alors que la situation est bien pire aujourd›hui, on n›en entend pratiquement plus jamais parler.

La nature de la plupart des classes, quelle que soit la discipline enseignée, prépare les élèves à être passifs et à être dirigés par d›autres, à obéir aux ordres, à prendre au sérieux les récompenses et les sanctions données par les autorités, à faire semblant de s›intéresser à des sujets qui ne les intéressent pas, et à se convaincre qu›ils sont impuissants à changer cet état de fait.

Un professeur peut faire un cours sur la démocratie, mais les écoles sont essentiellement des lieux antidémocratiques, et donc, ce n›est pas la démocratie qui est enseignée aux élèves.



Jonathan Kozol, dans ‹The Night Is Dark and I Am Far from Home», parle de la façon dont l›école nous retient de nous livrer à des actions courageuses.

Kozol explique comment les écoles nous enseignent une sorte de «sollicitude inerte» où le fait de se sentir concerné – en soi et de soi-même, et sans risquer les conséquences d›une véritable action – est considéré comme «éthique». L›école nous apprend que nous sommes «moraux et mûrs» si nous affirmons nos préoccupations poliment, mais la nature de l›école – son exigence d›obéissance – nous apprend à ne pas chercher à provoquer des frictions.

4 – Les réformes éducatives «No child left behind» et" Race to the Top»

La corporatocratie a imaginé un moyen de rendre nos écoles déjà autoritaires encore plus autoritaires.

Les politiques à la fois des Démocrates et des Républicains ont engendré les guerres en Afghanistan et en Irak, l'ALENA, le PATRIOT Act, la guerre contre la drogue, le sauvetage de Wall Street, et les actions éducatives comme les programmes "No child left behind" ("aucun enfant laissé pour compte" – gouv. Bush, NDT) et "Race to the Top" (la course au sommet – gouv. Obama, NDT).

Ces politiques consistent essentiellement à soumettre les élèves à la tyrannie de tests normalisés, générateurs de crainte, ce qui est, pour une société démocratique, antinomique avec l'éducation.

L'angoisse pousse les élèves et les professeurs à ne plus travailler que pour répondre aux exigences de ceux qui élaborent les sujets des tests. Elle annihile la curiosité, l'esprit critique, la remise en cause de l'autorité et la contestation et la résistance à l'autorité illégitime.

Dans une société plus démocratique et moins autoritaire, on mesurerait l'efficacité d'un enseignant non pas à des résultats de tests imposés par la corporatocratie, mais en demandant aux élèves, aux parents et à toute la communauté si le professeur incite les élèves à être plus curieux, à lire davantage, à se cultiver indépendamment de l'école, à chercher à former son esprit critique, à remettre en cause les autorités, et à contester l'autorité illégitime.

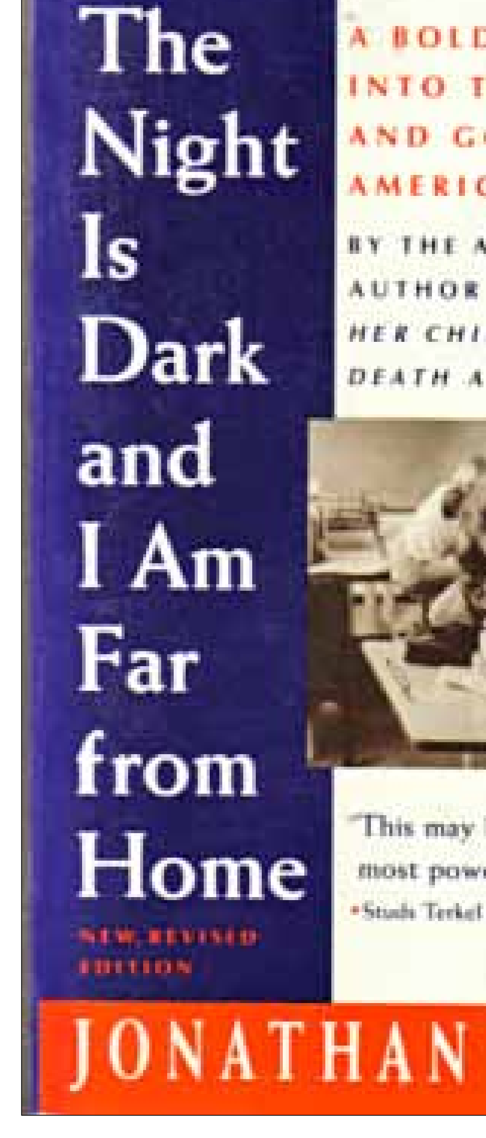
5. Montrer du doigt les jeunes qui prennent au sérieux l'éducation – mais pas les études.

Une enquête réalisée en 2006 aux Etats-Unis montre que 40% des enfants entre le CP et le CE2 lisent tous les jours, mais quand ils arrivent en CM1, ce pourcentage tombe à 29 %. Malgré l'effet anti-éducatif de l'école, les parents et les enfants sont de plus incités par la propagande à croire que ne pas aimer l'école, c'est ne pas aimer apprendre.

Cela n'a pas toujours été le cas aux Etats-Unis. On se souvient de la réflexion de Mark Twain: «je ne



L'élite dirigeante a créé des institutions s



TS-UNIS NE SE RÉVOLTENT PAS ?


Jonathan Kozol



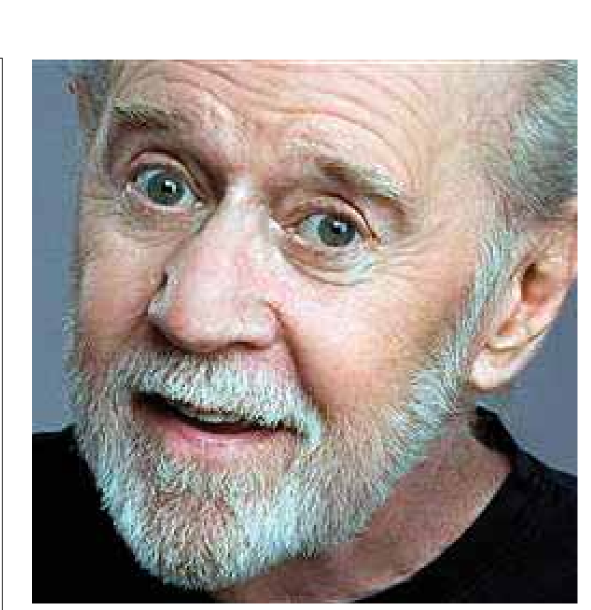
John Taylor Gatto: La vérité, c'est que les écoles n'enseignent pas grand chose en réalité, si ce n'est à obéir aux ordres

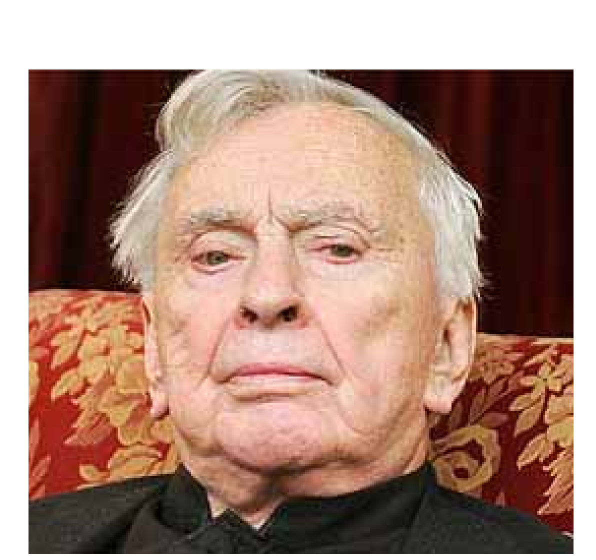

Actuellement, aux Etats-Unis, deux tiers des étudiants en dernière année de licence (quatrième année, NDT) ont un crédit à rembourser



sociales qui ont subjugué les jeunes Américains et brisé leur esprit de résistance

INQUIRY
HE VALUES
OALS OF
CA'S SCHOOLS
CCLAIMED
OF RACHEL AND
LDREN AND
T AN EARLY AGE
be his
erful work."
Picture by BenBooks 2006/liisb
KOZOL


Le Comédien George Carlin


Gore Vidal

permets pas à mes études de nuire à mon éducation». Vers la fin de la vie de Twain, en 1900, seulement 6 % des Américains avaient un diplôme de fin d'études secondaires.

Actuellement, environ 85 % des Américains ont un diplôme de fin d'études secondaires, mais ce n'est encore pas assez pour Barack Obama qui a déclaré en 2009:

« Et abandonner le lycée avant la fin des études n›est plus possible. Ce n›est pas seulement faillir à soi-même, c›est faillir à son pays »

Mais, plus les Américains font d›études, moins ils sont conscients de la lutte des classes qui a lieu actuellement, et plus ils sont incapables de contester la classe dirigeante.

Dans les années 1880 et 1890, les agriculteurs américains qui avaient fait peu ou pas du tout d›études avaient créé un mouvement populiste qui avait mis en place la plus importante coopérative de travailleurs en Amérique, avaient formé le Parti Populaire qui avait recueilli 8 % des voix aux élections présidentielles de 1892, conçu un projet de «sous-trésorerie» (qui, s›il avait été appliqué aurait permis aux agriculteurs de bénéficier de meilleurs crédits et aurait cassé le pouvoir des grandes banques), envoyé 40.000 conférenciers dans toute l›Amérique pour l›expliquer, et avaient développé toutes sortes d›idées politiques, de stratégies élaborées, que la population instruite d›aujourd›hui est incapable de concevoir.

Aujourd›hui, les Américains sans diplômes universitaires sont constamment montrés du doigt et qualifiés de ‹losers».

Pourtant, Gore Vidal et George Carlin, deux des détracteurs les plus intelligents et cohérents de la corporatocratie en Amérique, ne sont jamais allés à l›université, et Carlin a abandonné les études en classe de 3eme.

6. La banalisation de la Surveillance.

La crainte d'être surveillée rend la population plus facile à maîtriser. On a beaucoup entendu parler de la National Security Agency (NSA) qui a intercepté les mails et écouté les conversations téléphoniques de citoyens américains, et alors que les dispositifs de contrôle sont de plus en plus fréquents en entreprise, les jeunes acceptent de plus en plus d'être surveillés par la corporatocratie parce que, y ayant été habitués dès l'enfance, la surveillance est, pour eux, une pratique normale.

Leurs parents consultent systématiquement Internet pour connaître les notes des tests de leurs enfants et savoir quelles tâches ont été accomplies, et, tout comme les patrons, ils surveillent les ordinateurs de leurs enfants et leurs pages Facebook. Certains parents utilisent le GPS des téléphones portables de leurs enfants pour les localiser et d'autres parents ont installé des caméras de surveillance chez eux. Je rencontre de plus en plus de jeunes gens qui n'osent pas organiser une fête quand leurs parents sont partis et, donc, comment pourraient-ils oser se lancer dans l'organisation d'un mouvement démocratique sous l'œil des autorités?

7. La télévision

En 2009, la Nielsen Company disait qu'il n'y a jamais eu autant d'Américains devant un écran qu'actuellement, si on compte les trois écrans»: le poste de télé, l'écran de l'ordinateur et celui du téléphone. Les enfants sont en moyenne huit heures par jour devant un écran, que ce soit pour la télévision, les jeux vidéo, les films, Internet, les téléphones portables, les iPods, et d'autres appareils (en dehors de l'usage qu'il en est fait pour l'école).

De nombreux progressistes s'inquiètent de l'énorme contrôle sur le contenu exercé par les medias de masse, mais le simple fait de regarder la TV— quel que soit le programme – est le facteur de paix fondamental (les prisons privées ont reconnu que fournir des postes de télévisions aux prisonniers peut être une méthode plus économique pour les faire tenir tranquilles que d'embaucher davantage de gardiens).

Pour une société autoritaire, la télévision est le rêve devenu réalité: les gros capitalistes possèdent pratiquement tout ce que les gens regardent.

Les programmes-télé qui suscitent l'angoisse rendent les gens plus craintifs et plus méfiants vis-à-vis des autres, ce qui est parfait pour une classe dirigeante dont la méthode se résume à «diviser pour régner». La télévision isole les gens de façon à ce qu'ils ne se rassemblent pas pour organiser la résistance contre les autorités; et quels que soient les programmes, les ondes cérébrales des téléspectateurs sont au ralenti, ce qui les met dans un état proche de l'hypnose, et qui n'est pas propice au développement d'un esprit critique.

Même si les jeux vidéo ne réduisent pas autant leurs adeptes à l'état de zombies que la télévision, ces jeux sont devenus pour beaucoup de garçons et de jeunes hommes leur seule expérience de la puissance, or cette «puissance virtuelle» ne constitue pas une menace pour la classe dirigeante.

8. La religion fondamentaliste et le consumérisme fondamentaliste.

La société américaine offre à la jeunesse le «choix» entre la religion fondamentaliste et le consumérisme fondamentaliste. Toutes les formes de fondamentalisme réduisent notre vision et inhibent notre esprit critique. Alors que certains progressistes se plaisent à appeler la religion fondamentaliste l'»opium du peuple», ils oublient trop souvent la nature lénifiante de l'autre fondamentalisme majeur aux Etats-Unis.

Le consumérisme fondamentaliste annihile l'autonomie en formant des individus qui se sentent complètement dépendants des autres et qui sont ainsi plus enclins à remettre le pouvoir de décision aux autorités, exactement ce qui ravit les classes dirigeantes.

Un système de consumérisme fondamentaliste légitime la publicité, la propagande et toutes sortes de manipulations, y compris les mensonges; et quand une société légitime les mensonges et le pouvoir de manipuler, elle détruit la capacité de la population à se faire confiance mutuellement et à organiser des mouvements démocratiques. Le consumérisme fondamentaliste favorise l'égocentrisme, qui empêche la solidarité nécessaire pour organiser des mouvements démocratiques.

Ces aspects ne sont pas les seuls de notre société à désarmer la jeunesse américaine et anéantir leur résistance à la domination. Le complexe industriel agroalimentaire a contribué à créer une épidémie d'obésité infantile, de dépressions, et de passivité.

Le complexe industriel carcéral se charge de discipliner ceux qui sont réfractaires à l'autorité (et, en plus, maintenant à cause de la crainte de se retrouver devant des juges comme les deux de Pennsylvanie qui avaient touché 2,6 millions de dollars de la part des prisons privées pour qu'ils veillent à ce que les mineurs soient condamnés à des peines de prison).

Comme l'a dit Ralph Waldo Emerson: « *tout ce qui est en place est à la fois bon et mauvais. Le mal s'attaque à toutes nos institutions de la même façon* ».

''**Bruce E. Levine** est psychologue clinicien, auteur de «Get Up, Stand Up: Uniting Populists, Energizing the Defeated, and Battling the Corporate Elite» (Chelsea Green, 2011).

AlterNet 31 juillet 2011
Bassines et du zèle 7 août 2011

Message de Mouammar Kadhafi, le 24 août 2011

Opprimés du monde entier, la bataille a commencé. Ne perdez pas espoir, l'aide est forte. Est-ce que vous réalisez que c'est la nuit du pouvoir ? Qu'est-ce que la nuit du pouvoir ? C'est celle qui vaut plus que des milliers d'autres nuits, c'est le destin qui s'accomplit, c'est quand les cieux s'ouvrent pour recevoir vos milliers de prières serrées.

Regardez ce qui se passe en ce moment en Amérique. Les avons-nous frappés avec nos missiles ? Non, ils sont venus et nous ont bombardés, 64 missiles sur Bab Al-Aziziya, qui est maintenant en ruines, et j'ai finalement été obligé de quitter ma maison, où ils ont tué bien des innocents. Mais je ne quitterai pas la Libye et cette bataille sera celle de la victoire ou la mort.

Vous autres aux USA, je ne suis pas votre dirigeant. Vous appartenez à un Etat en faillite que vous devriez vous préparer à quitter. Allez au Vénézuéla. Si vous restez, vous devez suivre les traces de mon représentant, le guide spirituel Louis Farrakhan. Ecoutez-le. Il vous dira tout ce dont vous avez besoin de savoir sur ce qui se déroule.

Vous les Européens, vous devriez aussi vous préparer à vous trouver noyés sous les évènements et les calomnies. Vous n'êtes pas assez nombreux à avoir relevé la tête. Vous aller devoir en subir les conséquences. Les bons éléments parmi vous devraient viser l'Afrique. Allez en Afrique de l'ouest. L'Afrique du nord n'est pas sûre, maintenant que la région est devenue un champ de bataille. En Afrique de l'ouest vous trouverez des logements et du travail.

Vous qui êtes en Serbie, vrais amis de la Libye, vous êtes avec moi. Ne perdez pas espoir, le drapeau des rats flotte au-dessus d'une maison sur un million. Vous pouvez tous préparer vos drapeaux verts, rectangles de 1 x 2, c'est votre drapeau, le drapeau du pouvoir populaire, de l'espoir, de la vérité, de l'avenir.

Vous tous de par le monde qui défendez la vérité, la liberté, la Jamahiriya, accrochez-le sur des millions de maisons, de voitures. Le drapeau vert est à vous, et il appartient aux masses du monde entier. Avec l'aube de l'autorité populaire et la fin des gouvernements, nous avons choisi le drapeau vert et avons choisi une couleur et des dimensions pratiques pour tous. Choisissez n'importe quel vert. Que la hauteur mesure la moitié de la longueur, exactement, et emportez-le partout avec vous.



Mouammar Kadhafi

Bientôt le drapeau vert claquera partout dans le monde, et les gouvernements s'effondreront, ils ont failli envers leurs peuples, et à moi seul, j'ai fait plus qu'eux tous. Ils ont servi différents maîtres. Ils n'ont pas essayé de servir le peuple, jamais. Ils sont la propriété d'autres puissances. Ils ne font rien pour vous. Ignorez-les et ils disparaissent. Préparez-vous à former des comités, ouvertement ou en secret, bâtissez vos propres "mathaba", vos "centres pour l'anti-impérialisme" pour vous rencontrer et partager. Tracez votre chemin. Le drapeau vert appartient à tout le monde.

L'avenir, c'est la jamhiriya, partout. Des sociétés où les masses s'autogouvernent. Les congrès de base populaires, et les comités du peuple. Les comités verts pour guider, défendre, exposer, appeler, montrer le chemin vers la prise du pouvoir par le peuple. Tout cela se trouve dans le Livre Vert, lisez-le, recopiez-le, partagez-le. Utilisez vos systèmes de communication, ne vous reposez pas sur l'ennemi. Faites votre propre communication. Reprenez en mains vos ressources, n'ayez pas peur du pouvoir, il faut vous emparer du pouvoir. C'est votre pouvoir, votre richesse, vos armes que les gouvernements, les banques et les militaires vous ont volés.

Vous ne pouvez pas demander à d'autres de vous représenter. Vous ne pouvez pas faire confiance à ceux qui pillent votre richesse. Vous ne pouvez pas demander à d'autres de se battre et de mourir pour vous, pour vous défendre. C'est votre responsabilité humaine, et quand vous ferez cela, le monde sera libre, organisé, le système jamhiri s'implantera, avec la liberté, le bonheur, l'abondance de richesses pour tous.

L'ère des gouvernements touche à sa fin et ils livrent leur dernière bataille, ils sont à bout. C'est la banqueroute pour eux, et pas seulement en matière de finances, mais aussi quant à la morale, la religion, l'éducation, l'intelligence, les idées, ils n'ont pas d'issue. Ils sont sur la pente de l'effondrement. Cet effondrement est une bonne chose pour les peuples du monde qui souffrent parce qu'ils ne sont pas libres.

Vous tous les bonnes gens du monde entier, sachez que l'islam n'est pas ce que les ignorants qui font un grand étalage de prières en public vous montrent, parce qu'en fait ils servent le diable. L'islam, c'est la soumission à la volonté d'Allah, le Dieu unique de toute l'humanité. C'est la nuit de la prière, ce soir. Vos prières seront exaucées. Vous êtes les musulmans, tous ceux qui prient et n'associent personne d'autre à Allah.

Peuple de Bosnie, beaucoup parmi vous sont dans l'erreur, vous, les Arabes, faibles et inutiles comme vous êtes. Le peuple de Serbie qui est chrétien et d'autres encore seraient plus proches de Dieu. Il n'y a qu'un seul Dieu. C'est le Dieu qui est avec la vérité partout où on la trouve, lisez le Coran pour connaître la vérité, n'écoutez pas ceux qui peuvent vous égarer. Si Dieu est avec vous, qui peut être contre vous ?

Quelle autre Charia pouvez-vous chercher en plus de celle que nous avons, depuis que j'ai été le premier à apporter le Coran comme loi de la société dans la Jamahiriya ? Est-ce la Charia de l'injustice ? De l'oppression ? De la lâcheté ? Du meurtre ? De la démence ? Des drogues ? Est-ce la Charia qui fait se soulever le rat en armes, et qui lui permet de torturer, de violer, de piller ? Non, ce n'est pas la Charia. L'ignorance de tout cela est expliquée dans le Coran.

Les prières sont exaucées. Plus de quarante armées se sont jetées sur moi, seulement parce que je dis la vérité, parce que je ne laisserais pas les voleurs me faire passer en Afrique. J'ai promis à l'Afrique que je ne vous trahirai pas. J'ai promis au monde, à vous, aux millions de gens qui me portent dans leur cœur, que je me battrai jusqu'au bout.

N'écoutez pas leurs trompettes. Celui qui les écoute se trompe. Vous avez votre propre mathaba pour vous renseigner, débattre et vous rencontrer. Ne leur accordez aucune attention. Cela devrait être clair pour vous, à présent. Le feu est l'eau, l'eau est le feu. Sachez que l'avenir vous appartient, les gouvernements sont finis, une nouvelle ère des masses s'annonce, comme cela est prédit dans le Livre Vert..

Je vous entends. Beaucoup de vos messages parviennent jusqu'à moi. Je ne peux pas vous répondre individuellement, mais je ressens votre douleur. Certains d'entre vous ont été tellement affectés par les mensonges de ces jours derniers que vous avez même envisagé le suicide. Non ! Non, jamais, le suicide n'est jamais une option, lorsque nous sommes aux portes d'une grande victoire. Les coûts seront élevés, mais nous ne devons pas flancher.

Je vous vois, vous les Africains de par le monde, jusqu'en Australie, vos images me parviennent. Je vous vois collecter de l'argent pour secourir l'Afrique de l'est. Ce sont les blancs qui ont amené ces problèmes et qui nous empêchent d'aider nos frères et nos sœurs. Merci pour vos prières. Mais gardez votre argent. Utilisez-le plutôt pour combattre ces agresseurs.

Formez des comités verts autour de vous, réunissez-vous en secret ou bien ouvertement. Proclamez votre allégeance à la charte verte. Etudiez le Livre Vert. Annoncez vos conférences populaires, encouragez d'autres personnes dans le monde entier, préparez le futur congrès mondial sur les crimes contre l'humanité, vous avez six mois pour vous préparer.

Suite à la page (19)

Les pays de l'ALBA doivent être vigilants sur le "modèle libyen" de "changement de régime"



De gauche à droite : le président bolivien Evo Morales, le président cubain Raul Castro, et celui du Venezuela Hugo Chavez, de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA)

Le Vénézuéla, Cuba et le reste des pays membres de l'Alternative Bolivarienne pour les peuples de l'Amérique (ALBA) doivent rester en alerte parce-que les Etats-Unis et leurs alliés peuvent tenter de répéter avec eux le même modèle de "changement de régime" dont ils usent en Libye.

Ainsi l'exprime le journaliste et historien Allemand Ingo Niebel, dans son dernier travail de journaliste: "Leçons de la guerre de Libye pour le Vénézuéla, Cuba et l'ALBA"

En se situant dans le contexte du pays agressé, l'auteur du livre «Le Vénézuéla n'est pas à vendre» signale qu'en dépit de la situation confuse qui se vit en Libye, "on peut tirer quelques conclusions qui doivent être analysées à fond, car elles peuvent se montrer vitales pour la survie du Vénézuéla, de Cuba, et de l'Alba"

Il exprime qu'au cas où il se produise une victoire militaire sur Kadhafi, "l'impérialisme du Nord : Etats-Unis, Grande Bretagne, France et Allemagne pourraient avoir envie d'exporter ce modèle de "changement de régime" à d'autres pays".

"Ceci - soutient-il - devrait affecter en premier lieu la Syrie, mais aussi l'Algérie où les "rebelles" libyens sont en train d'exporter du matériel de guerre à des "groupes islamistes" (créatures de la CIA et des services français) afin qu'ils "se rebellent" contre le gouvernement Algérien".

Niebel souligne: "Ce modèle correspond à la doctrine militaire défendue par le nouveau directeur de la CIA, le général Petraeus: La guerre est faite par des correspondants du pays, tandis que Washington se borne à les préparer pour de telles opérations, et, le mieux de tout, n'intervient qu'avec son aviation et/ou son armée, mais pas avec des troupes terrestres. Comme cela s'est passé en Irak et en Afghanistan.

Selon lui, "du point de vue du Nord, la conjoncture politique du Vénézuéla est similaire à celle de la Libye: il y a un "dictateur" qui règne sur un système politique plus ou moins monolithique. L' "opposition" est faible, mal organisée, et divisée an divers groupes aux intérêts contradictoires. Il manque un "leader" et la reconnaissance de la majorité de la société".

« Pour des raisons évidentes, Washington ne peut intervenir ouvertement, mais il doit faire quelquechose, s'il veut reconquérir le terrain perdu depuis 1999. » réfléchit-il.

Et il ajoute: "A l'heure actuelle, la Maison Blanche et la CIA savent qu'elles ne peuvent pas compter sur l' "opposition". En tous cas, elles peuvent l'utiliser pour justifier une politique déterminée contre le Vénézuéla Bolivarien. Au début, elle leur servira à mettre en scène les protestations contre le Gouvernement National en provoquant la sempiternelle "répression" du "mouvement démocratique".

Niebel souligne que dans un scénario comme celui qu'il décrit, une chaîne de télévision joue un rôle très important, en faisant ce qu'a fait la chaîne arabe Al Jazeera en Libye, "qui n'a pas fait autre chose que désinformer et produire les images dont l'OTAN avait besoin pour son agression".

Les journalistes d'Al Jazeera - indiqua-t-il - se sont transformés en soldats de la caméra et du micro, au service de l'OTAN, désinformant et signalant des endroits défendus par les troupes loyales à Kadhafi, qui plus tard seraient détruites par les avions de la coalition des agresseurs.

C'est avec l'avis selon lequel "Il reste beaucoup à apprendre de la Libye pour protéger l'ALBA" qu'Ingo Niebel a conclu son travail.

CSL 27 août 2011

La Vérité au sujet de la situation en Libye

Par Brian Becker*

La Libye est un petit pays d'à peine un peu plus de 6 millions d'habitants, mais elle possède les plus grandes réserves de pétrole de toute l'Afrique. Et ce pétrole est spécialement convoité parce qu'il est particulièrement de haute qualité.

Les forces aériennes des États-Unis conjointement avec celles de la Grande Bretagne et de la France y ont conduit 7.459 bombardements depuis le 19 mars dernier. Ces pays y ont envoyé des forces spéciales pour des opérations au sol ainsi que des unités de commandos pour diriger les opérations militaires des dits combattants rebelles –une armée conduite sur le terrain par l'OTAN.

Les troupes peuvent être des Libyens mécontents mais l'opération est sous le contrôle et la direction du commandement de l'OTAN et des commandos occidentaux qui servent comme "conseillers". Leurs nouvelles armes et les milliards de fonds provienent des États-Unis et d'autres puissances de l'OTAN qui ont gelé et saisi les actifs de la Libye dans les banques occidentales. Leurs seuls succès militaires en dehors de Benghazi, à l'extrême est du pays, ont exclusivement reposé sur les opérations combinées par air et au sol des forces militaires impérialistes de l'OTAN.

D'un point de vue militaire, la résistance de la Libye face à l'OTAN est de l'ordre de David face à Goliath. Rien que les dépenses militaires des États-Unis s'élèvent à plus de dix fois du Produit national brut annuel (PNB) de la Libye qui était de $74.2 milliards de dollars en 2010, suivant le World Fact Book de la CIA.

Au cours des dernières semaines, pour leurs opérations militaires les forces de l'OTAN ont utilisé des drones de surveillance, des satellites pour monter des attaques aériennes et des unités de commandos pour décapiter la direction politico-militaire de la Libye, son commandement et ses capacités de contrôle. Des sanctions économiques globales ont signifié que le pays se trouvait soudainement privé de revenus et d'avoir accès aux biens et services nécessaires au soutien d'une économie civile sur une longue période. « L'effet cumulatif [des opérations combinées sol-air de l'OTAN] n'a pas seulement détruit l'infrastructure militaire de la Libye mais a aussi grandement diminué la capacité de contrôle des



commandants des forces du Colonel Kadhafi, laissant même des unités de combat décidées dans l'incapacité de se déplacer, de se ravitailler ou de coordonner des opérations, » rapporte le New York Times dans un article jubilatoire du 22 août.

Un faux prétexte

Les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Italie ont ciblé le gouvernement libyen pour le renverser ou « changer de régime » non pas parce que ces gouvernements-là se préoccupaient de la protection des civils ou pour faire place à une forme plus démocratique de gouvernance en Libye.

Si cela avait été la véritable motivation des puissances de l'OTAN, ils pourraient commencer par bombarder sur le champ l'Arabie Saoudite. Il n'y a pas d'élections en Arabie Saoudite. Sa monarchie n'autorise même pas les femmes à conduire des voitures. De par la Loi, les femmes doivent se voiler entièrement en public, autrement elles sont mises en prison. Les manifestations y sont rares car toute dissension est punie par l'emprisonnement, la torture et l'exécution.

La monarchie saoudienne, le plus grand producteur mondial de pétrole, est sous la protection de l'impérialisme étatsunien puisqu'elle fait partie d'une réelle sphère d'influence des États-Unis quoique de façon non déclarée. L'attitude des États-Unis envers la monarchie saoudienne a été exprimée de façon succincte par Ronald Reagan en 1981, quand il a dit que le gouvernement des États-Unis "ne permettra pas" de révolution en Arabie Saoudite comme celle qui, en 1979 en Iran, a débarqué le régime du Shah, client des États-Unis. Le message de Reagan était clair: les forces militaires du Pentagone et de la CIA seraient utilisées de façon décisive pour détruire tout mouvement démocratique contre le règne de la famille royale saoudienne.

La fort explicite déclaration de Reagan en 1981 a en fait été la politique de toutes les administrations des États-Unis qui lui ont succédé, y compris l'actuelle.

La Libye et l'impérialisme

La Libye, contrairement à l'Arabie Saoudite, a effectivement connu une révolution contre sa monarchie. Suite à la révolution de 1969 menée par Mouammar Kadhafi, la Libye n'était plus dans la sphère d'influence d'un quelconque État impérialiste.

La Libye était auparavant une pauvre colonie de l'Italie alors sous la botte du fasciste Mussolini. Après la victoire des Alliés lors de la Deuxième Guerre mondiale, le contrôle du pays a été officiellement transféré aux Nations unies et la Libye devenait indépendante en 1951 avec un monarque, le roi Idris, investi de l'autorité.

Mais en réalité, la Libye restait sous le contrôle des États-Unis et de la Grande Bretagne jusqu'à la révolution de 1969.

L'un des premiers gestes de la révolution de 1969 aura été de se débarrasser des vestiges du colonialisme et du contrôle étranger. Non seulement nationalisait-il les champs de pétrole, Kaddafi éliminait aussi les bases militaires étrangères du pays.

En mars 1970, le gouvernement de Kaddafi fermait deux importantes bases militaires britanniques à Tobrouk et El Adem. Il est devenu alors l'ennemi du Pentagone quand il a évincé les États-Unis de Wheelus Air Force Base près de Tripoli, qu'opéraient les États-Unis depuis 1945. Avant sa prise de contrôle par les militaires britanniques en 1943, c'était une base opérée par les Italiens sous Mussolini.

Wheelus avait été une importante base du Strategic Air Command (SAC) pendant la guerre Froide, abritant des bombardiers B-52 et d'autres aéronefs de la ligne de front du Pentagone qui ciblaient l'Union soviétique.

Une fois sous contrôle libyen, le gouvernement de Kaddafi autorisait l'accès à la piste d'atterrissage aux avions militaires soviétiques.

En 1986, le Pentagone pilonnait intensément la base en même temps qu'il bombardait le centre de Tripoli en vue d'assassiner Kaddafi. Cette tentative échoua mais sa fille âgée de deux ans fut tuée de même que des dizaines d'autres civils.

Le caractère du régime de Kaddafi

L'orientation politique, sociale et de classe du régime libyen est passée par plusieurs stades au cours des quatre décennies passées. Le gouvernement et la classe dirigeante étaient à l'image des contradictions de classe, des antagonismes sociaux, religieux et régionaux. Le fait que le leadership du Conseil national de transition aux ordres de l'OTAN soit formé de hauts fonctionnaires du gouvernement de Kaddafi, qui ont rompu avec le régime pour s'allier avec l'OTAN, est emblématique des décennies d'instabilité au sein de l'establishment libyen.

Ces inhérentes contradictions ont été exacerbées par des pressions appliquées sur la Libye de l'extérieur. Les États-Unis ont imposé des sanctions économiques très étendues à la Libye dans les années 1980. Il était interdit aux plus importantes corporations occidentales de faire des affaires avec la Libye et l'accès au crédit des banques occidentales était refusé au pays.

Concernant sa politique étrangère, la Libye fournissait un appui financier et militaire significatif aux luttes de libération nationale, incluant la Palestine, l'Afrique du Sud, l'Irlande et ailleurs.

De par la politique économique de la Libye, les standards de vie de la population avaient fait un bond sans précédent après 1969. Avec une faible population et de substantiels revenus provenant de sa production de pétrole, la politique des bénéfices sociaux très généreux du régime de Kadhafi, a permis un progrès fantastique dans le statut social et économique de la population. La Libye restait encore une société de classe avec des riches et des pauvres et des écarts entre les standards de vie urbains et ruraux, mais l'analphabétisme avait été fondamentalement éliminé, tandis que l'éducation et les soins de santé étaient gratuits et amplement accessibles. Vers 2010, le revenu per capita en Libye était quasiment le plus élevé en Afrique, à $14.000 dollars, et l'espérance de vie s'élevait à plus de 77 ans, selon le World Fact Book de la CIA.

L'orientation politique de Kaddafi rejetait explicitement et le communisme et le capitalisme. Il a créé une idéologie appelée la "Théorie de la troisième

Suite à la page (14)

Le capitalisme du désastre pique sur la Libye

Par Pepe Escobar *

Pensez à la nouvelle Libye comme le dernier chapitre spectaculaire de la série Désastre du Capitalisme. Au lieu des armes de destruction massives, nous avons [eu] R2P (« responsibility to protect »). Au lieu des néo-conservateurs, nous avons eu des impérialistes humanitaires.

Mais la cible est la même : changement du régime. Et le projet est le même : démanteler complètement et privatiser une nation qui n'a pas été intégrée dans le turbo-capitalisme ; ouvrir une autre (profitable) terre d'opportunité pour le néo-libéralisme sous turbo. Tout cela est surtout commode parce que c'est la claque au milieu d'une récession presque mondiale.

Cela prendra du temps ; le pétrole libyen ne reviendra pas complètement sur le marché avant 18 mois. Mais il y a la reconstruction de tout ce que L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a bombardé (bien, pas grande chose de ce que le Pentagone a bombardé en 2003 a été reconstruit en Irak...)

De toute façon – du pétrole pour la reconstruction – en théorie un cadre d'opportunités d'affaires juteuses. Nicolas Sarkozy le néo-napoléonien de la France et David d'Arabie Cameron de la Grande-Bretagne croyant qu'ils seront surtout bien placés pour tirer profit de la victoire d'OTAN. Pourtant il n'y a aucune garantie que le nouveau filon libyen sera suffisant pour sauver tous les deux anciennes puissances coloniales (néo-coloniales ?) de la récession.

Le Président Sarkozy traira en particulier les opportunités d'affaires pour les compagnies françaises pour tout ce qu'elles valent - partie de son ambitieux ordre du jour de « redéploiement stratégique » de la France dans le monde arabe. Des médias français conciliants jubilent que c'était « sa » marque de guerre de décider d'armer les rebelles sur terre avec des armes françaises, en étroite coopération avec le Qatar y compris une unité de commando rebelle clé qui est allée en bateau de Misrata à Tripoli ce dernier samedi, au début de l' « Opération Sirène ».

Bien, il a certainement vu l'ouverture quand le chef de protocole de Mouammar Kadhafi a fait défection à Paris en octobre de 2010. C'est là que



Le Président Sarkozy traira en particulier les opportunités d'affaires pour les compagnies françaises pour tout ce qu'elles valent

tout le scénario du changement de régime a commencé à être incubé.

Bombes contre pétrole

Comme il a été écrit auparavant (voir : Bienvenus à 'la démocratie' de la Libye, Asia Times, du 24 août) les vautours tournent déjà autour de Tripoli pour saisir (et monopoliser) le butin. Et oui - la plupart de l'action concerne les affaires du pétrole, comme dans cette assertion désolée par Abdeljalil Mayouf, directeur d'information de la « rebelle » Arabian Gulf Oil Company ; « Nous n'avons pas de problème avec les pays de L'Ouest comme les Italiens, Français et les compagnies britanniques. Mais nous pouvons avoir quelques sujets politiques avec la Russie, La Chine et le Brésil ».

Ces trois se trouvent être des membres cruciaux du groupe des BRICS, groupement des économies émergentes (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), qui sont en fait en croissance pendant que les Atlantistes, de la bombardante OTAN sont enfoncés dans la stagnation ou en récession. Les quatre premiers du groupe BRICS aussi se sont abstenus d'approuver la résolution 1973 du Conseil de Sécurité de l'ONU, le bobard de la zone d'exclusion aérienne que se métamorphosait en changement de régime facilité par l'OTAN depuis là haut. Eux ils ont vu tout cela depuis le début.

Suite à la page (14)

La Vérité

Suite de la page (13)

internationale", qui était un mélange éclectique d'idées et de programmes islamique, nationaliste arabe et socialiste. En 1977, la Libye a été rebaptisée La Grande Jamahiriya Socialiste Arabe du Peuple Libyen. Nombre d'industries ont été alors nationalisées, y compris le pétrole et le gouvernement avait mis en place un vaste programme d'assurance sociale ou ce qu'on a appelé une politique d'État-providence sur le modèle de certaines mesures en vigueur en Union soviétique et dans quelques pays capitalistes ouest-européens.

Mais la Libye n'était pas un État des travailleurs ou un "gouvernement socialiste" selon l'utilisation populaire sinon scientifique du terme "socialiste". La révolution n'était pas une rébellion de travailleurs et de paysans contre la classe capitaliste en soi. La Libye restait une société de classes bien que la différentiation de classe peut avoir été quelque peu voilée par l'existence de comités révolutionnaires et la rhétorique radicale et populiste qui émanait du régime.

De même que dans beaucoup de pays en développement, autrefois colonisés, la propriété d'État des richesses n'était pas "socialiste" mais plutôt une nécessaire fortification d'une classe capitaliste sous-développée. La propriété d'État en Iraq, Libye et d'autres régimes post-coloniaux semblables était destinée à faciliter la croissance sociale et économique d'une nouvelle classe dirigeante capitaliste, initialement trop faible, trop dépourvue de capitaux et trop coupée du crédit international pour entrer en compétition – selon ses propres termes – avec les secteurs dominants du capitalisme monopoliste mondial. Les classes capitalistes émergentes dans de telles économies en développement promeuvent la propriété d'État, sous leur contrôle, de façon à correspondre avec les banques occidentales et les corporations transnationales de façon à créer des termes plus favorables au commerce global et aux investissements.

L'effondrement de l'Union soviétique et des gouvernements du "bloc socialiste" de l'Europe centrale et de l'Est en 1989-91 a privé la Libye d'un contrepoids économique et militaire par rapport aux États-Unis. La politique économique intérieure et étrangère de l'Etat libyen s'est alors réorientée vers des accommodations avec l'Occident.

Au cours des années 1990s certains secteurs de l'establishment économique libyen et le gouvernement de Kaddafi ont favorisé la privatisation, opérant des coupures dans les programmes sociaux et subsides et l'intégration aux marchés de l'Europe occidentale.

Le populisme antérieur du régime faisait place de plus en plus à l'adoption de politiques néolibérales. C'était, cependant, un processus assez long.

En 2004, le gouvernement de George W. Bush mettait fin aux sanctions contre la Libye. Les sociétés pétrolières occidentales, les banques et d'autres corporations ont commencé à faire d'énormes investissements directs en Libye et à commercer avec des entreprises libyennes.

Il y a eu aussi une croissance du chômage en Libye et des coupures dans les dépenses sociales, ce qui a conduit à une accentuation des inégalités entre riches et pauvres et une polarisation de classe.

Mais Kaddafi lui-même était toujours considéré comme une épine au pied des puissances impérialistes. Elles veulent d'absolues marionnettes, pas simplement des partenaires, dans leurs visées pour l'exploitation. La diffusion de Wikileaks des câbles du Département d'État entre 2007 et 2010 montrent que les États-Unis et les pétrolières occidentales en voulaient à Kadhafi à cause de ce qu'ils appelaient « nationalisme des richesses naturelles » . Kaddafi a même menacé de renationaliser les compagnies pétrolières occidentales à moins que la Libye ne reçoive une plus grande part des revenus de leurs projets.

Comme un article dans la section 'Affaires' du New York Times d'aujourd'hui l'a ouvertement dit: « Le Colonel *Kaddafi a prouvé qu'il représente un partenaire problématique pour les sociétés pétrolières internationales, augmentant fréquemment les droits et taxes et stipulant d'autres demandes. Un nouveau gouvernement avec des liens étroits avec l'OTAN peut constituer pour les pays occidentaux un partenaire avec qui il sera plus facile de transiger.* »

Même la plus récente publication de la «CIA Fact Book» sur la Libye, écrite avant la révolte armée soutenue par l›OTAN, s'est plainte du rythme mesuré des réformes promarché en Libye: «La Libye fait face à un long chemin à parcourir dans la libéralisation de l'économie à orientation socialiste, mais des étapes initiales, y compris une demande d'adhésion à l›OMC, la réduction de certaines subventions, et l›annonce de plans pour la privatisation sont en train de jeter les bases d›une transition vers une économie plus orientée sur les marchés. «(CIA World Fact Book)

Le commencement de la révolte armée le 23 février par des membres mécontents de l'establishment politico-militaire libyen a fourni l'occasion aux impérialistes des États-Unis, de concert avec leurs homologues français et britanniques, de renverser militairement le gouvernement libyen pour le remplacer par un régime client ou fantoche.

Bien entendu, y prenaient part des travailleurs et des jeunes qui entretenaient de nombreux griefs légitimes à l'endroit du gouvernement libyen. Mais le point critique dans une lutte armée pour le pouvoir d'État, ce n'est pas la composition des hommes de troupe, mais le caractère de classe et l'orientation politique du leadership.

Caractère du Conseil national de transition

Le Conseil national de transition (CNT) s'est érigé en tant que direction du soulèvement à Benghazi, la deuxième plus grande ville de la Libye. Son principal dirigeant est Mustafa Abdel-Jalil, qui était le ministre de la Justice libyen jusqu'à sa défection au début du soulèvement. Il était l'un parmi un groupe significatif de fonctionnaires néolibéraux du gouvernement libyen tournés vers l'Occident, du corps diplomatique et de cadres militaires, qui ont rejoint l'opposition dans les jours qui ont suivi l'éclatement de la révolte.

Aussitôt établi, le CNT s'est mis à lancer des appels pour inviter l'intervention impérialiste. Des appels de plus en plus affolés à mesure qu'il devenait clair que, contrairement aux prédictions initiales faisant croire que c'était une question de jour pour que le gouvernement de Kadhafi s'effondre, c'était les "rebelles" qui faisaient face à une défaite imminente dans cette guerre civile. En fait, c'est seulement grâce à la campagne de bombardements E.U../OTAN, entreprise en toute hâte le 19 mars que la rébellion ne s'est pas effondrée.

Les cinq derniers mois de guerre ont balayé tout doute concernant le caractère pro-impérialiste du CNT. Un épisode des plus frappants s'est produit le 22 avril, lorsque le sénateur John McCain a effectué un voyage "surprise" à Benghazi. Une immense bannière était déployée pour l'accueillir avec un drapeau des États-Unis et ces mots dessus: "États-Unis d'Amérique – Vous avez un nouvel allié en Afrique du Nord."

Semblable à la relation militaire entre l'OTAN et les forces armées "rebelles" libyennes, le CNT dépend entièrement des gouvernements impérialistes des États-Unis, de la France, de l'Angleterre, de l'Italie et leur est subordonné.

Si le Pentagone, la CIA et Wall Street parviennent à installer un régime client à Tripoli, cela accélèrera et enhardira les menaces impérialistes et l'intervention contre d'autres gouvernements indépendant tels que la Syrie et le Venezuela. Dans chacun des cas nous verrons s'enclencher un processus similaire, y compris la diabolisation de la direction des pays visés, de façon à noyer ou à faire taire toute réplique militante anti-guerre à l'agression des faiseurs de guerre.

Nous à la Coalition ANSWER invitons tous ceux qui partagent cette perspective à se joindre à nous, à se mobiliser, et à démasquer l'agenda colonial qui se cache derrière le slogan d' « intervention humanitaire ».

*Coordonnateur national de la coalition ANSWER

ANSWER 22 août 2011

Le capitalisme

Suite de la page (13)

Pour rendre les choses encore pire (pour eux), seulement trois jours avant que l'Africom du Pentagone lance ses premiers 150 - Tomahawks sur la Libye, Colonel Kadhafi a donné un interview à la TV allemande en soulignant que si le pays était attaqué, tous les contrats concernant l'énergie seraient transférés aux compagnies russes, indiennes et chinoises.

Donc les vainqueurs dans le filon de pétrole sont déjà désignés : les membres de l'OTAN plus les Monarchies arabes. Parmi les compagnies de Pétrole impliquées, la britannique BP, la française Total et la compagnie pétrolière nationale du Qatar. Pour le Qatar - qui a dépêché des chasseurs et des recrues au front, les « rebelles » formés aux exhaustives techniques de combat et dirigent déjà les ventes de pétrole dans la Libye de l'est - la guerre se révélera pour eux un choix d'investissement très sage.

Avant ces longs mois de crise touchant déjà à leur fin avec les rebelles dans la capitale, Tripoli, la Libye produisait 1.6 millions de barils par jour. On dit que cela pourrait rapporter aux nouveaux dirigeants environ US$50 milliards par an. La plupart des estimations situent les réserves de pétrole vers 46.4 milliards de barils.

Pour les « rebelles » de la nouvelle Libye il faudra mieux ne pas [faire face à] la Chine. Il y a cinq mois, la politique officielle de la Chine était déjà de demander un cessez-le-feu ; si c'était arrivé, Kadhafi contrôlerait encore plus de la moitié de la Libye. Pourtant Pékin - jamais fan du changement de régime violent - exerce pour le moment une contrainte extrême.

Wen Zhongliang, le député à la tête du Ministère du Commerce, a observé obstinément, « la Libye continuera à protéger les intérêts et les droits des investisseurs chinois et nous espérons continuer la coopération d'investissement et économique. » Les déclarations officielles s'accumulent insistant sur la « coopération économique réciproque ».

La semaine dernière, Abdel Hafiz Ghoga, le vice-président du douteux Conseil National de Transition (CNT), a dit à Xinhua que toutes les affaires et les contrats approuvés par le régime de Kadhafi seraient honorés - mais Pékin aura peu des chances. La Libye n'a fourni pas plus que 3 % des importations de pétrole de la Chine en 2010. L'Angola est un fournisseur bien plus crucial. Mais la Chine est encore le premier client en pétrole de la Libye en Asie. De plus, la Chine pourrait être très utile sur le front de la reconstruction d'infrastructure, ou dans l'exportation de technologie – pas moins de 75 compagnies chinoises avec 36 000 employés étaient déjà dans le pays avant le déclenchement de la guerre tribale/civile. Ils ont été rapidement évacués en moins de trois jours.

Les Russes - de Gazprom à Tafnet - ont des milliards de dollars investis dans des Projets libyens ; Petrobras géant pétrolier brésilien et la compagnie de construction Odebrecht avaient aussi des intérêts là-bas. On ne sait pas encore ce qui leur arrivera. Le directeur général du Conseil d'Affaires de la Russie en Libye, Aram Shegunts, est extrêmement inquiet : « Nos compagnies perdront tout parce que l'OTAN va les empêcher de faire des affaires en Libye. »

L'Italie semble avoir réussi la version « rebelle » de « vous êtes avec nous ou sans nous ». Le géant d'énergie ENI ne sera pas affecté apparemment, alors que le Premier ministre Silvio « Bunga Bunga » Berlusconi a rejeté pragmatiquement Kadhafi précédemment son très proche copain, dès le début des bombardements par l'Africom/OTAN .

Les directeurs d'ENI sont confiants que les livraisons de pétrole et de gaz de la Libye vers l'Italie du sud reprendront avant l'hiver. Et l'ambassadeur libyen en Italie, Hafed Gaddur, a rassuré Rome que tous les contrats de l'ère Kaddhafi seront honorés. Au cas où, Berlusconi rencontrera le Premier ministre du TNC, Mahmoud Jibril, ce jeudi à Milan.

Ben Laden au sauvetage

Le ministre des Affaires Etrangères de la Turquie Ahmet Davutoglu – [connu pour sa[célèbre politique « zéro problème avec nos voisins » - s'est aussi répandu en louanges sur les anciens « rebelles » devenus pouvoirs en devenir ». En regardant aussi le filon d'affaires du post-Kadhafi, Ankara - comme flanc oriental de l'OTAN - a fini par aider à imposer un blocus naval au régime de Kadhafi, a cultivé soigneusement le CNT et en juillet l'a officiellement reconnu comme le gouvernement de la Libye. Les affaires « reprennent ».

Alors il y a le complot crucial [dont la raison remonte à l'extrême et mauvaise relation entre Kadhafi et le Roi Abdullah depuis le début de la guerre en Irak en 2002.]; [On verra bien] comment la Maison de Saud va tirer profit d'avoir contribué à l'installation d'un régime ami en Libye, peut-être pimenté de notables Salafistes , une des raisons clés de l'attaque saoudienne- y compris un vote fabriqué à la Ligue arabe –

On ne soulignera jamais assez l'hypocrisie cosmique d'une ultra-rétrograde monarchie absolutiste et théocratique médiévale - qui a envahi Bahreïn et a réprimé les chiites locaux – saluant ce qui pourrait être interprété comme un mouvement pro-démocratique dans l'Afrique du Nord.

De toute façon, l'heure est à la fête. Attendez-vous à ce que le groupe saoudien Ben Laden reconstruise comme des fous partout en Libye –convertissant finalement le Bab al-Aziziyah* [qui a été pillé] en un monstrueux, luxueux Centre Commercial de la Tripolitaine.

© Asia Times, 24 août 2011.
Traduit de l'anglais par : Estelle et Carlos Debiasi
El Correo 26 août 2011.

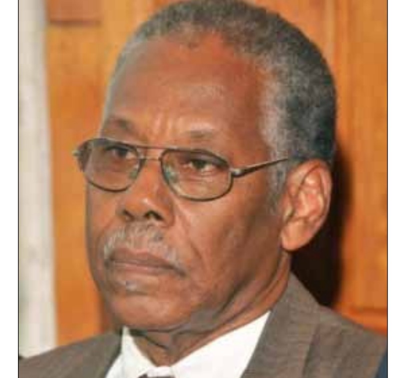
* **Bab al-Azizia** est une caserne fortifiée et une résidence de Mouammar Kadhafi dans la capitale libyenne, Tripoli. Elle a été la cible des bombardements américains en 1986 et de l'OTAN en 2011[].

Suite de la page (4)

Guy Philippe se yon fieffé menteur pou n site Paul Denis» (Scoop). Entre menteurs, salisseurs et *fèzè*, on s'y perd parfois....

«*Le 17 décembre une première attaque militaire orchestrée par Guy Philippe a été effectuée sur Palais national*» (texte de Radio Scoop).Tiens, les GNBistes, ces *dyòlalèlè* précurseurs du 29 février 2004 avaient toujours raconté que c'était un «montage» du régime d'Aristide. En Equateur on avait dû sûrement apprendre à Guy Philippe l'art de démonter un «montage» surtout que maintenant il a le feu de la DEA au cul. On finira aussi par savoir un jour qui était l'auteur intellectuel de l'Opération Bagdad ; qui tuait qui pour terroriser la population et sans doute aux fins de diaboliser un parti politique. Peut-être que Paul Denis doit aussi avoir une carapace, à moins de faire appel aux mânes de Saddam Hussein.

Mais le meilleur scoop sur



Paul Denis

Radio Scoop a été l'imperturbable audace de Philippe à déclarer :«*gwoup 184 di nèg yo te pè m, yo pa t kontwole m, yo pa t konnen si m te vini si mwen pa t ap vin fè yon mouvman sosyalis radikal, e tounen yon tip de Thomas Sankara an Amerik*». Heureusement que le laboratoire a eu peur (à temps) de Philippe, autrement il aurait pu être sankarisé par un «frère d'armes», Chamblain par exemple, quoique ce denier n'ait pas tout à fait la formation, l'intellect de Blaise Compaoré.

Finalement, «*Guy Philippe… estime avoir été trahi par la classe politique traditionnelle et les hommes d'affaires impliqués dans le mouvement*». Alors là, Philippe a manqué de courage dessalinien. Car Sankara lui aurait dit – et Philippe le sait – que les bourgeois s'étaient servis du nigaud macoutoféodal qu'il est pour qu'aujourd'hui plastronnent les Sweet Micky, les Rouzier, Bernard Gousse et autres ouistitis de la *most repugnant elite* tapie dans la bourgeoisie. *Se bon pou egare anba ban an*.

Philippe le *frekan* aura appris sa leçon, il aura appris à quelle gamelle aller goinfrer, en compagnie de quels pourceaux. Rappelons-lui ce croustillant proverbe haïtien : *nan batèm frize n*èg manje kaka chwal. Que Philippe aille son train de tortue, car dans les écuries de la DEA, *chaje ak kaka chwal*.

Choléra en Haïti

Suite de la page (5)

excuses au peuple haïtien. ». Et maintenant que des preuves scientifiques ont été bien et bel établies, on demande à l'ONU de tirer les conclusions et les leçons qui s'imposent.

Le président de la République, Michel Joseph Martelly, un beau parleur durant les élections, n'a jusqu'à présent pas réagi aux actions attentatoires de la Minustah à la vie et à la santé de la population haïtienne depuis son accession au pouvoir le 14 mai dernier. Il se contente seulement de demander en vain la transformation de la Minustah en une structure de développement.

Le peuple haïtien à travers diverses formes de manifestations, a exigé le départ pur et simple des soldats de l'ONU d'Haïti. On a reproché aux casques bleus de l'ONU diverses actions malhonnêtes, criminelles, immorales envers la population haïtienne. Et, depuis des années, rien ne prouve le bien-fondé de la présence des forces de l'ONU en Haïti. A rappeler que le Choléra apporté par les soldats de l'ONU a déjà tué plus de 6 milles Haïtiens entre Octobre 2010 et Juillet 2011 et a provoqué à cette date plus de 400 mille cas de diarrhées, selon les chiffres fournis par l'organisation mondiale de la Santé (OMS).

De ce fait, le peuple haïtien exige également justice et réparation pour les 6 mille Haïtiens victimes de l'Importation des souches de Choléra par les soldats de l'ONU. Si tous les chemins mènent à Rome, toutes les études bactériologiques menées conduisent directement à l'ONU.

« On transite vers quoi? »

Suite de la page (8)

toute transaction foncière ». Sans surprise, ce conseil n'a pas encore été suivi.

Trafic d'abris provisoires

En plus du problème foncier, les agences sont actuellement confrontées à la corruption dans la distribution de T-Shelter. Durant son enquête, Ayiti Kale Je (AKJ) a rencontré des réfugiés et des personnalités dénonçant ce trafic.

Par ailleurs, même les agences et les organismes humanitaires l'ont reconnu.

« Certains bénéficiaires louent ou sous-louent leur T-Shelter ou les vendent en pièces détachées. Il existe un réel marché du T-Shelter », soutenait Handicap International dans un compte-rendu de la réunion du Shelter Cluster tenue le 31 mai 2011, à Petit-Goâve.

Le maire de Petit Goâve, Marc Roland Justal, le confirme et déclare être au courant de plusieurs cas. « Il s'agit d'une entente. Une fois en place, l'abri est démoli », confie M. Justal dans une entrevue.

« [Comme ils sont] faits de contreplaqués, le gens les revendent ou les louent pour la construction », explique-t-il.

L'utilité du T- Shelter ne fait pas l'unanimité...

Les autorités locales et certains représentants d'agences humanitaires sont divisés sur la question de l'utilité des T-Shelter.

Jean-Christophe Adrian, directeur d'ONU-Habitat, l'organe de l'ONU, responsable des campements, est très critique face à la distribution des T-Shelter comme solution au problème de logement actuel. « Pourquoi investir des ressources dans des abris transitoires, alors que le même argent pourrait être donné aux gens pour reconstruire et investir dans l'avenir ? » Les journalistes d'Ayiti Kale Je (AKJ) ont rencontré une victime typique sur le terrain.

François Delouis vit sous une tente au parc Sentra à Grand Goâve depuis le 12 janvier 2010. Il survit avec de l'argent qu›on lui envoie de New York et de son travail comme journalier au marché. De temps en temps, il met 5 $ ou 10 $US de côté pour la réparation de sa maison, mais c'est tout.

« Ma maison est située en bas », dit-il, gesticulant.« Elle a besoin de réparations. Une autre maison s'est écroulée dessus, j'y ai perdu un enfant! Je ne peux [payer pour] réparer la maison. Si je pouvais, je le ferais », déplore-t-il. Il est difficile de trouver les chiffres exacts, mais les documents qu'a consultés AKJ démontrent qu'il y a au moins 200 M$ US et peut-être 300 M$ US au total disponibles pour la construction des 116 000 T-Shelter dans les principales zones dévastées.

L'automne dernier, dans un témoignage en audience à Washington DC, l›ingénieur en structure spécialisé en séismes et reconstruction, Kit Miyamoto évaluait que plusieurs victimes du séisme, soit environ 120 000 familles, pouvaient réparer leur maison à un coût moindre que le prix d'un T-Shelter. « Dans la plupart des cas, ces maisons peuvent être réparées en moins de trois jours pour 1000 $ à 1500 $ », affirmait-il lors d'une rencontre de l'Organisation des États Américains, le 27 octobre. « Les chiffres se tiennent. »

Mais selon Priscilla Phelps, conseillère sénior à l'Appui à la reconstruction des logements et des quartiers, du CIRH, et co-auteure de Safer Homes, Stronger Communities, ce qu'affirme Miyamoto n'est pas tout à fait exact. « Ça semble vrai au prime abord, mais dans les faits, il y a de sérieuses limites à la possibilité de réparer les maisons en Haïti, en termes de disponibilité des entrepreneurs formés et, dans une moindre mesure, de matériaux décents. Ce sont des limites qui peuvent et devraient être abordées, mais elles sont réelles », explique-t-elle dans une entrevue électronique accordée à AKJ.

En revanche, elle a noté, qu'il est plus facile pour les agences de construire des T-Shelters parce que la question foncière peut être truquée, ou même évitée si les agences peuvent obtenir du terrain pour un camp semi-permanent.

Jean-Christophe Adrian la soutient : « Il y a de l'argent pour les abris... le problème c'est que cet argent ne peut être utilisé pour reconstruire du définitif parce que les mécanismes de financement sont des mécanismes d'urgence qui ne permettent pas de construire du définitif ».

Plusieurs des agences qui construisent les T-Shelters avaient aussi des budgets pour réparer et reconstruire des maisons. Mais les chiffres nous révèlent où la priorité a été accordée.

Dans son entrevue électronique avec AKJ, Mme Phelps déplore cette situation : « On prétend souvent que les sources de financement des T-Shelters sont différentes de celles des habitations permanentes (les premières étant humanitaires, les deuxièmes pour le développement)... mais en ces temps de budgets publics restreints mondialement, il est difficile de croire que les grands fonds investis en T-Shelters n'ont pas affecté ce qui reste de disponible pour les habitations permanentes. »

Presque 18 mois après le séisme, la période d'urgence perdure...

A l'approche de l'échéance des 18 mois écoulés depuis le séisme, et malgré le fait que la phase d'« urgence » soit prétendument finie, les agences continuent à construire des T-Shelters. Certaines, comme Action Aid, à Mariani au sud de la capitale, lancent encore de nouveaux projets de T-Shelters.

On a construit près de 90 000 T-Shelters, et 26 000 autres seront bientôt complétés. Cependant, il reste plus de 634 000 réfugiés sous les tentes dans des camps. La quantité de T-Shelters prévue s'avère insuffisante par rapport aux besoins de la population déplacée, et les travailleurs humanitaires ne le nient pas. « Il n'y a pas assez d'abris provisoires pour répondre aux besoins », souligne-t-on dans le procès-verbal d'une réunion du Shelter Cluster, tenue le 24 mai 2011 à Port-au-Prince.

Mais l›argent pour les T-Shelters est épuisé, et même si les fonctionnaires Shelter Cluster, comme Catherine Lefebvre, l›ancienne responsable du Cluster pour la zone de Petit Goâve et Grand-Goâve et le Sud-Est, ont encouragé les partenaires « à travailler sur le long terme », de nombreuses agences sont en train de boucler leurs programmes, pliant leurs bagages, et rentrant à la maison.

En effet, le Cluster lui-même – chargé de coordonner tous les différents acteurs travaillant sur les questions de logement – est aussi sur le point de fermer. « Le Shelter Cluster ne sera plus présent dans les régions en raison d'un manque de financement. On ne sait pas quand il fermera au juste et quelle agence prendra la relève », écrivait-elle à AJK le 8 août.

Qui est responsable?

L'un des plus grands défis dans l'effort de reconstruction, et surtout dans la reconstruction d'habitations, c'est le manque de leadership. En fait, Haïti a sa propre agence de logement social : l'Entreprise Publique de Promotion de Logements Sociaux ou l'EPPLS. Avant le séisme, elle était responsable de construire et de superviser les projets domiciliaires, mais la plupart ont échappé à son contrôle. Les résidants paient rarement le loyer à l'État et dans plusieurs cas, l'EPPLS ne sait même pas qui occupe les logements.

Depuis le 12 janvier, l'EPPLS a été « souvent sollicitée », explique son directeur, Elonge Othélot, à Ayiti Kale Je, mais son budget n'a pas augmenté significativement. Or, il a fait remarquer qu'au cours des 17 derniers mois, il a participé à de nombreuses rencontres avec les organisations et agences nationales et internationales.

« On parle de faire de l'EPPLS une institution sérieuse », dit-il.

Qu'on en parle ou non, 17 mois après le séisme, une chose est claire : le stationnement de l'EPPLS est rempli de véhicules rouillés et on attend toujours qu'elle reconstruise, voire qu'elle répare une première maison.

Tous les intervenants constatent un vide au niveau du leadership. L'équipe de logements de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) montrait il y a huit mois une présentation PowerPoint qui ne tournait pas autour du pot.

La présentation, dont AKJ a obtenu copie, énumérait les principaux défis :

« • la multiplicité des intervenants non gouvernementaux dans la reconstruction ;

• la multiplicité des organismes publics disposant d'une part du pouvoir; l'absence d'agence qui chapeaute le tout; l'absence de politique globale ».

Dans une entrevue en octobre 2010, le coordonnateur du Shelter Cluster à l'époque, dénonçait déjà publiquement le problème du manque de leadership, demandant que « tous les paliers gouvernementaux se réunissent pour parler d'une seule voix ». [Voir Dossier #1 Ayiti Kale Je - **http://www.ayitikaleje.org**]. Il y a de cela presqu'un an.

Ce mois-ci, c'est presque la même observation.

Priscilla Phelps, conseillère sénior en Logements et quartiers pour la CIRH, disait à AKJ qu'une plus grande présence du gouvernement aurait pu assurer une meilleure utilisation des fonds des T-Shelters. « En l'absence d'une politique de dialogue sur les façons d'utiliser les fonds humanitaires pour les abris, ou de toute norme en la matière, les organisations internationales choisissent les solutions les plus concrètes à mettre sur pied », admet-elle. « On peut difficilement les blâmer de prendre ces décisions».

Plus récemment, une mission des Nations Unies a "déploré" ce manque de coordination de l'assistance en générale.

Selon Le Nouvelliste, suite à une visite plus tôt cet été, le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti du Conseil économique et social (ECOSOC) a noté que "[l]a coordination de l›aide internationale reste insuffisante. Cela entraîne des chevauchements et réduit l›efficacité des interventions," et que "l›éparpillement des activités est souvent déploré ».

Au-delà de la transition

On donnerait une image déformée de la reconstruction si on ne parlait que des 116 000 T-Shelters. En fait, il existe de nombreux projets de construction et de reconstruction domiciliaires qui ont été approuvés par la CIRH et qui sont déjà en cours d'exécution.

Par exemple, 17 000 maisons seront réparées ou entièrement reconstruites dans le cadre d'un projet qui transformera le quartier Delmas 32, dans la capitale.

Au total, les grands projets de la CIRH, financés par la Banque Mondiale, la Banque Interaméricaine de Développement (BID), divers donateurs bilatéraux et le gouvernement haïtien, s'élève[raie]nt à 176,5 milliards $ et serviraient à réparer ou reconstruire entièrement 41 759 maisons. [Voir tableau Partie 2]

Mais en y regardant de plus près, les chiffres révèlent ceci :

• Les sommes dépensées en T-Shelters, probablement entre 200 M$ US et 300 M$ US, représentent environ la même valeur que ce qui est présentement disponible pour les grands projets de construction ou de reconstruction domiciliaires. Et, qui est chargé de suivre ces budgets pour voir où va l'argent? AKJ a demandé à cinq agences travaillant encore sur le terrain, des chiffres relatifs à leur budget. Une seule d'entre elles a répondu.

• En tout, les agences humanitaires et les grands projets approuvés par la CIRH construiront ou répareront 68 025 maisons. Ce nombre est impressionnant. Mais il représente moins de la moitié des 171 584 maisons endommagées ou détruites le 12 janvier 2010 (d'après la CIRH). Même si l'on estime (avec générosité) qu'un tiers des T-Shelters (38 280) peu être transformé en maisons permanentes, cela signifierait que seulement 106 305 foyers sont à réparer ou à construire. Et les 65 279 autres logements?

• Qu'ils soient on non bien conçus, les deux grands projets domiciliaires de René Préval dans la capitale – Fort National et La Piste, qui sont censés desservir 8000 familles – ont été mis en veilleuse, du moins pour l'instant. (Il semblerait qu'un plus petit projet pour La Piste aille de l'avant).

• Au moins 5400 des maisons, et peut-être plus, seront construites près du nouveau Parc Industriel du Nord, un énorme parc d'usines d'assemblage qui était déjà en phase de planification avant le séisme. S'il n'est pas impossible que les victimes du séisme habitent ces maisons, c'est plutôt improbable.

• Il n'y a aucun grand projet prévu pour la région des Palmes.

• Enfin, la plupart des constructions et des réparations viseront les maisons des propriétaires et non des locataires.

En effet, le « Cadre de travail du retour des déplacés dans leurs quartiers et de la reconstruction des logements » approuvé par le gouvernement annonce clairement que l'objectif global est de « rétablir la situation des ménages à ce qu'elle était avant le tremblement de terre, c'est-à-dire d'aider les propriétaires à reconstruire et les locataires à recouvrer leurs droits de locataires ».

Les subventions font partie des solutions envisagées pour les locataires, bien qu'aucun consensus final sur le nombre et la stratégie n'ait encore vu le jour. Entre temps, le parc locatif a considérablement diminué au même rythme que les loyers ont augmenté. Selon l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), les prix combinés dans la catégorie « Loyer du logement, Energie et Eau » ont augmenté de 16 pour cent depuis le séisme.

Aujourd'hui, 17 mois après que la terre ait tremblé, plus d'un demi-million de personnes vivant dans des camps crasseux ne peuvent même compter sur leur minuscule abri. Les propriétaires et les élus municipaux poursuivent les expulsions, qui sont

Suite à la page (16)



Masseleine Dorwilus, 34 ans, mère de cinq en dehors de son t-abri dans le Quartier Astek. Photo: CARE/Evelyn Hockstein



François Delouis vit sous une tente au parc Sentra à Grand Goâve depuis le 12 janvier 2010

Suite de la page (15)

illégales au regard du droit international.

Selon l'Organisation International de Migration (OIM), qui coordonne les camps, jusqu'au 31 mai 2011, les propriétaires ou les autorités ont expulsé ou « partiellement expulsé » de 93 sites 58 993 personnes déplacées. Environ 133 484 réfugiés vivant dans des camps sont actuellement menacés d'expulsion.

Selon Phelps, le nouveau gouvernement, qui se dit opposé aux évictions mais qui n'est jamais encore intervenu pour y mettre un terme, semble adopter une approche plus déterminée sur la question de logement et de la relocalisation. « Le gouvernement Martelly travaille à définir une stratégie de reconstruction de logement et de quartier claire, et fait déjà des progrès dans sa mise sur pied », a-t-elle affirmé à AKJ.

En effet, Martelly a récemment organisé une « semaine de la reconstruction ». Entre autres, il a dévoilé ses plans pour reconstituer ses ministères, annoncé un nouveau programme d'hypothèque à taux fixe appelé « Kay Pa M » (ma maison) et inauguré une exposition de maisons modèles. Il a également inauguré le « 400 dans 100 », un projet de l'agence gouvernementale, le fonds d'assistance économique et sociale (FAES).

Avec une subvention de 30 M$ de la BID, le FAES a promis de construire 400 nouvelles maisons pour les victimes du séisme à Zoranje, au nord de la capitale. Les maisons font partie d'un projet de construction de 2000 maisons, dont au moins 400 iront aux travailleurs du parc industriel du nord.

L'exposition de maisons « Construire en mieux les communautés » – qui présente 64 maisons modèles antisismiques, triées parmi celles de 300 compétiteurs au cours d'une année de concours et de conférences – a coûté un autre 2 M $. Le modèle de maison qui en résulte se vend en général entre 10 000 $ et 20 000 $. Comme la plupart des haïtiens gagnent moins de 2 $US par jour et que le taux de chômage et d'emplois précaires s'élève à environ 65 %, il est peu probable que la vaste majorité puisse acquérir une maison, sans parler du terrain où la construire.

Kay Pa M, le nouveau programme hypothécaire est également restreint. Il vise ceux qui ont eu des emplois à temps plein, dans le secteur privé ou semi-public pendant au moins trois ans, qui ont « un revenu professionnel régulier et suffisant, un titre de propriété valide » et « un permis de construire ». Comme l'exposition de maisons, le programme vise clairement un public précis. Il sera assurément utile aux petites classes moyennes du pays, mais il laisse les sans abris exposés au soleil, à la pluie et au choléra.

S'il persistait des doutes sur le style de reconstruction de Martelly, ils se sont évanouis durant la Semaine de la reconstruction, lorsque le président a annoncé : « Il est entendu qu'il n'y aura pas de don de logement ». Phelps et l'équipe d'habitation de la CIRH ne sont pas nécessairement contre cette approche.

Dans une présentation intitulée « Building the Bridge While We Walk on It » (construire le pont pendant qu'on marche dessus) et préparée en avril dernier, on suggérait de multiples stratégies pour sortir les gens des camps et les relocaliser dans des campements transitionnels, la réparation et la construction rapide d'unités locatives et une stratégie unifiée d'aide financière aux maisons », mais on oubliait les maisons gratuites et permanentes pour les anciens locataires.

Phelps disait, dans une entrevue accordée à AKJ, espérer qu'il y aura du financement et des mécanismes pour permettre la plus grande participation des communautés touchées, puisque les gens sont presque toujours meilleurs à régler leurs propres problèmes que les étrangers. Et elle ajouta « il y a toujours un besoin critique de ressources pour renforcer les institutions du gouvernement d›Haïti ».

L'avocat Patrice Florvilus, responsable du Bureau d'avocat défenseur des opprimés, qui aide les victimes d'évictions, est d'accord avec le rôle crucial que doit jouer l'État. « Si la situation est telle qu'elle est aujourd'hui, si les ONG gaspillent les fonds, le premier responsable c'est l'État haïtien. Puisque c'est lui qui est responsable de contrôler toutes les institutions du pays », dit-il à AKJ.

« Depuis le 12 janvier, ajoute Florvilus, les ONG et l'État ont tous deux échoué. En fait, leur échec remet en question les structures de notre État. » Mais Florvilus ne croit pas que le gouvernement ni l'État actuels aient l'intention de remettre en question les structures responsables de l'énorme bilan humain, la question foncière et les énormes inégalités en Haïti. Selon Bernard Ethéard, expert foncier [voir partie 1], lui et d'autres, la plupart des propriétés « privées » sont en fait des terres de l'État qui ont été cédées aux amis des divers régimes.

D'après Florvilus : « Seuls 5 % de la population détiennent des titres de propriété. Et lorsque les soi-disant propriétaires veulent procéder à une éviction et que vous les poursuivez en cour, ils ne s'y rendent pas. Parce qu'ils n'ont pas de titres réels!

Selon les déclarations de quelqu'un… 'Les gens dans les camps n'avaient pas de maison avant le séisme de toute façon'. Oui, c'est vrai. Ils n'avaient pas de maison! Et maintenant, le moment est venu de remettre en question les structures de notre société.

Pourquoi les gens d'une classe ont-ils des maisons et les autres non? »

Ayiti Kale Je est un partenariat établi entre AlterPresse, la Société pour l'Animation de la Communication Sociale (SAKS), le Réseau des Femmes Animatrices des Radios Communautaires Haïtiennes (REFRAKA) et les radios communautaires de l'Association des Médias Communautaires Haïtiens (AMEKA).

23 août 2011

Suite de la page (7) *Une plaisanterie ou une stratégie !*

certains s'activent depuis longtemps à reprendre la main dans les affaires politiques à Port-au-Prince. Pour ces politiciens, un Président novice en politique, inexpérimenté dans la gestion publique et n'ayant aucune force politique pour le soutenir face à un Parlement ne partageant pas la vision du nouveau pouvoir, c'est la proie idéale pour réapproprier le terrain perdu depuis des années en Haïti. Donc, ce que certains peuvent considérer comme une mauvaise plaisanterie peut se révéler d'une importance capitale pour d'autres. On répète souvent qu'il y a des signes qui ne trompent pas.

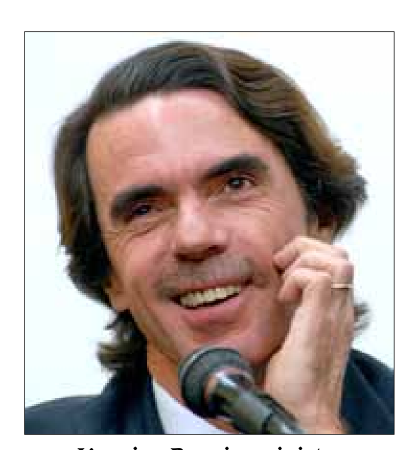
Depuis la prise de fonction de Michel Joseph Martelly, on constate qu'il ne fait rien qu'on puisse interpréter comme étant une ouverture vers le Parlement. Alors qu'il ne peut rien réaliser de concret sans l'approbation de celui-ci, sans oublier qu'il ne peut se passer de la Constitution. Or, toutes les démarches qu'il a entreprises vont en-dehors de ce qu'il est autorisé à faire par ladite Constitution.

On peut citer en exemple : la proposition d'une liste de dix noms des premiers ministrables ; la composition d'une Commission présidentielle pour négocier avec les Présidents du Sénat et la Chambre des députés ; instauration d'une taxe sur les transferts et les appels internationaux sans aucune loi ; la suggestion de nommer des nouveaux ministres sans attendre la ratification d'un nouveau Premier ministre, etc.

Bref, toute une série de démarches capables d'entraver la bonne marche des institutions et de provoquer des conflits politiques et institutionnels entre l'exécutif et le législatif. Tout ceci ne s'est pas fait au hasard. Le Président, finalement, est en train d'exécuter un agenda bien précis. Un bref coup d'œil sur les différents régimes de l'Amérique latine peut nous apporter un début de réponse à l'obsession du Président Martelly de tout faire afin de provoquer un clash avec le Parlement. Pendant les années 90, l'extrême droite américaine avait perdu le contrôle politique de l'Amérique latine, y compris Haïti. Depuis quelque temps, elle tente de se remettre en piste au Honduras par exemple à travers des coups de force, au Chili avec des scrutins plus ou moins équilibrés, et en Haïti à travers des élections totalement abracadabrantes.

C'est dans cette optique qu'on a vu des voyages assez singuliers du Président Martelly depuis son arrivée au pouvoir. Pourquoi se rendre uniquement au Chili alors que le Brésil, l'Argentine sont les plus gros pourvoyeurs en homme de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) ? Pourquoi un déplacement à Madrid au lieu de Paris ? Alors que, sur le plan diplomatique et historique, les chefs d'Etat Haïtiens se rendent en France après les Etats-Unis d'Amérique tout de suite après leur investiture.

Certes, aujourd'hui l'Espagne, sur le plan de la coopération bilatérale,



L'ancien Premier ministre espagnol, José Maria Aznar

est l'un des grands bailleurs d'Haïti, cela pourrait expliquer ce voyage express du Président Martelly à Madrid, sans passer par la France. Ces voyages paraissent avoir un arrière-goût idéologique. Il faut donc y voir d'un peu plus près.

Ils font partie du plan mis en place par l'extrême droite aux Etats-Unis pour reconquérir politiquement l'Amérique latine. N'oublions pas que les latinos sont sous l'influence de leur ancienne puissance coloniale qui, aujourd'hui, est très active tout en entamant une reconquête politique et idéologique de ses anciennes colonies. Comme par hasard, c'est l'ancien Premier ministre de droite, José Maria Aznar, qui est à la tête de cette croisade. D'où, le lien très fort unissant l'extrême droite américaine avec cet ancien Premier ministre candidat aux prochaines élections législatives espagnoles.

Le voyage de Michel Martelly dans ce pays entre dans cette équation politique que l'extrême droite américaine tente de mettre en place à Port-au-Prince. L'élection de Michel Martelly peut bien être une blague pour les Haïtiens, mais entre dans une stratégie bien calculée pouvant se révéler bien désastreuse pour la liberté et la démocratie si on laisse les Laurent Lamothe, les frères Mayard-Paul, etc., qui mènent une guerre sans merci autour du chef pour le contrôle du Palais national, prendre finalement d'assaut tous les périmètres du pouvoir et des institutions. L'heure est à la vigilance face à certaines dérives, certes pour l'instant mineures mais oh combien significatives ! Puisque, chaque jour apporte des déclarations qui vont plutôt dans le sens opposé d'un éventuel consensus avec les autres acteurs.

Comment le Président Martelly pouvait-il s'imaginer un instant que le Parlement l'autoriserait à nommer de nouveaux ministres avant même la désignation d'un nouveau chef de gouvernement ? Dans ce cas, pourquoi ne fait-on pas tout de suite l'impasse sur la fonction du Premier ministre ? Puisque, depuis le début du bras de fer, c'est à cette conclusion que le Président voulait aboutir et ceci dans le but de rendre insignifiant le rôle du Parlement.

Selon nos contacts au sein de l'administration et des institutions haïtiennes, des émissaires de la présidence sont très actifs en vue de parvenir à convaincre les parlementaires à aller dans le sens du Président. C'est-à-dire, l'autoriser à nommer les ministres, les Directeurs généraux, les Délégués et les Vice-Délégués départementaux et même des Ambassadeurs. Ces citoyens se disent prêts à faire barrage à toutes nominations qui seraient non conformes à la Constitution. Leur première action devrait être la désobéissance civile en refusant d'exécuter les directives de tout ministre et autres hauts fonctionnaires non approuvés par l'Assemblée Nationale.

Suite de la page (7) *« Le manque d'argent, ce n'est rien... »*

Une étude datée de mars a constaté que :

- Seuls 48 % des résidants des camps ont quotidiennement accès à de l'eau potable en quantité suffisante.
- Seulement 61 % de cette eau est correctement traitée au chlore, ce qui laisse planer des risques de contamination par le choléra.
- En moyenne, une seule installation sanitaire dessert 112 personnes dans les camps de déplacés.
- Le nombre de camps munis d'installations pour se laver les mains est maintenant tombé à 18 %.

Ces statistiques sont encore plus alarmantes pour les camps de Léogâne. Ici, 179 personnes se partagent chaque latrine et seulement 20 % de l'eau consommée est traitée au chlore.

Et ce, malgré qu'Haïti vit toujours « au temps du choléra ». Environ 386 personnes sont hospitalisées chaque jour et en date de 31 juillet 2011, 419 511 personnes avaient été touchées et au moins 5968 avaient péri.

Nul ne saurait soupçonner cette réalité en visitant le site internet de Save the Children. Le géant humanitaire s'y vante plutôt d' « assurer les services sanitaires et la distribution d'eau pour une centaine de camps avec des réservoirs d'eau communautaires, les toilettes portatives, les installations pour le lavage des mains, les douches et la livraison d'eau par camion ».

Évidement, le parc Gérard Christophe ne figure pas sur leur liste. Avant la catastrophe, Clercilien était commerçante. Elle vendait des produits dans la rue. Impossible aujourd'hui de trouver les montants qu'il lui faut pour repartir en affaire.

Mais, « le manque d'argent ce n'est rien. Le pire c'est quand les moustiques et le soleil nous rendent la vie dure », s'indigne la réfugiée. Ce qu'elle aimerait qu'on fasse pour elle, c'est lui « donner une maison », puisqu'elle dit ne pas avoir les moyens économiques d'en louer une. Elle souhaite aussi exploiter un commerce et envoyer ses enfants à l'école.

Mais voilà, Clercilien n'est pas propriétaire de terrain, ce qui l'empêche d'être admissible à l'obtention d'un « T-Shelter » [Voir : « On transite vers quoi? » page 8].

Le drame de Clercilien, dix-sept mois après le séisme, c'est celui de 634 000 personnes déplacées dans 1001 camps comme celui du parc Gérard Christophe, qui ne cessent de réclamer leur relocalisation et leur relogement. Quel est donc leur avenir ?

* **Ayiti Kale Je** est un partenariat établi entre AlterPresse, la Société pour l'Animation de la Communication Sociale (SAKS), le Réseau des Femmes Animatrices des Radios Communautaires Haïtiennes (REFRAKA) et les radios communautaires de l'Association des Médias Communautaires Haïtiens (AMEKA).

23 août 2011

Chili : la répression policière laisse un jeune sur le carreau

Dans son témoignage, Gerson Gutiérrez, frère de la victime, déclare que vendredi matin durant la manifestation dans le quartier de Macul, un véhicule de la police s'était approché du lieu où se trouvaient les jeunes, et que trois tirs sont partis de ce véhicule, dont un mortel.

Chagrin et impuissance envahissent le foyer de Manuel Gutiérrez Reinoso, 16 ans, touché par une balle vendredi matin à Macul et décédé au Poste 4 où il avait été amené.

Alors que les carabiniers ont indiqué qu'ils n'ouvriront pas d'enquête puisqu'ils estiment qu'ils n'ont aucune responsabilité dans les faits, Gerson Gutiérrez frère de la victime, a quant à lui déclaré que les tirs provenaient d'un véhicule de la police.

Gerson, jeune homme de 23 ans qui se déplace en chaise roulante, était conduit par son frère vers la passerelle d'Amanda Labarca vers Américo Vespucio, quand une balle a mortellement touché Manuel.“Les carabiniers empêchaient que les gens aillent vers la zone de Peñalolén où se déroulaient des affrontements, c'est sur ces lieux qu'est apparue une voiture de carabiniers qui a commencé à tirer (…) j'ai vu un carabinier tirant depuis l'intérieur de l'automobile et il a tiré vers les gens, c'était une patrouille, mon frère m'a dit 'ils m'ont touché', ce furent ses mots, il a détaché la main de sa poitrine, elle était ensanglantée et il avait un trou dans la poitrine. Avec l'intention de pouvoir le sauver j'ai tenté de le réanimer, de le réveiller


Manuel Gutiérrez Reinoso, 16 ans, touché par une balle vendredi matin à Macul et décédé au Poste 4 où il avait été amené

pour qu'il ne s'endorme pas qu'il ne parte pas et il me disait 'je suis bien, tranquille frèrot, je vais m'en sortir'", a déclaré Gerson Gutiérrez à la presse.

Mireya Reinoso, la mère de la victime, demande que justice soit faite, elle a martelé “rien ne va me rendre mon fils, mais je pense qu'ils auraient pu tirer en l'air, ils auraient pu s'assurer qui faisait quelque chose ou pas. Mais je sais que la justice vient d'en haut, c'est une très grande douleur”.

La Defensoría Popular, représentée par l'avocat Washington Lizana, a pris la défense de la famille, qui sont connus dans leur quartier pour leur fervente foi religieuse, en rejetant le fait que le jeune homme ait participé dans les affrontements avec les carabiniers.

À ce sujet, Lizana a déclaré « nous avons vu une violence policière effrénée, c'est un fait qui nous semble très grave et la seule chose que veut la famille, c'est la justice ».

Le SML indique une blessure thoracique sans en indiquer l'origine. Le Service Médico Légal a indiqué que le décès de Gutiérrez provient d'une “blessure thoracique par un projectile balistique”, comme spéculé dès l'origine. Cependant, le rapport ne donne pas d'information sur l'origine du coup de feu, une enquête sur le calibre de la balle pourrait fournir des données pour l'enquête de la PDI, en indiquant si le projectile provenait d'une arme de carabiniers.

Au sujet de cette hypothèse, le général Sergio Gajardo, second chef des carabiniers pour la zone métropolitaine, a écarté toute implication de policiers dans le décès du jeune homme. “J'écarte complètement la participation de carabiniers. Je sais qu'il existe une version donnée par quelques personnes qui étaient avec lui qui indique qu'il y aurait eu un véhicule qui serait passé par le lieu où ils se trouvaient, et que ce véhicule avait je ne sais quelle caractéristique, qu'ils attribuent à un véhicule de carabiniers”.

L'officier a déclaré que “pour l'instant il n'y a pas d'enquête interne, parce que nous n'avons aucune suspicion de tir par arme à feu de la part de notre personnel”. La répression policière a amené à l'arrestation de près de 1 394 personnes. La presse écrite semble peu s'émouvoir de cette mort, préférant communiquer les déclarations présidentielles.

Primitivi 27 août 2011

Piedad Cordoba, menacée de mort, quitte la Colombie

Par Oriana Flores

L'ex sénatrice Piedad Cordoba a quitté la Colombie ces dernières heures en raison de menaces de mort, ont confirmé ce jeudi des sources liées à la pacifiste et militante pour les droits de l'homme.

Le représentant à la Chambre du parti d'opposition Pôle Démocratique Alternatif, Iván Cepeda, a assuré que Cordoba l'avait mis au courant par téléphone cette nuit qu'elle quitterait le pays, parce-que les menaces s'étaient intensifiées et qu'un attentat contre sa vie était imminent. Cepeda, lui aussi menacé de mort, a fait remarquer que l'ex parlementaire quittait le pays au milieu de la controverse affrontée par le président Uribe, en examen pour sa possible responsabilité dans le scandale de l'espionnage illégal.

De son côté, l'avocat de Cordoba, Luis Guillermo Pérez, a soutenu dans les médias locaux que bien que les intimidations à l'égard de sa cliente aient été constantes, il y a des informations selon lesquelles il se préparait un attentat pour la tuer.

A ce sujet, il confirme que ce sont des sources officielles qui ont averti la leader du groupe de la société civile "Colombiens et Colombiennes pour la Paix" du plan pour l'assassiner ourdi par des groupes d'extrême droite.

(…) Cependant, l'avocat de


L'ex sénatrice Piedad Cordoba

Cordoba assure que cet exil forcé sera temporaire et qu'elle continuera à travailler à la recherche d'alternatives de négociation qui puissent mettre fin au conflit [interne à la Colombie].

(…) Cordoba a assuré qu'elle poursuivrait ce qui est en suspens, à savoir une réponse des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) et de l'Armée de Libération Nationale (ELN) à ses propositions de paix.

Note. Piedad Cordoba dit qu'initialement son séjour hors du pays, recommandé par des amis et des proches ne doit être que de quelques jours.

Yvke Mundial/Prensa Latina 19 août de 2011
CSL 24 août 2011

Pour les intellectuels sud-africains, l'Otan recolonise l'Afrique

Un groupe d'intellectuels sud-africains s'alarme d'une recolonisation de l'Afrique, plus de 50 ans après les indépendances. Une lettre ouverte de ces «Africains inquiets» a été lue devant la presse le 24 août 2011, rapporte le quotidien sud-africain The Citizen.

Des doutes qui interviennent alors que la guerre en Libye s'accélère depuis la prise partielle de Tripoli par les insurgés le 23 août. Ceux-ci sont secondés par les avions de l'Otan, en vertu de la résolution 1973 autorisant le recours à la force contre le régime de Mouammar Kadhafi pour protéger la population. «L'Otan a violé la loi internationale», a déclaré Chris Landsberg, directeur du département d'études politiques de l'université de Johannesburg, au nom des 200 signataires.

Parmi eux, des gens haut placés au sein du Congrès national africain (ANC), le parti au pouvoir en Afrique du Sud: Jesse Duarte, porte-parole du parti; Ronnie Kasrils, ancien ministre des Renseignements; et Thabo Mbeki, président du pays de 1999 à 2008.

Mahmood Mamdani a signé lui aussi. Spécialiste des relations internationales à la prestigieuse université de Columbia (New York), il a été désigné comme l'un des 20 intellec-


Le poète sud-africain Wally Serote, engagé à l'ANC, a également signé la lettre

tuels les plus influents au monde par le magazine américain Foreign Policy en 2008. Le poète sud-africain Wally Serote, engagé à l'ANC, a également signé la lettre.

«L'Angleterre, la France et les États-Unis continuent d'agir comme des États voyous [...] la tragédie c'est qu'ils ne seront pas jugés devant la Cour pénale internationale», a ajouté Chris Landsberg.

Tous mettent en garde contre une recolonisation de l'Afrique et le pillage des ressources naturelles du continent par les grandes puissances. La Libye compte en effet parmi les plus grosses réserves de pétrole en Afrique, suscitant la convoitise des compagnies occidentales.

Ces 200 intellectuels font écho à la médiation du président Jacob Zuma en Libye, désigné par l'Union africaine (UA). Celui-ci s'est toujours déclaré contre une intervention armée: «L'Union africaine défend la paix, la démocratie et la liberté pour tous. C'est le rôle que l'UA tient encore à se donner quelque soit le pays dont on parle; la Côte d'Ivoire, le Soudan, la Libye ou n'importe quel autre pays africain sur le continent. L'UA défend ces principes. Elle prévoit de se rendre [en Libye]», déclarait le poète Wally Serote le 24 août.

De fait, Mouammar Kadhafi reste le «héros de la lutte anti-impérialiste en Afrique» pour de nombreux Africains. Il a toujours considéré la présence des grandes puissances en Afrique comme un reliquat de la période coloniale. «La Libye appartient aux Libyens et non à l'impérialisme; pas à la France, pas à Sarkozy, pas à l'Italie», a-t-il martelé dans un message sonore diffusé jeudi 25 août.

Il faut néanmoins noter que de plus en plus de pays africains considèrent désormais Kadhafi illégitime, après 42 ans à la tête de la Libye. La Tunisie, l'Égypte, le Maroc, le Nigeria et le Tchad reconnaissent déjà la légitimité du Conseil national de transition (CNT).

Slate afrique 26 août 2011

Le Zimbabwe expulse l'ambassadeur de Libye devenu rebelle


L'ambassadeur Taher Elmagrahi

Le Zimbabwe a décidé d'expulser l'ambassadeur de Libye à Harare, qui avait annoncé son ralliement à la rébellion le 24 août, a indiqué le ministre zimbabwéen des Affaires étrangères.

« L'ambassadeur de Libye et son personnel ont été priés de quitter le Zimbabwe dans les 72 heures », a déclaré le ministre Simbarashe Mumbengegwi devant des journalistes, soulignant que Harare n'a pas reconnu le Conseil national de transition libyen.

Dans un communiqué, le ministère mentionne cependant un délai plus court de 48 heures accordé aux diplomates. Aucune explication n'a pu être obtenue dans l'immédiat pour expliquer ce décalage.« L'ambassadeur de Libye et son personnel ont décidé de renoncer à leur allégeance au gouvernement du colonel Kadhafi », a dit le ministre des Affaires étrangères. « Cet acte prive donc l'ambassadeur de Libye et son personnel de tout statut diplomatique au Zimbabwe, parce que le Zimbabwe ne reconnaît pas le CNT ».

L'ambassadeur Taher Elmagrahi avait brûlé le 24 août des portraits du colonel Mouammar Kadhafi et remplacé son drapeau vert par celui de la rébellion qui s'était déjà emparée à ce moment-là de la quasi totalité du pays.

Jeune Afrique 30 août 2011

Lettre Ouverte au Secrétaire général de l'ONU

Monsieur Ban Ki-Moon
1 st Avenue and 46 th street
New York, NY 10017 USA



Ban Ki-Moon, Secrétaire général de l'ONU

Monsieur le secrétaire général,

Vous devez répondre à la demande d'entrevue sollicitée auprès de vous par la Commission Internationale d'Enquête sur la situation en Haïti.

Le 5 juillet dernier vous avez reçu une demande d'audience de la Commission Internationale d'Enquête sur la situation en Haïti, CIE-H, pour recevoir une délégation le jeudi 25 août 2011, en application du mandat que lui ont confié de nombreuses associations, d'organisations populaires, culturelles et syndicales haïtiennes.

Depuis nous n'avons pas de réponse de votre part malgré les nombreux appels à votre secrétariat de la part de Madame Clark Colia chargée du suivi à New York.

Parallèlement la situation continue à se dégrader en Haïti. Le choléra, dont les troupes de la MINUSTAH sont accusées d'avoir été les propagatrices, continue de faire des ravages ;

Près d'un million d'haïtiens sont toujours sous des tentes dans des conditions les plus inhumaines ; c'est ce qui explique les manifestations contre cette situation :

Ainsi le **28 Juillet 2011, date anniversaire de la première occupation américaine d'Haïti** en 1915, des centaines de personnes ont manifesté dans Port-au-Prince à l'appel d'une série d'organisations pour réclamer la fin de l'occupation de l'ONU.

De même **le 5 août dernier une manifestation regroupant des haïtiens et des militants internationaux s'est déroulée devant les Nations Unies, Quartier général à Manhattan, pour exiger le retrait immédiat des troupes d'occupation de l'ONU en Haïti et le versement de réparations aux familles des 6000 haïtiens qui ont déjà été tués par l'épidémie de choléra.**

Au Brésil, dans une interview du 10 août à Folha de Sao Paulo, *le nouveau ministre de la Défense, M. Celso Amorim, « préconise* **une sortie progressive des troupes brésiliennes d'Haïti » Il poursuit** *« il est temps de discuter d'une sortie organisée, y compris des Nations Unies, en août, Décembre, Janvier, ce n'est pas ce qui importe. Ce qui importe est de savoir comment. Une possibilité est de laisser un bataillon d'ingénierie de l'armée, par exemple. »* Pourtant, selon les conclusions de votre rapport sur les missions de la MINUSTAH en Haïti, vous vous apprêtez à demander le renouvellement de son mandat.

Nous soussignés :

- Affirmons qu'il ne peut y avoir de demi-mesure en matière de souveraineté, un pays est souverain, ou il ne l'est pas.

- Continuons d'exiger le retrait des troupes de l'ONU du sol d'Haïti.

Monsieur le secrétaire général, vous devez répondre à la demande d'entrevue sollicitée auprès de vous par la Commission Internationale d'Enquête sur la situation en Haïti.

Domota Elie
Secrétaire général de l'UGTG, Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe ;
Porte parole de LKP, Liyannaj Kont Pwofitasyon
Guadeloupe

Haïti et son rôle dans l'histoire de la Lybie

Par Imhotep Lesage



Web Dubois, Emile St.Lot et Mme Roussau Camille en Haiti

Depuis près de 6 mois la Lybie est victime d'incessants bombardements de la part de l'OTAN. Les médias dominants nous répètent ad-nauseam que l'actuel conflit se déroule tout naturellement dans la foulée des précédentes révoltes nord-africaines. Ces médias omettent de mentionner l'effondrement du système économique mondial et les différents réalignements géopolitiques qui tendent à inciter les derniers soubresauts de rapacité des anciennes puissances coloniales. C'est dans ce contexte que la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont décidé de s'appuyer sur des anciens proches de Kadhafi et Al-Qaeda pour tenter de partitionner et piller les richesses de la Lybie. L'histoire peut nous apprendre beaucoup sur la Lybie. Une lecture historique peut nous éclairer sur les motivations réelles des puissances occidentales, en analysant le rôle joué par le sénateur haïtien Émile St-Lot qui s'opposa à la partition de la Lybie.

Le sénateur St-Lot compléta des études d'agronomie et de droit. Il vécut sa jeunesse durant l'occupation américaine d'Haïti qui dura de 1915 à 1934. Il y est témoin comme bon nombre d'Haïtiens du racisme et des exactions des troupes États-Uniennes. Ces expériences feront de lui un ardent défenseur de la justice et de l'indépendance des nations. Il jouera un rôle central en 1945 en tant qu'ambassadeur d'Haïti aux Nations unies. Le proche collaborateur de René Cassin participa à la préparation, l'élaboration et à la signature de la déclaration universelle des droits de l'homme à Paris. Il y représenta avec brio son pays au conseil de sécurité où il fut chargé de voter ou non l'indépendance des pays.

Dès sa création, Haïti supporta toujours la liberté des peuples opprimés. La première république nègre n'hésita pas à supporter par les armes Miranda et Bolivar. Haïti joua un rôle similaire dans un cadre diplomatique à la société des nations (SDN) en condamnant fermement l'attaque de l'Italie fasciste contre l'Abyssinie (Éthiopie) et ce malgré les positions racistes des grandes puissances favorables à l'agresseur. Durant ce conflit, Haïti argumenta l'application de sanctions contre l'agresseur fasciste et le respect du pacte de la société des nations. Face à l'intransigeance française qui défendait l'indéfendable (le plan de partition Laval-Hoare), un délégué haïtien Alfred Nemours lança des paroles prophétiques: « que vous soyez grand ou petit, fort ou faible, éloigné ou proche, noir ou blanc, craignez d'être un jour l'Ethiopie de quelqu'un »

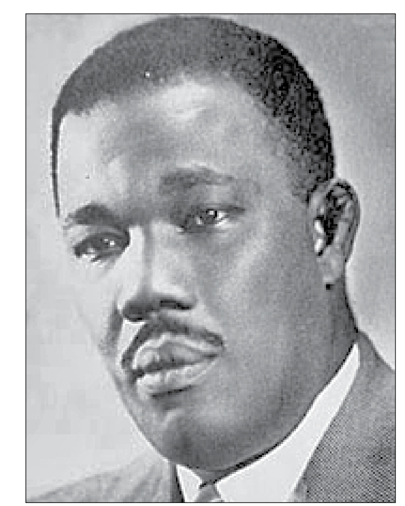
Suite à la deuxième guerre mondiale, lors de la conférence de Potsdam, les puissances alliées conviennent de régler ultérieurement le cas des possessions italiennes. C'est dans ce cadre qu'a été présenté le plan Bevin-Sforza en 1949 aux nations unies. Le sénateur Émile St-Lot s›y opposa pour plusieurs raisons:

- Il fait disparaître L›Érythrée en la partageant entre le Soudan et l›Éthiopie impériale

- La Somalie y est placée sous l›administration de l›ancien colonisateur italien pour une période indéterminée.

- La Lybie est dépecée en 3 parties la Cyrénaïque, Fezzan et la Tripolitaine contre les vœux de la majorité des Lybiens. Les territoires administratifs sous tutelle seront respectivement attribués à l›Italie, la France et aux Britanniques. Il est prévu dans le plan que la Lybie y obtiendrait son indépendance après 10 ans d›administration étrangère.

L›ambassadeur haïtien n›est pas dupe et voit dans cette proposition un plan de prédation colonial. Les déclarations du secrétaire d›état américain John Foster Dulles sur L›Érythrée ne laissent planer aucun doute sur les visés des principaux protagonistes. Pour Dulles, le rattachement de l›Érythrée à l›Éthiopie est nécessaire pour protéger les intérêts Etats-Uniens dans la Mer Rouge.



Le Sénateur Émile St-Lot

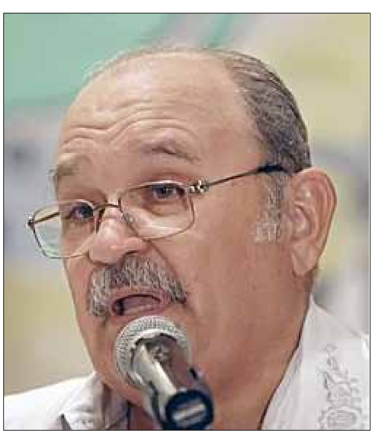
Le 17 mai 1949 à la grande consternation des puissances occidentales le sénateur Émile St-Lot vote NON à l›approbation de cette résolution, contre l›avis du président haïtien Estimé. Son vote bloque l›application du plan Bevin-Sforza et empêche la partition de la Lybie. Cet évènement majeur de l›histoire paraît aujourd›hui invraisemblable car la désormais faible Haïti et ses leaders corrompus ne peuvent même pas dire NON aux forces d›occupation de l›ONU qui déversent fréquemment de la merde au choléra dans les rivières haïtiennes. Connaissant les positions du Sénateur St-Lot qui participa au 1er congrès des écrivains noirs en 1956 au côté d›hommes tels Franz Fanon; de l›au-delà celui-ci dut être conforté par le développement fulgurant de la Lybie après le renversement du roi Idriss. Doté du plus haut niveau de vie de l›Afrique, la Lybie du Colonel Kadhafi partagea son abondance avec le continent noir en lui permettant d›obtenir son premier satellite RASCOM-1, en aidant l›ANC de Nelson Mandela durant les moments les plus sombres de l›Apartheid Sud-Africain, en développant des projets d›agriculture visant à augmenter l›indépendance alimentaire de l›Afrique et en finançant copieusement l›union africaine.

La Lybie sous l›égide de Kadhafi est loin d›être parfaite, mais elle donne aujourd›hui une fois de plus par ses actions une grande leçon à tous les peuples opprimés du sud. Elle résiste depuis plus de 5 mois aux bombardements sauvages et au blocus arbitraire de la plus puissante alliance militaire de l›histoire. Le succès de cette résistance libyenne (plus de 2000 tribus) dans le contexte de la désintégration du système financier international démontre aux peuples démoralisés tels qu›Haïti que la résistance est possible et nécessaire. Clairement, les bourreaux d›hier n›ont plus les moyens de leurs ambitions!

En 1957, après que l›ambassadeur haïtien eut fini de délivrer son discours en faveur de l'indépendance libyenne, un confrère ambassadeur lui fit remarquer que: « le temps était sombre! » En sage gnostique Haïtien, Émile St-Lot lui répondit que: « l'esprit brille » Malgré les difficultés futures pour Haïti, la Lybie et le monde, le temps est sombre mais l›esprit brille.

Miguel D'Escoto critique la position des Etats-Unis concernant l'affaire des 5

Par Reynaldo Henquen



Miguel D'Escoto

Le père Miguel D'Escoto a condamné l'emprisonnement dont souffrent aux Etats-Unis 5 antiterroristes cubains. Il a dit que c'est le cas le plus emblématique démontrant le cynisme et l'hypocrisie de l'empire étasunien en matière de terrorisme.

Miguel D'Escoto, ex ministre nicaraguayen des Affaires étrangères a indiqué qu'il y a des preuves suffisantes pour démontrer qu'Antonio Guerrero, Fernando González, Gerardo Hernández, Ramón Labañino et René González, ont été victimes d'un procès truqué, anti-juridique et illégal marqué par une conspiration médiatique et judiciaire grossière.

Miguel D'Escoto qui préside le Comité Nicaraguayen pour la Libération des 5 a fait ces déclarations au cours d'un meeting de solidarité organisé au Nicaragua dans le cadre de la 4e Rencontre Syndicale de notre Amérique.

Il a ajouté que ces combattants antiterroristes ont été accusés d'un délit inexistant, non typifié ni par les lois étasuniennes ni par celles d'autres pays : la présumée l'intention de s'approprier de documents secrets du gouvernement des Etats-Unis.

(AIN-RHC) La Havane, 27 août 2011

Brésil

Suite de la page (20)

secteurs bourgeois ont sans cesse développé des projets de déplacement des favelas dans des zones plus périphériques et/ou de contrôle et de subordination des favelas.

Leurs habitant·e·s ont transformé leurs espaces de vie en créant des liens de solidarité, d'auto-organisation et d'expressions culturelles fondamentales pour les villes et le pays (comme la samba ou le funk carioca). Ainsi s'est établie une relation contradictoire entre les mouvements autonomes et légitimes des habitant·e·s des favelas et les pratiques clientélistes de l'Etat dont les gouvernements cherchent sans cesse à légitimer leur emprise sur ces communautés par des votations, très nombreuses; emprise liée à des politiques de divers types impliquant la mise en place de systèmes de dépendance.

Aujourd'hui, la favela constitue par excellence un territoire d'affrontements entre les résistances des travailleurs et travailleuses précarisé·e·s et la politique de l'Etat qui combine violence, contrôle, clientélisme et politiques sociales sélectives et restreintes.

Combien de gens vivent dans les favelas à Rio?

E.M : Environ un million de personnes, sur les six millions que compte la ville de Rio, vit dans les favelas de l'agglomération urbaine. Il s'agit d'une masse de travailleurs et de travailleuses qui développe des activités essentielles à la vie urbaine. La composition ethnique de cette population est par ailleurs différente. En effet, en son sein, la proportion d'afro-descendant·e·s est largement supérieure à celle des autres zones urbaines. En outre, il y a des situations très différentes entre les diverses favelas. Celles des zones plus proches du centre urbain ont des indicateurs socio-économiques supérieurs et parfois même meilleurs que ceux que l'on peut relever dans des quartiers périphériques qui n'ont pas le statut de favelas. De manière générale, malgré la réapparition périodique de discours réactionnaires ayant trait aux «privilèges» des habitant·e·s des favelas – ces derniers ne «payeraient pas d'impôt» ou payeraient prétendument moins d'impôts, ce qui pourrait être vrai, mais c'est sans tenir compte du fait que le système fiscal brésilien est fortement régressif puisque fondé sur les impôts indirects (TVA) qui grèvent la consommation de base – un fait s'impose : les revenus des habitant·e·s des favelas sont en moyenne nettement plus bas que ceux du reste de la ville. Ainsi, une enquête de la Fondation Getúlio Vargas a révélé récemment que le revenu moyen mensuel dans le «complexe de l'allemand» (complexo do alemão) – un ensemble de 13 favelas occupé en novembre 2010 par l'armée – s'élevait à 177 reais (soit quelque 100 dollars, il faut tenir compte du taux de change artificiellement élevé). Le nombre de favelas à Rio a augmenté au cours des années 1990.

Quels sont les rapports entre les favelas et les infrastructures urbaines traditionnelles? Assiste-t-on à des mobilisations de leurs habitant·e·s?

E.M : Dans les favelas existe, en général l'accès à l'eau, et à l'électricité. Ces deux questions se sont « résolues», lentement, depuis les années 1960 à partir d'un ensemble de mouvements distincts: les revendications des habitant·e·s (qui sont des électeurs); les politiques clientélistes qui «échangèrent» ponctuellement ces services contre des votes; l'action directe des habitant·e·s qui utilisaient leurs connaissances pratiques en tant que travailleurs et construisaient les connexions avec le réseau de distribution d'eau et d'électricité, avec ou sans l'aval des lois. La collecte des ordures et le système d'évacuation des eaux usées sont plus que précaires et n'atteint pas un niveau minimum socialement acceptable.

Après une période d'affaiblissement relatif au cours des années 1990, les luttes des habitant·e·s des favelas retrouvèrent une expression plus significative au cours des dernières années, tout en tenant compte que le processus d'organisation sociale et politique à l'intérieur des favelas reste très difficile. Ces luttes ont pris forme autour de quelques axes essentiels. On peut les énumérer ainsi:

- mettre fin à la violence d'Etat qui, sous le prétexte de «combattre la criminalité», réprime en utilisant l'assassinat, l'emprisonnement arbitraire, la torture et inflige une humiliation quotidienne à une grande partie des habitant·e·s;
- l'accès plein et entier à la ville, à ses structures d'éducation, à la santé et aux transports (une lutte qui est commune aux mouvements sociaux en général);
- le droit à des habitations dignes, avec la régularisation des occupations précaires et l'accès aux infrastructures urbaines;
- la liberté d'expression culturelle et le combat contre les discriminations – y compris symboliques – dont souffrent les habitant·e·s des favelas traités, le plus souvent, comme des «criminels ». En effet, au cours des dernières années, des expressions culturelles locales furent réprimées.

Quelles sont les diverses politiques étatiques ou para-étatiques en direction des favelas?

E. M : La politique de l'Etat pour les favelas est marquée par la recherche d'un «contrôle», qui a pour nom officiel : «la pacification». Cela s'opère au travers d'une combinaison d'actions.

Comme cela se passe depuis le début du XXe siècle au moins – et se perpétue – on note une politique de déplacements, d'éloignement des favelas des zones urbaines les plus centrales en direction des périphéries.

Lorsqu'on mentionne la réalité géographique brésilienne, il est utile d'être clair sur un aspect. Lorsque l'on fait référence à des déplacements d'habitants de favelas, il faut avoir à l'esprit les distances en jeu: quarante kilomètres ou beaucoup plus, souvent, sans transports adéquats; ce qui aggrave les conditions d'accès au travail: tout d'abord un temps de déplacement à pied pour atteindre le premier bus, fort tôt le matin, puis le bus…. Ces déplacements sont combinés avec des mesures de «contentions»: la construction de murs avec fil de fer barbelé et des actions répressives pour empêcher l'extension des favelas déjà existantes.

Un aspect important a été l'occupation policière et militaire au cours des dernières années dans diverses favelas des zones dites «prioritaires» par le gouvernement, donc spécialement dans les zones qui visaient à assurer une sensation de sécurité plus grande aux élites. Ces occupations militaires désarticulent l'économie déjà affaiblie du trafic au détail de drogues; mais elles n'assurent en aucune mesure l'accès et la garantie à des droits sociaux pour les habitant·e·s de ces communautés, ce que confirme les épisodes nombreux de violation des droits civils.

Il est important de souligner qu'à Rio existe un phénomène grave et important de création de «milices». Ce sont des mafias, formées par des policiers et des militaires, qui organisent une domination territoriale des favelas – mais aussi des quartiers suburbains – grâce à l'usage de la violence. Ces «milices» gagnent de l'argent en faisant payer leur «protection» et autres services. Le gouvernement ne combat pas de manière adéquate ces mafias; il établit avec elles une relation que l'on peut qualifier de tolérance, mais aussi d'alliance politique et électorale.

Pour ce qui relève des politiques en direction des favelas, il faut mentionner la dimension d'une assistance sociale fragmentée. Le gouvernement finance des centaines d'ONG qui développent des milliers de projets qui, bien que pouvant reposés sur des efforts personnels respectables, ne changent en rien la situation de fond. On peut affirmer qu'il existe une «industrie» de la pauvreté, avec une quantité importante de personnes qui obtiennent des revenus par le biais de ces projets ponctuels, formant une couche bureaucratico-clientéliste.

Dans ces politiques d'Etat, quelle est la place des «Jeux olympiques» de 2016?

E.M : Les Jeux olympiques et la coupe du monde de football ont un rôle important pour le projet de légitimation du capital ayant trait à la réorganisation urbaine. Des intérêts économiques très importants sont en jeu, immobiliers entre autres, afin de «récupérer» certaines zones urbaines en faveur des élites. Les destructions et déplacements de favelas, sous le prétexte du «projet olympique», sont déjà en cours. Face à cela, se constitue une résistance qui implique une alliance, loin d'être toujours facile, entre les habitant·e·s des favelas et des secteurs syndicaux et politiques. Malgré les énormes efforts des médias pour convertir l'opinion en faveur du «projet olympique», on constate l'existence de doutes parmi des secteurs de la population. Dans la prochaine période, ce sera l'enjeu d'un affrontement qui peut prendre de l'ampleur.

Dans les médias ont fait souvent référence aux combats contre le «narcotrafic» pour camoufler les politiques répressives face aux habitant·e·s des favelas. Qu'en est-il?

E.M : Tout d'abord, il serait nécessaire d'avoir une discussion sur la question de la drogue et des politiques dans ce domaine. Au Brésil, cette discussion publique ne cesse de croître. Une donnée est claire: le «combat» contre les narcotrafiquants, ici comme dans d'autres parties du monde, se transforme en une «guerre contre les pauvres». La situation en général est tragique. Même s'il me semble qu'au cours des dernières années il y a eu quelques avancées qui peuvent, évidemment, être perdues.

Les habitant·e·s de ces communautés et d'autres secteurs sociaux paupérisés rejettent la politique de violence et forgent des alliances avec des secteurs de la jeunesse, du mouvement étudiant, des mouvements pour la défense des droits humains. Je dirai que la « tolérance » de la société face à la violence policière, n'a pas disparu, mais elle a diminué de manière notoire. Le gouvernement, aujourd'hui – contrairement à ce qui s'est passé au cours de longues périodes antérieures – tient à maintenir une apparence de respect de la loi. Toutefois, nous faisons face à une situation inacceptable dans la mesure où la majorité des cas de morts, suite à des actes de la police, ne sont même pas suivis d'enquêtes.

Il faut bien comprendre qu'il y a une classe dominante qui profite de la fragilité des travailleuses et des travailleurs qui vivent dans les favelas – ou dans d'autres situations de grande précarité – pour accentuer les formes d'exploitation qu'elle exerce sur ces personnes. En outre, il est nécessaire de comprendre que traiter ces millions de personnes comme des « victimes» aide à renforcer l'idéologie de l'assistanat conservateur, un assistanat aujourd'hui de plus en plus privatisé. En fait, il s'agit de travailleurs et travailleuses qui résistent depuis des siècles et qui refusent une vie qui n'est pas digne, dans laquelle il n'y a ni musique, ni liberté, ni égalité.



La majorité des cas de morts, suite à des actes de la police, ne sont même pas suivis d'enquêtes

A l'Encontre 20 août 2011

Suite de la page (12)

La marche de l'année prochaine peut être le plus grand congrès du peuple, vous pouvez faire que cela le devienne. Préparez-vous sans attendre. Créez un site web, vous devez le faire, pour notifier tous les crimes. Tandis que nous nous battons pour défendre notre nation, vous vous battez sur le champ de bataille de la vérité, parce que la plume est plus puissante que l'épée.

Certains d'entre vous sont arrivés jusqu'à notre frontière occidentale, mais ont dû repartir. Vous avez des familles dont il faut prendre soin. Maintenant le chemin à suivre est clair, mais l'OTAN ne laissera pas la paix revenir. Ils ont peur de l'exemple de la grande Jamahiriya. Ils peuvent détruire vos réussites physiques, mais ils ne peuvent pas venir à bout de la vérité. Plus ils essayent, et plus nous serons victorieux, la victoire est avec le peuple, jamais avec les oppresseurs.

Des milliers d'entre vous attendent en plusieurs points. Je vous vois en Tanzanie, au Congo, au Ghana, au Nigéria, et en bien d'autres points de l'Afrique. Comment allez-vous pouvoir traverser les déserts jusqu'en Libye ? Regroupez-vous plutôt là où vous êtes. Si la bataille n'est pas gagnée en Libye, elle se déplacera jusqu'à vous. Préparez-vous. Préparez des pièges pour les envahisseurs. Vous devez défendre vos bases.

Les gouvernements africains ne sont pas forts. Ils contrôlent à peine quelques centres-villes. Souvent, ils n'assurent pas de services, et les gens se débrouillent sans eux. Ils ne vont pas être à vos côtés le moment venu. Ils sont pauvres. Ils ont été pillés par les racistes, les colonialistes, les pillards blancs du nord. Affrontez-le seulement s'ils vous affrontent. Soyez prêts. Défendez votre continent.

Ils ne peuvent attaquer qu'avec leurs bombes, alors que nous nous défendons avec la vérité. Ils ne peuvent jamais se battre au corps à corps. Ce ne sont que des lâches, des déments qui se cachent derrière des machines, ils ne peuvent jamais faire face aux Africains d'homme à homme. Les enfants africains peuvent mettre en déroute n'importe quel mercenaire blanc, voilà pourquoi ils se cachent et détruisent avec haine, mais de loin.

Ne les laissez pas vous utiliser. Soyez unis. Edifiez vos défenses parce qu'ils arrivent, s'ils arrivent à passer sur la Libye. S'ils détruisent la Libye, alors attaquez-les par derrière.

Evitez le combat si vous le pouvez. L'ennemi souhaite que nous soyons tous subordonnés à leur champ de bataille, ce qu'ils veulent c'est nous plonger tous dans la guerre. L'Afghanistan est maintenant avec nous, l'Irak est avec nous, le Vénézuéla est avec nous. Nous voulons la paix. Nous voulons la justice. Travaillez à des conférences sur les crimes contre l'humanité, utilisez vos réseaux anti-impérialistes mathaba, car ce sont les Q G des comités verts. Allez de l'avant, la victoire est à nous !

LGS 26 août 2011

Brésil: les favelas de Rio à l'heure de la Coupe du monde



Stade Maracanã à Rio de Janeiro, au Brésil

Dans la perspective de la coupe du monde de football qui se tiendra au Brésil en 2014 et des Jeux olympiques de 2016, des favelas ont commencé à être rasées, dès février, à Rio de Janeiro, entre autres. Selon des données gouvernementales, quelque 1,7 millions de personnes seront déplacées dans l'ensemble du pays. Voilà une occasion de clarifier, dans les grandes lignes, ce que représentent et sont les favelas.

Nous nous sommes entretenus à ce propos avec Elidio Alexandre Borges Marques, professeur de Droits humains à l'Université fédérale de Rio de Janeiro.

Comment la favela a surgi dans l'histoire du Brésil?

E.M : De fait, la favela représente une stratégie de survie et de résistance des secteurs paupérisés du Brésil depuis plus de 120 ans. Il faut avoir à l'esprit que le Brésil est marqué profondément par quatre siècles d'esclavage. Un système esclavagiste qui «a pris fin», légalement, en 1888. Ce qui n'empêche pas que des milliers de travailleurs et travailleuses se trouvent encore dans des situations analogues à l'esclavage encore aujourd'hui.

Lorsque l'esclavage «a pris fin», l'Etat brésilien a engagé une politique déterminée de substitution de la main-d'œuvre par des immigrants venus d'Europe et il a «fermé» les possibilités d'accès à la terre pour les ex-esclaves, une terre appropriée de manière très concentrée.

Les ex-esclaves, alors « libres», ne disposaient, pour l'essentiel, ni de travail, ni de terres; ils ont occupé des collines des régions sans valeur des grandes villes, en particulier dans la capitale d'alors, Rio de Janeiro. Depuis lors, ils ont connu une insertion extrêmement précarisée et subordonnée dans la vie sociale, se «consacrant» aux travaux domestiques, aux petites activités de services propres aux centres urbains tels, par exemple, les transports avec des charrettes tirées à la main.

Tout au long de cette période, il y a eu un affrontement permanent, plus ou moins exacerbé, entre les habitant·e·s des favelas et la bourgeoisie. En effet, les

Suite à la page (19)